ETUDE SUR LES PAYSAGES
ET LE PATRIMOINE
EN BASTIDES DE LOMAGNE

Ce projet bénéficie du soutien du programme européen Leader du Pays Portes de Gascogne

LIVRET 2

FORMULATION ET SYNTHESE DES ENJEUX



JUILLET 2026

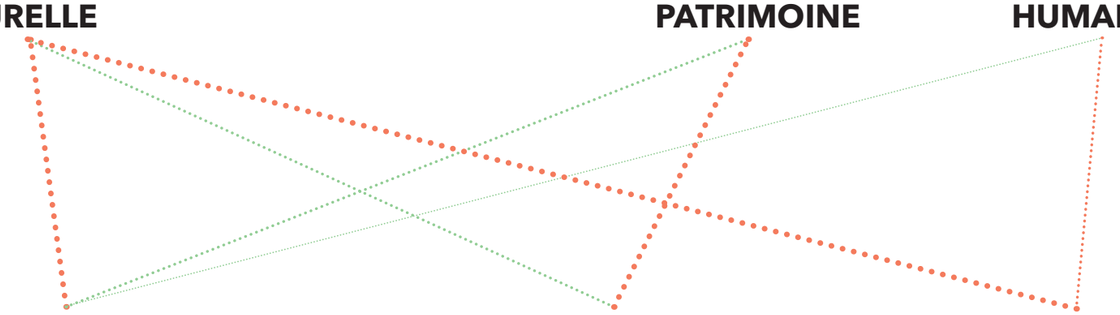
pollen paysage
tout terrain
atelier geminé

PRÉAMBULE - PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE

Organisation d'ateliers
Mise en récit
Animation
Implication
Diversité des approches
PARTICIPATION, PROGRAMMATION CULTURELLE

Histoire des formes bâties
Matérialité
Authenticité
PATRIMOINE

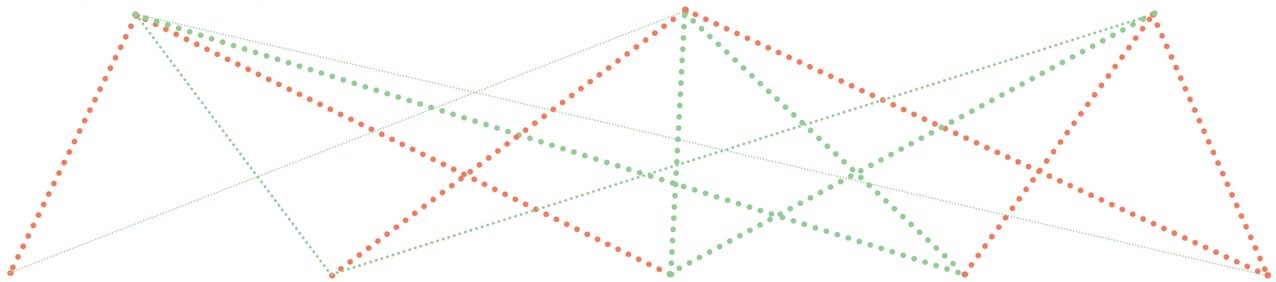
Écoute
Compréhension
Dialogue
Mise en perspective
Sociologie
Anthropologie
SCIENCES HUMAINES



POLLEN PAYSAGE
(Mandataire)

ATELIER GEMINE

TOUT TERRAIN



PAYSAGE
Compréhension,
Analyse
Restitution des enjeux
Mise en perspective
Biodiversité

ARCHITECTURE
Compréhension,
Analyse
Restitution des enjeux

ORGANISATION
Gestion du groupement
Préparation
Réunions

CREATION GRAPHIQUE
Restitution
2D
3D
Axonométrie
Perspectives

URBANISME
Compréhension,
analyse
Restitution des enjeux

L'ÉQUIPE

Pollen paysage, Atelier Géminé et Tout-Terrain ont associé leurs compétences pour répondre aux attentes de l'étude sur les paysages et le patrimoine en Bastides de Lomagne.

Nous vous proposons une **équipe agile, dynamique, à forte sensibilité patrimoniale et culturelle,** alimentée par de nombreuses missions allant de l'échelle de l'îlot à celle du territoire.

Au-delà de notre grande motivation à travailler sur ce sujet, nous avons mis en place une organisation d'équipe et une méthode de travail dont voici, à nos yeux, les points forts :

- **Une équipe avec une connaissance des enjeux patrimoniaux** : Tautavel, Lastours, Palais des Archevêques de Narbonne etc, dont certains sites classés UNESCO (Plans de gestion des 7 tronçons UNESCO des chemins de St Jacques de Compostelle).

- **Des approches constantes et mixtes du travail de concertation sur le territoire**. Chaque structure travaille en partant du terrain et en y associant des compétence solides en sciences sociales aux compétences techniques issues de nos professions.

- **Une équipe polyvalente, dynamique, habituée des ateliers et concertations en déambulations pédestres ou cyclables, aux organisations d'ateliers pédagogiques.**

- Une conception pluridisciplinaire au sein de notre travail. Nos parcours de vie respectifs nous ont permis d'apprendre à aborder chaque sujet sous divers points de vue. Pour cette mission, la compétence architecturale est acquise par l'ensemble des chef.fes de projet, et le secteur patrimonial est étudié de manière transverse.

- **Un souci profond d'apporter des éléments et réponses en accord avec les problématiques liées au dérèglement climatique**.

- **Un réseau commun d'expertises annexes** que nous saurons solliciter si les besoins de l'étude le nécessitent.

PRÉAMBULE - PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE

LA DÉMARCHE ET SES LIVRABLES

décembre 2025 → janvier 2026 → février 2026 → mai 2026 → juin 2026 → juillet 2026 → septembre 2026 → octobre 2026 → novembre 2026

Phase 1 - caractérisation des paysages et du patrimoine

Analyse des données & arpentage du territoire

Itinérance 1
14 et 15 janvier

- ÉLUS — Ateliers élus par unité paysagère
- GRAND PUBLIC — Présence au marché de Saint-Clar

Itinérance 2
6 au 8 février

- GRAND PUBLIC — Balades thématiques, à pieds et à vélo

ÉCHELLE D'ANALYSE : DU GRAND TERRITOIRE À LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

- ÉLUS + GRAND PUBLIC — **Le guide commun** Livret 01 : identifier & caractériser les paysages et patrimoine pour comprendre
- ÉLUS + GRAND PUBLIC — **Le recueil des fiches bourgs** Trame d'analyse des bourgs
- GRAND PUBLIC — **L'exposition dans l'espace public #01** La grande échelle : la cartographie du territoire

Phase 2 - formulation et synthèse des enjeux

Caractérisation des enjeux et formulation d'hypothèses

Itinérance 3
début juin 2026

- GROUPE PROJET HABITANT — Balades pour formuler les controverses
- Tribunal des controverses

ÉCHELLE D'ANALYSE : DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AUX SITUATIONS

- ÉLUS + GRAND PUBLIC — **Le guide commun** Livret 02 : synthétiser les enjeux pour les mettre en débat
- ÉLUS + GRAND PUBLIC — **Le recueil des fiches bourgs** Production d'une partie des fiches bourgs
- GRAND PUBLIC — **L'exposition dans l'espace public #02** L'échelle de la situation géographique : les blocs diagrammes

Phase 3 - stratégie et recommandations

Définitions des recommandations et prescriptions

Itinérance 4
octobre 2026

- GROUPE PROJET HABITANT — Visite spatio-temporelle des recommandations

Restitution
octobre 2026

- GRAND PUBLIC — Réunion publique de conclusion

ÉCHELLE D'ANALYSE : DES SITUATIONS AUX BOURGS

- ÉLUS + GRAND PUBLIC — **Le guide commun** Livret 03 : partager les recommandations et évolutions stratégiques pour passer à l'action
- ÉLUS + GRAND PUBLIC — **Le recueil des fiches bourgs** Production des 41 fiches bourgs
- GRAND PUBLIC — **L'exposition dans l'espace public #03** L'échelle du lieu : la bande dessinée

COMITÉ DE PILOTAGE
NOUS SOMMES ICI !

SOMMAIRE

Préambule - Présentation de l'étude [P2-7]
Présentation de l'étude
Rappel du diagnostic
Préambule
Problématiques localisées
Focus sur l'itinérance 03

Enjeux #1 [P8-13]
Où et comment prioriser l'habitat, avec raisonnement, pour tenir compte des divers profils d'habitants ?

Enjeux #2 [P14-19]
Comment protéger l'arbre et en faire un levier de l'adaptation climatique des centre-bourgs en cohabitation des autres usages ?

Enjeux #3 [P20-25]
Comment définir l'interface entre l'habitat et de l'agriculture pour qu'ils deviennent un lieu d'échanges ?

Enjeux #4 [P26-31]
Après avoir fait un inventaire du patrimoine, comment hiérarchiser les modes d'intervention en réhabilitation et la mise en valeur des ruines ?

Enjeux #5 [P32-37]
Comment préserver les ressources en eau entre bien commun et intérêts privés ? Quelle gestion pour assurer une qualité durable de l'eau ?

Enjeux #6 [P38-43]
Comment accompagner la diversité des structure végétales face aux pressions anthropiques et climatiques ?

Enjeux #7 [P43-48]
Comment planifier les pratiques agricoles pour optimiser la résilience du territoire ?

Enjeux #8 [P49-54]
Comment la collectivité peut devenir actrice de la filière des énergies renouvelable en accompagnant et maitrisant son développement ?

Enjeux #9 [P55-60]
Comment accompagner et encadrer les modes d'habiter en préservant les milieux des crêtes et promontoires ?

Enjeux #10 [P61-64]
Comment préserver l'environnement des altérations liées à la publicité ou à l'aménagement ?

Enjeux #11 [P65-69]
Comment faire lien entre habitants et permettre la rencontre par le paysage et le patrimoine ?

Enjeux #12 [P70-75]
Comment accompagner un tourisme raisonné et responsable sur le territoire ?

Synthèse des enjeux [P76-79]

Conclusion [P81-83]

Annexes : Fiches Ateliers [P84-98]

Annexes : Fiches Bourg [P99-105]

Annexes : Ressources [P106-108]
Bibliographie et personnes ressources
Glossaire

Les prochains rendez-vous ? [P109]

RAPPEL DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic de l'étude paysagère et patrimoniale en Bastides de Lomagne a été réalisé en premier semestre 2026, et compilé dans le livret 1.
Les points suivants retracent les entrées mises en avant et développées.



PRÉAMBULE



COMPRENDRE ET PROBLÉMATISER

Le diagnostic précédemment livré a permis de partager une analyse paysagère et patrimoniale avec les acteurs des Bastides de Lomagne. A l'issue de cette phase d'étude, des notions clés ont émergé, mettant en lumière des caractéristiques communes ou, au contraire, davantage spécifiques sur le territoire.

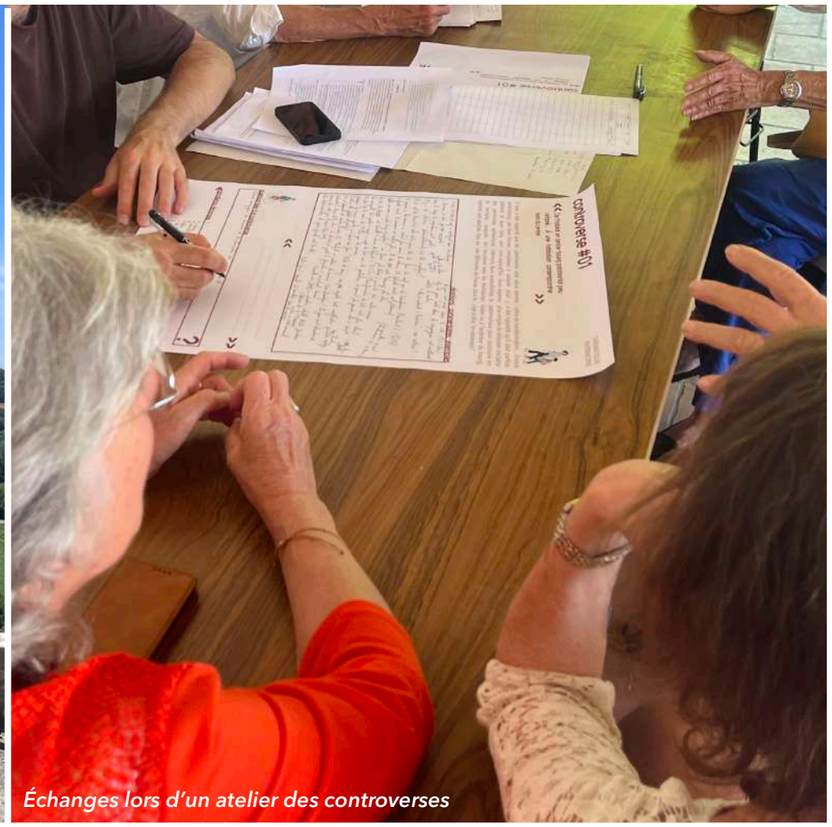
Le présent document constitue une étape charnière essentielle, entre le constat du diagnostic et la formulation d'actions concrètes. Il a donc été question de mettre en débat, à partir de controverses, de regards au cours d'ateliers concertés, de hiérarchiser sous la forme d'enjeux problématisés. Ces derniers tendent à mettre en corrélation l'ensemble des parties afin de garantir une réponse idoine, évitant l'écueil de solutions trop généralistes ou « hors-sol ».

Des tendances de positionnement des participants, habitants ou élus, ont ainsi été révélées, initiant des leviers d'action pour la suite de la démarche, ou marquant des limites ou pressions à prendre en compte.

Des attendus à long terme ont été dégagés pour chacun des grands enjeux, comme objectifs à tenir pour les futures actions à développer.

FOCUS SUR L'ITINÉRANCE 03


Introduction à l'atelier des controverses - Tournecoupe


Échanges lors d'un atelier des controverses



Préparation des plaidoyers


Prise de parole lors de l'assemblée des controverses

GRAND PUBLIC

SAMEDI 13 JUIN 2026

14h - 15h30 : atelier des controverses à Tournecoupe

- échanges avec les habitants pour recueillir retours, exemples et questionnements. Puis formulation d'une question sur laquelle les élus doivent se positionner. Les controverses traitées : 01, 02, 07, 08 et 10.

17h - 18h30 : atelier des controverses à Touget

- échanges avec les habitants pour recueillir retours, exemples et questionnements. Puis formulation d'une question sur laquelle les élus doivent se positionner. Les controverses traitées : 03, 04, 05, 06, 09.

DIMANCHE 14 JUIN 2026

10h - 17h : travail en interne

- remise au propre du travail habitants, précisions des questions et des gradients de partis pris pour les tribunaux élus.

ÉLUS

LUNDI 15 JUIN 2026

09h30 - 12h : tribunal des controverse 01

- travail à la composition d'argumentaires par les élus, débat en assemblée et synthèse par le jury. Controverses débattues : 03, 05, 10.

14h - 16h30 : tribunal des controverse 02

- travail à la composition d'argumentaires par les élus, débat en assemblée et synthèse par le jury. Controverses débattues : 01, 04, 08.

MARDI 16 JUIN 2026

09h30 - 12h : tribunal des controverse 03

- travail à la composition d'argumentaires par les élus, débat en assemblée et synthèse par le jury. Controverses débattues : 02, 07, 06.

12h30 - 13h30 : conclusion tribunaux

ENJEU #1 - HABITER

CONTROVERSE

« DE L'HABITAT EN CENTRE-BOURG PATRIMONIAL PEU ADAPTÉ… À UNE HABITATION CONTEMPORAINE HORS DU CENTRE »

ENJEU #1
LA CONTROVERSE EN DÉBAT « DE L'HABITAT EN CENTRE-BOURG PATRIMONIAL PEU ADAPTÉ… À UNE HABITATION CONTEMPORAINE HORS DU CENTRE »



A - SOUTENIR ET D'ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT D'HABITAT RAISONNÉ EN EXTENSION, EN ACCORD AVEC L'OBJECTIF ZAN

« Il faut en priorité identifier les dents creuses pour développer des opérations d'habitat. »

« Le développement de logements neufs et individuels permet d'attirer certains profils d'habitants à la recherche d'un extérieur, d'une possibilité de piscine… On parle ici de familles ou jeunes ménages. »

B - DÉVELOPPER ET DE SOUTENIR LA RÉHABILITATION DES PATRIMOINES EN CENTRE-BOURGS

« Concentrer l'action sur le centre-bourg permet d'éviter de consommer des fonciers extérieurs. »

« Proposer de nouveaux logements en centre-bourg permet d'avoir un bourg vivant. »

« Maitriser son bilan écologique en utilisant et en valorisant l'existant. »

ENJEU #1
DÉFINITION DE L'ENJEU

Pourquoi cet enjeu ?

Les Bastides de Lomagne connaissent des évolutions résidentielles contrastées. Certains centres-bourgs perdent des habitants et présentent un nombre important de logements vacants ou sous-occupés, tandis que l'influence de l'aire toulousaine attire de nouveaux ménages à la recherche d'un cadre de vie rural. Ces dynamiques interrogent la capacité du territoire à accueillir de nouveaux habitants tout en préservant ses paysages et son patrimoine.

Une tension entre deux modèles d'habiter

Les centres-bourgs concentrent une grande partie du patrimoine bâti, des commerces, des équipements et de la vie collective. Leur réhabilitation permet de limiter la consommation foncière et de renforcer les centralités villageoises. À l'inverse, l'habitat en extension répond à certaines aspirations contemporaines, notamment le besoin d'espace extérieur, de stationnement et de logements plus facilement adaptables. Entre revitalisation des cœurs de villages et développement résidentiel périphérique, le territoire doit trouver un équilibre.

Pour qui construit-on ?

Les besoins en logement sont multiples et concernent des publics variés : jeunes ménages, familles, personnes âgées, actifs en télétravail ou nouveaux habitants. Chacun recherche des formes d'habitat différentes. La diversité des profils habitants suppose donc de proposer une offre de logements variée, adaptée aux parcours de vie et aux capacités d'accueil de chaque commune.

Vers une stratégie d'habitat raisonnée

L'enjeu consiste à prioriser les lieux de développement de l'habitat en s'appuyant sur les ressources déjà présentes du territoire. Réinvestir les logements vacants, adapter le patrimoine aux usages contemporains, renforcer les services de proximité et encadrer les extensions constituent des leviers complémentaires. L'objectif est d'accueillir de nouveaux habitants sans compromettre les terres agricoles, les équilibres écologiques et les qualités paysagères qui fondent l'identité des Bastides de Lomagne.

>> Habiter en Bastides de Lomagne demain consiste à mieux valoriser le territoire existant afin d'accueillir de nouveaux habitants, tout en préservant les paysages, les ressources agricoles et les formes urbaines héritées.

ENJEU REFORMULE

1. Où et comment prioriser l'habitat, avec raisonnement, pour tenir compte des divers profils d'habitants ?

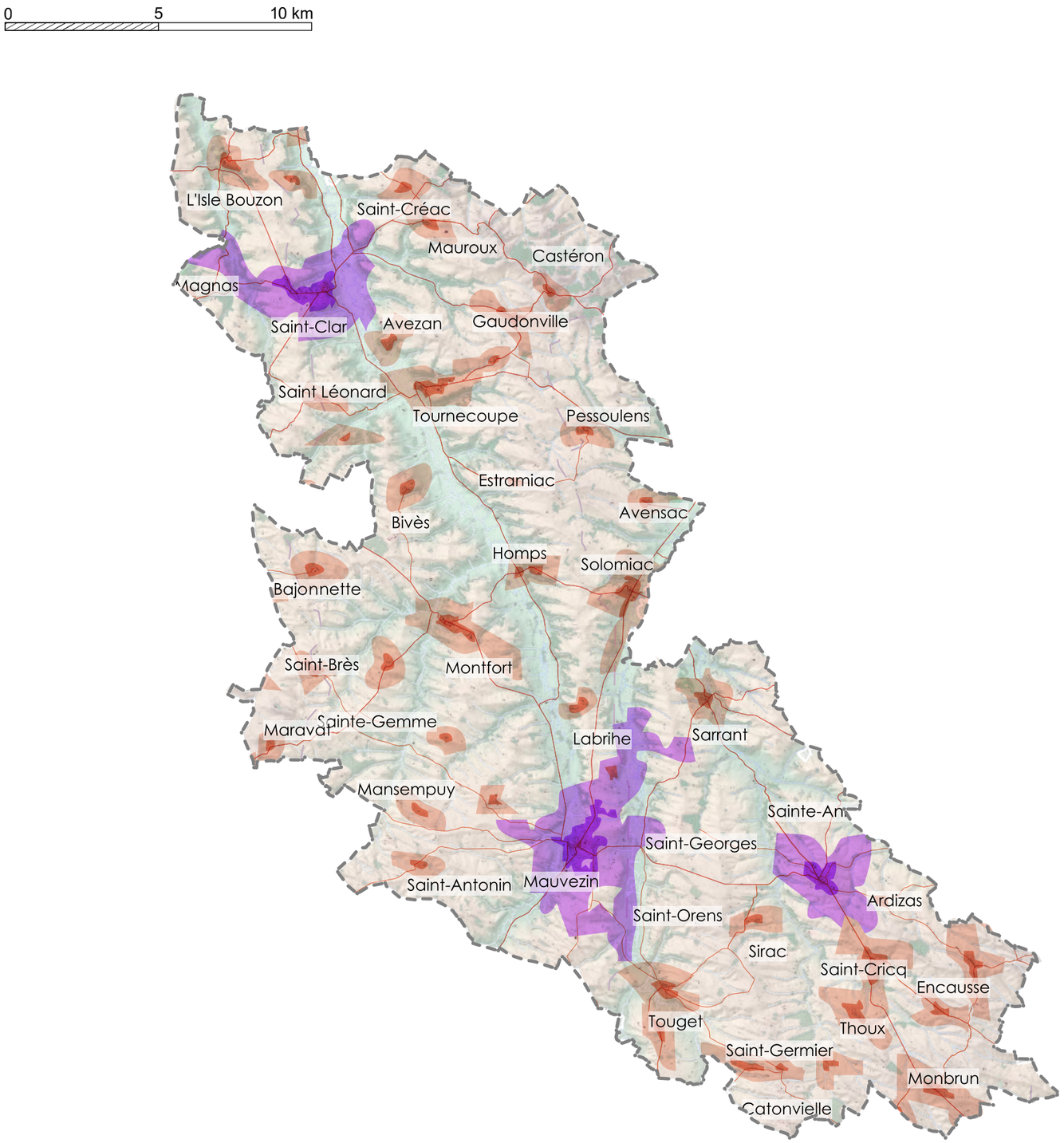


Transformer le patrimoine existant en habitat, l'exemple des moulins. Atelier Géminé - Estramiac, avril 2026



Réhabiter en centre-bourg, mais restaurer dans les règles de l'art ? Photo Atelier Géminé - Avezan, avril 2026

ENJEU #1 OÙ ET COMMENT PRIORISER L'HABITAT, AVEC RAISONNEMENT, POUR DIVERSIFIER LES PROFILS HABITANTS ? DANS LE TERRITOIRE



ATOUTS / VIGILANCES

Atouts :

- Centres-bourgs structurés, supports des commerces et des services.
- Patrimoine bâti vacant ou sous-occupé à réinvestir.
- Cadre paysager et patrimonial attractif.
- Diversité des formes d'habitat à valoriser.
- Bonne accessibilité grâce à la proximité de Toulouse pour le secteur Sud, et d'Agen ou Montauban pour le secteur Nord.

Vigilances :

- Éviter l'étalement urbain et le mitage des paysages.
- Préserver les terres agricoles et les zones à fort intérêt écologique.
- Maintenir les commerces et services de proximité dans les centralités.
- Adapter l'offre de logements aux différents profils d'habitants.
- Prioriser la réhabilitation avant l'ouverture de nouveaux secteurs à urbaniser.

LÉGENDE

- Centre-bourg
- Périphérie
- Centre-bourg
- Périphérie - Unité paysagère

ENJEU #1 OÙ ET COMMENT PRIORISER L'HABITAT, AVEC RAISONNEMENT, POUR DIVERSIFIER LES PROFILS HABITANTS ?

SCHÉMAS D'ILLUSTRATION

Centre-bourg



Eviter le logement vacant

Commerce **Mairie** **Habitants**



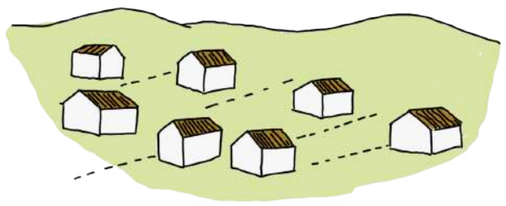
Services publics



Diversité typologie de logements



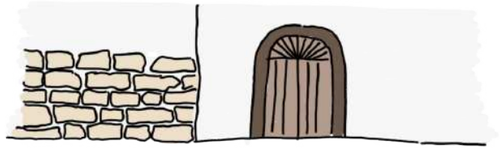
Patrimoine vivant !



Limiter l'étalement urbain



Protéger les milieux sensibles



Valoriser et entretenir le petit patrimoine

Les centres-bourgs des Bastides de Lomagne constituent l'armature historique et fonctionnelle du territoire. Ils concentrent une partie des commerces, des services, des équipements et du patrimoine bâti qui fondent l'identité locale et le cadre de vie. Leur vitalité conditionne directement l'attractivité résidentielle du territoire et sa capacité à accueillir de nouveaux habitants.

L'enjeu consiste à conforter ces centralités en favorisant une occupation continue des logements et du bâti ancien. La réhabilitation du patrimoine et la diversification de l'offre résidentielle apparaissent comme des leviers majeurs pour répondre aux besoins de différentes catégories d'habitants, tout en contribuant au maintien des commerces et des services de proximité.

Cette dynamique de renforcement ne doit toutefois pas conduire à une extension urbaine diffuse ou à un étalement non maîtrisé. Le développement résidentiel doit prioritairement s'appuyer sur les capacités de renouvellement des centres-bourgs, la reconquête du bâti vacant et la densification mesurée des espaces déjà urbanisés. Et cela, en essayant de minimiser les effets d'étalements, le long des axes routiers principaux, des grandes aires d'influences extérieures.

Enfin, cette stratégie de revitalisation doit s'articuler avec la préservation des ressources paysagères et écologiques du territoire. Les secteurs de ribères, les zones humides et les espaces de forte valeur environnementale, qui constituent des structures fondatrices de l'occupation humaine et de la biodiversité locale, ne peuvent être considérés comme des réserves foncières pour l'urbanisation.

L'enjeu est ainsi de concilier attractivité résidentielle, maintien des services, valorisation du patrimoine et sobriété foncière, afin de renforcer les centres-bourgs sans altérer les équilibres paysagers et écologiques qui participent de l'identité des Bastides de Lomagne.

ENJEU #1 OÙ ET COMMENT PRIORISER L'HABITAT, AVEC RAISONNEMENT, POUR DIVERSIFIER LES PROFILS HABITANTS ?

RÉFÉRENCES DE PROJET

INTÉGRER LES PROJETS À L'IDENTITÉ DES SITES

L'aménagement du lotissement «écobarri» à Mayrinhac-Lentour illustre les capacités d'une construction neuve à produire du confort et de la convivialité, tout en respectant le territoire rural et ses écosystèmes.

La composition du plan offre des espaces communs en centre de parcelle, tout en limitant l'imperméabilisation des sols et en maximisant les apports solaires passifs dans les pièces de vie. Toutes les limites séparatives ont été construites pendant le chantier, soit par des murs en pierres sèches issues du terrassement, renforçant la résilience des écosystèmes, soit par un grillage à mouton cloué sur des piquets en châtaignier, produits localement.







TRANSFORMER L'EXISTANT, INVESTIR LES CENTRES-BOURGS

La réhabilitation de l'immeuble Thérias à La Monnerie Le Montel démontre l'aptitude des anciennes constructions à s'adapter aux nouveaux modes de vie en territoire rural, mêlant commerces en rez-de-chaussée et habitations aux étages.

Une nouvelle épicerie et l'historique boulangerie sont accueillies grâce à l'agrandissement du rez-de-chaussée par deux actions : la démolition puis reconstruction de l'extension en rez-de-chaussée et la suppression de la circulation verticale originelle. Une extension sur deux niveaux est adossée à l'édifice, qui s'ouvre désormais sur une cour. Et les 6 logements sont chacun équipés d'une loggia et desservis par des passerelles individuelles qui enjambent la cour depuis la rue.









ENJEU #2 - LA VÉGÉTATION EN CENTRE-BOURG

CONTROVERSE
« DE L'ADAPTATION CLIMATIQUE DES CENTRE-BOURGS… À LA RÉALITÉ OPÉRATIONNELLE »

ENJEU #2
LA CONTROVERSE EN DÉBAT

« DE L'ADAPTATION CLIMATIQUE DES CENTRE-BOURGS... À LA RÉALITÉ OPÉRATIONNELLE »



Échanges lors d'une assemblée des controverses

A - PROTÉGER ET ENTRETENIR LE PATRIMOINE ARBORÉ EXISTANT SANS DÉVELOPPEMENT COMPLÉMENTAIRE

« Garder la végétation actuelle sans modification des accès aux commerces, et sans modification des parkings. »

« Mener une politique de replantation après tempêtes, avec une réflexion sur des essences qui résistent aux changements climatiques. »

B - DÉVELOPPER DES ESPACES PRINCIPALEMENT ARBORÉS, DONC DÉSIMPERMÉABILISÉS EN CENTRE-BOURG

« Les arbres permettent d'allier esthétique et service rendu. »

« Travailler avec des spécialistes des arbres pour éviter les automatismes sur la plantation (essence, quantité)... Des alternatives à l'arbre existent : vigne vierge, glycine... »

« Créer du lien entre espaces privés et publics. »

ENJEU #2
DÉFINITION DE L'ENJEU

Des centres-bourgs de plus en plus exposés aux chaleurs estivales

Les centres-bourgs de Bastides de Lomagne sont de plus en plus confrontés aux effets du changement climatique. Les épisodes de chaleur estivale s'intensifient et modifient les pratiques quotidiennes. Certaines places, rues ou espaces minéraux deviennent peu confortables et perdent progressivement leur attractivité. Dans le même temps, le patrimoine arboré des villages est inégalement réparti, parfois vieillissant, et ne fait pas toujours l'objet d'une stratégie de renouvellement.
Les communes disposent de moyens techniques et financiers limités, tandis que les habitants expriment des attentes parfois contradictoires entre besoin de fraîcheur, maintien du stationnement et préservation des habitudes de vie.

L'arbre, une infrastructure climatique autant qu'un patrimoine vivant

L'arbre ne relève pas uniquement de l'agrément ou de l'esthétique. Il constitue une véritable infrastructure climatique capable de produire de l'ombre, de diminuer les températures ressenties, de favoriser l'infiltration de l'eau, d'accueillir la biodiversité et d'améliorer la qualité des espaces de vie. Pour autant, la végétalisation ne peut être pensée comme une réponse uniforme. Les situations diffèrent selon la morphologie des bourgs, leur implantation topographique, la largeur des rues ou la disponibilité foncière. L'arbre est également un organisme vivant qui s'inscrit dans le temps long. Son implantation implique de penser son développement futur, le choix des essences, les besoins d'entretien, la gestion des racines ou encore sa capacité à résister aux évolutions climatiques. Les échanges ont d'ailleurs montré qu'il n'existe pas d'opposition de principe à la végétalisation, mais davantage des inquiétudes liées à sa gestion et à ses conséquences sur les usages.

Comment réconcilier le végétal et les usages du quotidien ?

Comment introduire davantage de fraîcheur dans les centres anciens sans remettre en cause leur fonctionnement ? Comment préserver et renouveler le patrimoine arboré tout en maintenant l'accessibilité, le stationnement ou les usages collectifs ? Comment accompagner les communes dans la gestion et le financement de ces transformations ? Le Tribunal des controverses a montré qu'une voie de compromis est possible. L'arbre et la voiture ne sont pas nécessairement incompatibles. La végétalisation peut devenir un projet partagé dès lors qu'elle s'appuie sur une connaissance fine des usages, une ingénierie adaptée et une démarche de pédagogie auprès des habitants. Il s'agit moins de transformer radicalement les villages que de rechercher des équilibres nouveaux entre confort climatique, patrimoine et vie quotidienne.

Faire de l'arbre un levier de résilience et d'attractivité des centres-bourgs

L'ambition est de considérer l'arbre comme un équipement du quotidien et comme un patrimoine commun. Préserver les arbres existants, accompagner leur renouvellement, désimperméabiliser certains espaces et retrouver des continuités végétales constituent autant de leviers pour adapter les centres-bourgs au changement climatique. L'objectif n'est pas de végétaliser systématiquement tous les espaces, mais de construire des projets de village capables de concilier fraîcheur, biodiversité, qualité paysagère et usages quotidiens. En faisant de l'arbre une composante à part entière du projet de territoire, les Bastides de Lomagne peuvent renforcer l'habitabilité et l'attractivité de leurs centres-bourgs tout en préparant leur adaptation aux changements à venir.



Les aménagements espaces entièrement minéralisé sont des îlots de chaleur. Atelier Géminé - Mauvezin, avril 2026

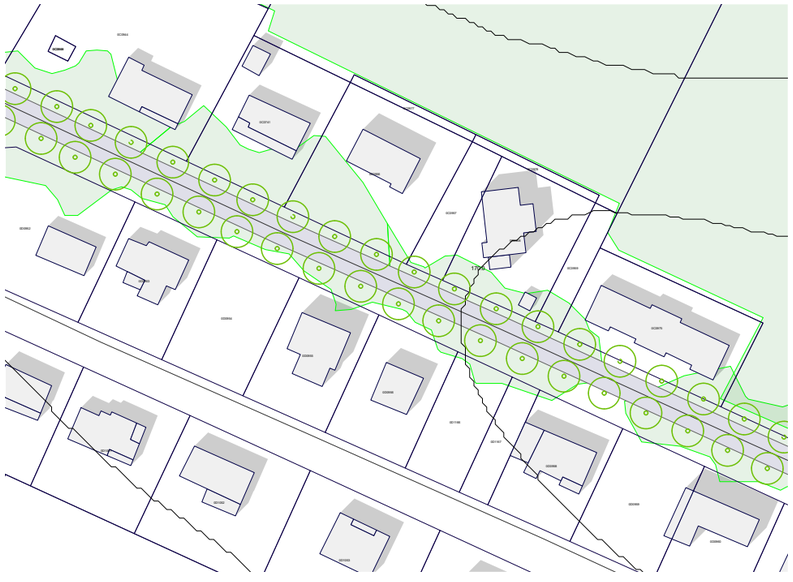
ENJEU REFORMULE

2. Comment protéger l'arbre et en faire un levier de l'adaptation climatique des centre-bourgs en cohabitation des autres usages ?

ENJEU #2 COMMENT PROTÉGER L'ARBRE ET EN FAIRE UN LEVIER DE L'ADAPTATION CLIMATIQUE DES CENTRE-BOURGS EN COHABITATION DES AUTRES USAGES ? DANS LE TERRITOIRE







Allée d'abres à l'entrée de la ville sur la D654



Allée d'abres, Allée de l'Orme, Tournecoupe.

ATOUTS / VIGILANCES

Atouts :

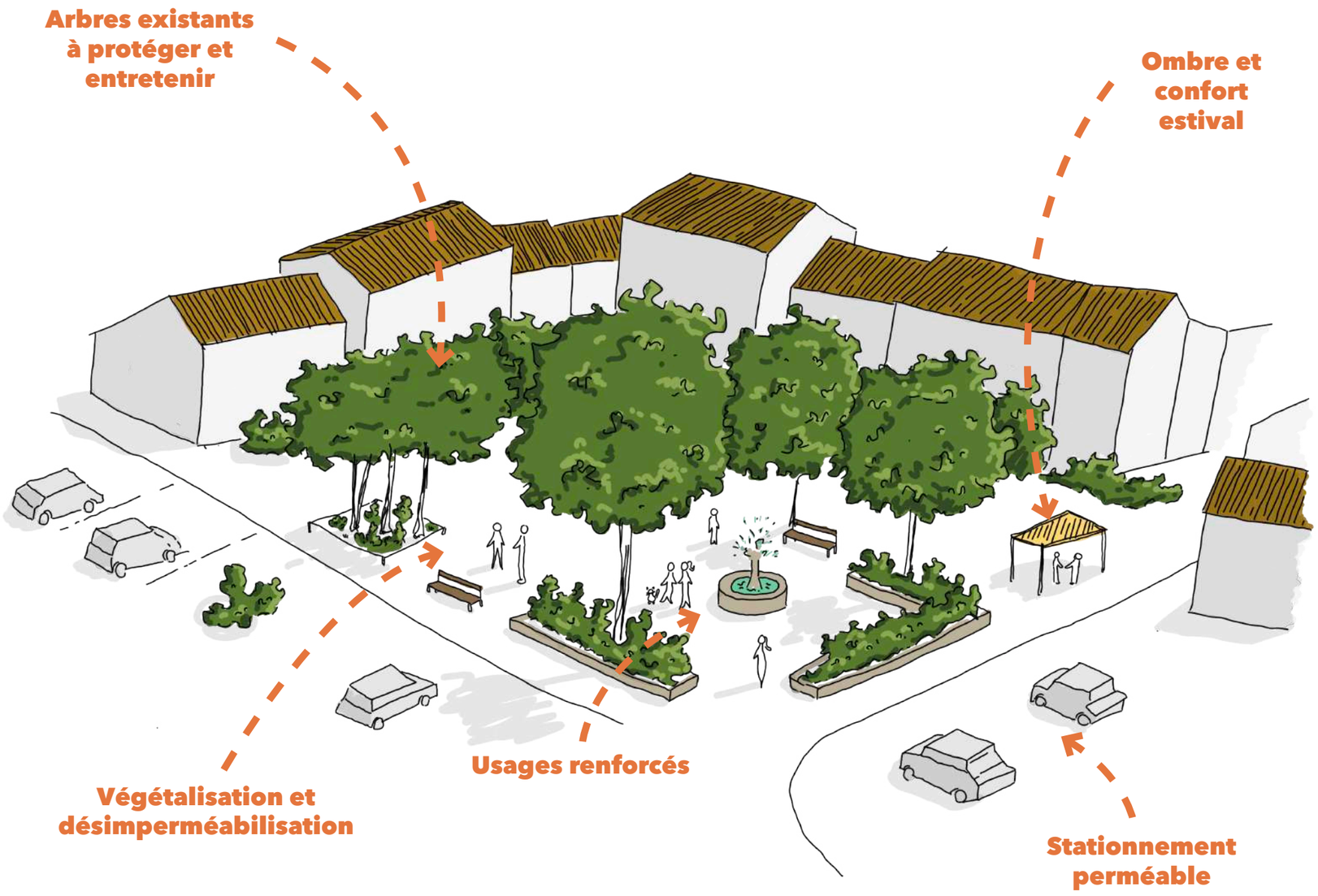
• Apporte de la fraîcheur et améliore le confort thermique des centres-bourgs.
• Renforce la qualité paysagère et l'identité des villages.
• Crée des espaces de convivialité et favorise les usages des places et des rues.
• Constitue un refuge pour la biodiversité dans un paysage agricole en simplification.
• Favorise l'infiltration des eaux pluviales et limite les effets de la minéralisation.
• Valorise le patrimoine arboré existant comme élément structurant du projet de village.

Vigilances :

• Concilier plantation d'arbres, stationnement, accessibilité et autres usages de l'espace public.
• Anticiper le renouvellement des arbres vieillissants et leur gestion dans le temps.
• Adapter les essences aux conditions climatiques futures et aux ressources en eau disponibles.
• Intégrer les contraintes liées aux réseaux, aux racines et à l'entretien.
• Accompagner les communes dans les coûts de gestion et de maintenance.
• Concevoir une végétalisation adaptée à chaque village plutôt qu'une réponse uniforme.

ENJEU #2 COMMENT PROTÉGER L'ARBRE ET EN FAIRE UN LEVIER DE L'ADAPTATION CLIMATIQUE DES CENTRE-BOURGS EN COHABITATION DES AUTRES USAGES ?

SCHÉMA D'ILLUSTRATION



Face à l'intensification des chaleurs estivales, l'arbre apparaît comme un levier majeur d'adaptation climatique des centres-bourgs. Il apporte de l'ombre, améliore le confort des espaces publics, favorise l'infiltration des eaux pluviales et participe à la qualité du cadre de vie.

Les échanges du Tribunal des controverses ont toutefois mis en évidence plusieurs tensions : concurrence avec le stationnement, contraintes d'entretien, besoins en eau et capacités d'action limitées des petites communes. Pour autant, un consensus s'est progressivement dégagé autour d'une idée forte : l'arbre ne constitue plus un simple élément d'embellissement, mais une véritable infrastructure du quotidien.

Dans un contexte d'appauvrissement de la biodiversité des campagnes, les villages ont également vocation à devenir des refuges du vivant. Préserver le patrimoine arboré, accompagner son renouvellement et réintroduire des continuités végétales constituent autant de leviers pour faire émerger des centres-bourgs plus frais, plus agréables, plus attractifs et plus résilients.

ENJEU #2 COMMENT PROTÉGER L'ARBRE ET EN FAIRE UN LEVIER DE L'ADAPTATION CLIMATIQUE DES CENTRE-BOURGS EN COHABITATION DES AUTRES USAGES ?

RÉFÉRENCES DE PROJET

UNE BELLE PLACE ? LAISSONS-LA TRANQUILLE

Comment «embellir» une place lorsqu'elle est déjà belle ? Lorsque la qualité, le charme et la vie existent, doit-on changer le matériau du sol ? Remplacer un banc en bois par un banc en pierre plus à la mode ?

Pour la place Léon Aucoc à Bordeaux, l'embellissement n'est pas l'enjeu. L'intervention a consisté à faire des travaux d'entretien : refaire la grave du sol, nettoyer plus souvent, traiter les tilleuls, modifier légèrement la circulation, afin d'améliorer l'usage de la place et de satisfaire les habitants.





VÉGÉTALISATION ET DÉSIMPERMÉABILISATION

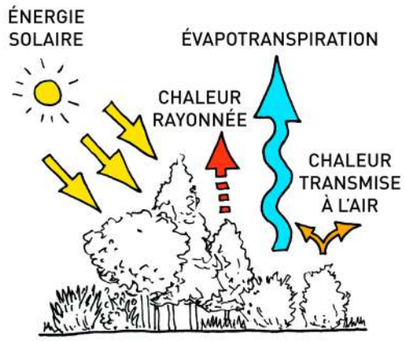
La transformation des Jardins du patrimoine du château de Rapperswil en Suisse illustre la capacité d'un lieu historique à s'adapter aux enjeux climatiques en désimperméabilisant les sols et en créant des espaces de fraîcheur.

Les jardins aromatiques ont été entièrement réaménagés, offrant un sol poreux, de nouveaux arbres pour l'ombrage estival ainsi qu'un nouveau point d'eau potable. Des chaises mobiles laissées à disposition des visiteurs pour favoriser l'appropriation du lieu par les visiteurs.

Mise en place de nouveaux revêtements de sol adaptés à une utilisation polyvalente (visites, événements).







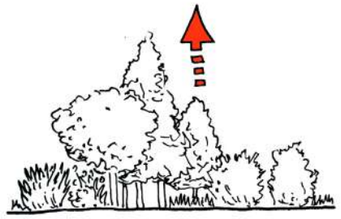


Schéma explicatif du rôle de l'évapotranspiration, Clément Gaillard, Atelier Géminé, Atelier Mare, 2023, Arles, Résidence Acclimatation.s.

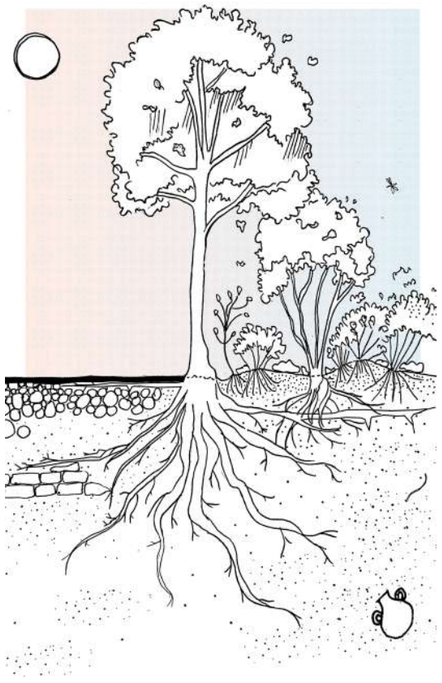


Schéma arbres et système racinaire, Margaux Girerd, Clément Gaillard, Atelier Géminé, Atelier Mare, 2023, Arles, Résidence Acclimatation.s.

ENJEU #3 - LES LISIÈRES BÂTIES

CONTROVERSE
« DU TRAVAIL DES CHAMPS… À L'HABITAT AU COEUR DES CHAMPS »

ENJEU #3
LA CONTROVERSE EN DÉBAT « DU TRAVAIL DES CHAMPS... À L'HABITAT AU COEUR DES CHAMPS »



« La question de la gestion de l'interstice n'est pas un réponse suffisante. »

« Il faut plus de relations directes entre production et consommation. »

« Il y a des conflits entre résidents, néo-ruraux, et agriculteurs. Par exemple sur les jours travaillés en agriculture VS les jours chômés et de loisirs dans le résidentiel. »

« La pédagogie et la communication sont souhaitables. La collectivité peut participer à plus de dialogue entre les personnes. »

« Les lotissements au milieu des champs sont à proscrire. Il faut les repenser pour des modèles plus intelligents dans leurs compositions. »

Échanges lors d'un atelier des controverses

A - MÉNAGER L'EXISTANT PAR LES ZONES D'INTERFACE ENTRE HABITAT ET AGRICULTURE

« Reserrer le constructible autour du centre-bourg pour éviter l'urbanisation dans le diffus. »

« Subventionner les plantations pour les particuliers. »

« Créer un « anneau » type « chemin de ronde » autour des habitations. Il jouerait le rôle d'une zone tampon pour la biodiversité : haies, bosquets... Son épaisseur serait de 10m. »

B - ÉLABORER UNE STRATÉGIE AGRICOLE ET BÂTIE

« Au niveau des bourgs, il faut encourager plus de maraichage pour lier le volet économique, commercial et le volet patrimonial et touristique. »

« Le dialogue peut se créer autour d'une charte, de rencontres pour amener à la compréhension mutuelle entre milieu agricole et souhaits des habitants. »

« Favoriser la plantation ou la replantation de haies, d'arbres. »

« Avoir une action volontariste sur la transformation des usages des anciennes habitations agricoles. »

ENJEU #3
DÉFINITION DE L'ENJEU

Un territoire façonné par l'agriculture

Les paysages des Bastides de Lomagne sont avant tout des paysages agricoles. Depuis des siècles, l'occupation humaine s'est organisée autour de la mise en valeur des terres, de la gestion de l'eau et de la recherche de sols fertiles. Les bourgs, les hameaux et les fermes isolées se sont implantés en étroite relation avec les espaces de production. Les grands plateaux cultivés, les coteaux, les vergers et les vallées constituent aujourd'hui l'héritage de cette longue histoire agraire. L'agriculture n'est donc pas seulement une activité économique. Elle est un élément fondateur de l'identité du territoire, de ses paysages et de ses formes d'habiter. Préserver cette relation historique entre habitat et production constitue un enjeu majeur pour maintenir le caractère rural et la singularité des Bastides de Lomagne.

De nouvelles pressions sur les espaces agricoles

Le territoire connaît aujourd'hui des transformations importantes. L'influence de l'aire toulousaine, l'arrivée de nouveaux habitants et l'aspiration à vivre à la campagne génèrent une pression croissante sur les espaces agricoles. L'habitat diffus se développe parfois au détriment des terres productives et fragilise la lisibilité des limites entre villages et campagnes. Cette évolution s'accompagne également d'incompréhensions entre usages résidentiels et activités agricoles. Les pratiques agricoles, indispensables à l'économie locale, peuvent être perçues comme des nuisances par de nouveaux habitants moins familiers du fonctionnement du monde agricole. Ces tensions interrogent la capacité du territoire à accueillir de nouveaux habitants sans affaiblir sa vocation productive.

Les lisières agricoles, des espaces de projet

Les interfaces entre habitat et agriculture ne doivent pas être considérées comme de simples espaces de séparation. Elles constituent au contraire des lieux stratégiques pour penser le développement futur du territoire. Les franges villageoises peuvent accueillir des jardins, des vergers, des cheminements, des espaces de gestion de l'eau ou des formes d'agriculture de proximité. Elles peuvent également devenir des lieux de rencontre entre habitants et agriculteurs, favorisant la connaissance mutuelle, la pédagogie et le développement des circuits courts. Ces espaces de transition permettent de réconcilier production, paysage et qualité de vie tout en donnant une épaisseur nouvelle aux limites des villages.

Habiter la campagnes sans effacer sa fonction productive

L'enjeu consiste à accompagner les nouvelles manières d'habiter la campagne sans remettre en cause le fonctionnement agricole du territoire. Cela suppose de limiter le mitage des terres, de préserver les grandes continuités paysagères et de définir des formes d'urbanisation plus attentives aux usages agricoles. Il s'agit également de reconnaître l'agriculture comme un bien commun et comme un patrimoine vivant, participant à la qualité du cadre de vie autant qu'à l'économie locale. Les interfaces entre habitat et champs doivent ainsi devenir des espaces de dialogue, capables d'accueillir de nouveaux usages tout en maintenant la vocation nourricière et productive des paysages de la Lomagne.

Faire des lisières entre villages et espaces agricoles des lieux de cohabitation et d'échanges, afin de préserver la fonction productive du territoire tout en accompagnant de nouvelles manières d'habiter la campagne.

ENJEU REFORMULE

3. Comment définir l'interface entre l'habitat et l'agriculture pour qu'elle devienne un lieu d'échanges ?

ENJEU #3 COMMENT DÉFINIR L'INTERFACE ENTRE L'HABITAT ET L'AGRICULTURE POUR QU'ELLE DEVIENNE UN LIEU D'ÉCHANGES ? DANS LE TERRITOIRE



ATOUTS / VIGILANCES

Atouts

• Une agriculture qui façonne l'identité et les paysages du territoire.
• Une proximité historique entre habitat, fermes et espaces de production.
• Des lisières offrant un fort potentiel de projet paysager et écologique.
• Une agriculture de proximité favorable aux circuits courts et au lien social.

Vigilances

• Limiter le mitage et la consommation des terres agricoles.
• Préserver les continuités paysagères entre bourgs et campagnes.
• Favoriser la cohabitation entre activités agricoles et nouveaux habitants.
• Accompagner les transitions agricoles sans perdre la vocation productive des paysages.

LÉGENDE

Délimitation centre-bourg

Zone en dehors des périphéries urbaines - investissable par espaces agricoles ou nouveaux usages

ENJEU #3 COMMENT DÉFINIR L'INTERFACE ENTRE L'HABITAT ET L'AGRICULTURE POUR QU'ELLE DEVIENNE UN LIEU D'ÉCHANGES ?

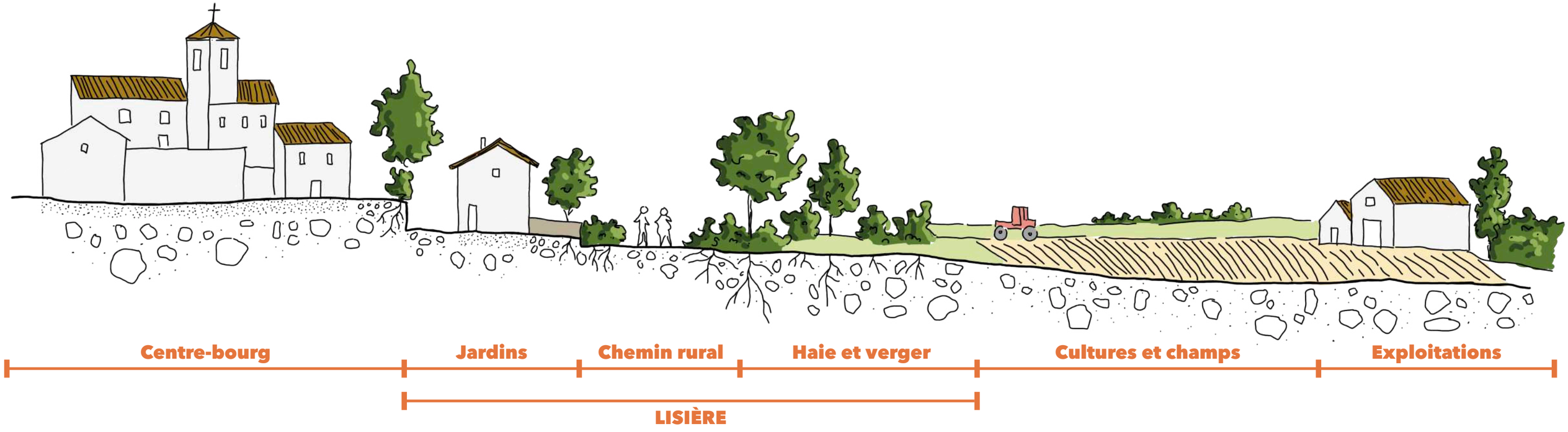
SCHÉMA D'ILLUSTRATION

L'agriculture est l'un des fondements historiques et paysagers des Bastides de Lomagne. Le territoire s'est construit dans une relation étroite entre les lieux de production et les lieux d'habiter. Des premières implantations dans les vallées aux fermes dispersées sur les plateaux et coteaux, l'habitat s'est développé au plus près des terres exploitées, façonnant un paysage où champs, chemins et bâtiments agricoles forment un ensemble cohérent.

Aujourd'hui, cet équilibre évolue sous l'effet de l'attractivité résidentielle et de la proximité toulousaine. L'habitat diffus, les nouvelles attentes résidentielles et les transformations du monde agricole génèrent des tensions sur les espaces productifs et interrogent la place de l'agriculture dans le paysage habité.

Le Tribunal des controverses a mis en évidence une ambition commune : préserver la vocation agricole du territoire tout en accompagnant son évolution démographique. L'agriculture et l'habitat ne doivent plus être pensés comme deux réalités opposées mais comme des composantes complémentaires d'un même projet de territoire.

L'enjeu consiste ainsi à faire des interfaces entre villages et campagnes des espaces de transition et d'échanges. Jardins, vergers, cheminements, gestion de l'eau, biodiversité ou agriculture de proximité peuvent y trouver leur place. Il s'agit, plus largement, d'habiter la campagne sans effacer sa fonction productive et de faire des lisières entre champs et villages un véritable projet de paysage.



ENJEU #3 COMMENT DÉFINIR L'INTERFACE ENTRE L'HABITAT ET L'AGRICULTURE POUR QU'ELLE DEVIENNE UN LIEU D'ÉCHANGES ?

RÉFÉRENCES DE PROJET

RECONNECTER LA VILLE À L'AGRICULTURE

La lisière agri-urbaine de la plaine de Versailles démontre les capacités d'intervention face à des limites strictes et une déconnexion entre urbanité et terre agricoles.

La plaine de Versailles est caractérisée par une activité céréalicole qui tend à se diversifier, avec l'émergence de filières engagées dans des rapports de proximité avec les populations. L'étude menée s'est basée sur quatre études de cas concrets, à partir desquelles ont été tirés des grands principes d'aménagement qui ont été adaptés et déclinés selon six filières agricoles : les fermes maraîchères, céréalières, arboricoles, avicoles, horticoles et les centres équestres.





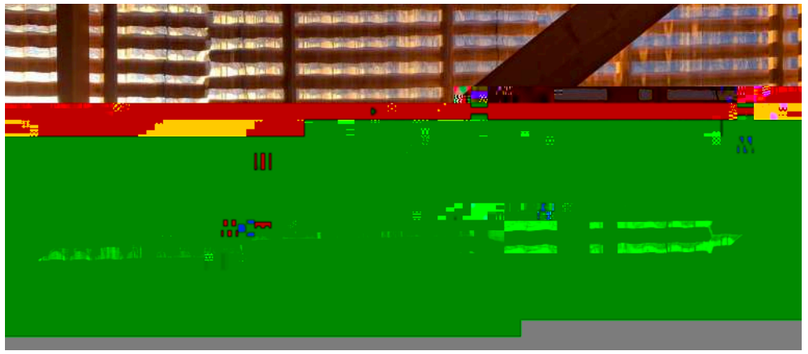
CONSTRUIRE UNE USINE DE MARAÎCHAGE

Le bâtiment de maraîchage à Neulise illustre les capacités de l'architecture contemporaine à produire des espaces propices au développement d'une agriculture saine et locale, fonctionnant en circuits courts par l'approvisionnement des maisons de retraite, des collèges, écoles et crèches.

Le bâtiment en bardage bois offre des locaux d'exploitation agricole, un atelier, une salle de stockage froid et un espace de nettoyage des légumes. De larges avancées de toitures créent des auvents utiles au fonctionnement de l'exploitation, et une circulation couverte devant la façade principale, sous laquelle des plantes aromatiques peuvent pousser.









Hangar à fourrage à Saint-Marcel de Félines

ENJEU #4 - LE PATRIMOINE BÂTI

CONTROVERSE

« DE L'IDENTIFICATION DU PATRIMOINE…
À SA PRÉSERVATION EN RUINES, OU À SA RÉHABILITATION »

ENJEU #4
LA CONTROVERSE EN DÉBAT « DE L'IDENTIFICATION DU PATRIMOINE... À SA PRÉSERVATION EN RUINES, OU À SA RÉHABILITATION »



Échanges lors d'une assemblée des controverses

A - ASSUMER LE DÉLAISSEMENT, QUE CE SOIT POUR DES RUINES SI LES BÂTIS SONT AUTONOMES OU ISOLÉS, OU POUR DE LA DÉMOLITION POUR DES BÂTIS EN CENTRALITÉ ET EN RISQUE DE PÉRIL

« Mener des arbitrages et des priorisations, dont l'aspect financier est un point de décision. »
« L'héritage bâti est un thème de discussion et d'échanges entre les natifs et les nouveaux arrivants dans les villages. »

« Quand la ruine est effective, ou la démolition à venir : des actions de type de mémoire pour se rappeler le rôle d'un bâti peuvent être menées. »
« On n'est pas obligé de rénover pour continuer à faire vivre ! »

B - MOBILISER LARGEMENT AUTOUR DE LA RÉHABILITATION, ENTRE COLLECTIVITÉS ET PARTENAIRES EN QUESTIONNANT LA PROGRAMMATION, L'ACCOMPAGNEMENT DES PRIVÉS, LE MONTAGE ÉCONOMIQUE, ETC.

« Proposer des identifications dans le PLUI des différents patrimoines. »
« Impliquer les habitants et les associations locales dans l'identification et le maintien du patrimoine. »

« Différents niveaux de réhabilitation existent, nous pouvons parler de réparation avant la réhabilitation. »
« Accompagner le privé par des conseils et de l'ingénierie sur la réhabilitation du patrimoine. »

ENJEU #4 APRÈS AVOIR FAIT UN INVENTAIRE DU PATRIMOINE, COMMENT HIÉRARCHISER LES MODES D'INTERVENTION EN RÉHABILITATION ET LA MISE EN VALEUR DES RUINES ?

DÉFINITION DE L'ENJEU

Un patrimoine ordinaire, nombreux et fragile

Le territoire des Bastides de Lomagne se distingue par une grande diversité patrimoniale. Bastides, fermes, granges, pigeonniers, lavoirs, murs de pierre, maisons à pans de bois ou en terre crue composent un héritage quotidien qui participe fortement à l'identité des paysages. Une part importante de ce patrimoine est cependant privée, vieillissante ou vacante, rendant son entretien de plus en plus difficile. Les communes expriment régulièrement leurs inquiétudes face à la dégradation progressive de certains édifices et au manque de moyens pour agir.

Accepter que tous les patrimoines n'appellent pas les mêmes réponses

L'inventaire patrimonial ne constitue pas une fin en soi. Il doit permettre de hiérarchiser les interventions et de distinguer différentes situations. Certains édifices méritent une restauration complète en raison de leur valeur architecturale ou de leur rôle dans la vie locale. D'autres peuvent accueillir de nouveaux usages grâce à une réhabilitation adaptée. Enfin, certaines ruines, devenues repères paysagers ou témoins de l'histoire agricole du territoire, gagnent à être stabilisées et transmises dans leur état de vestige. Préserver le patrimoine, c'est aussi accepter qu'il puisse demeurer fragmentaire.

Faire du patrimoine un support d'habiter et de transmettre

Le patrimoine ne peut être conservé durablement sans usages. Réinvestir les centres anciens, réhabiliter les logements vacants, transformer certaines dépendances agricoles ou accompagner l'adaptation du bâti ancien sont autant de leviers pour maintenir une occupation continue du territoire. L'enjeu n'est pas de figer les formes héritées, mais de permettre leur évolution tout en préservant leurs qualités architecturales, paysagères et constructives.

Inventer une culture du projet à partir de l'existant

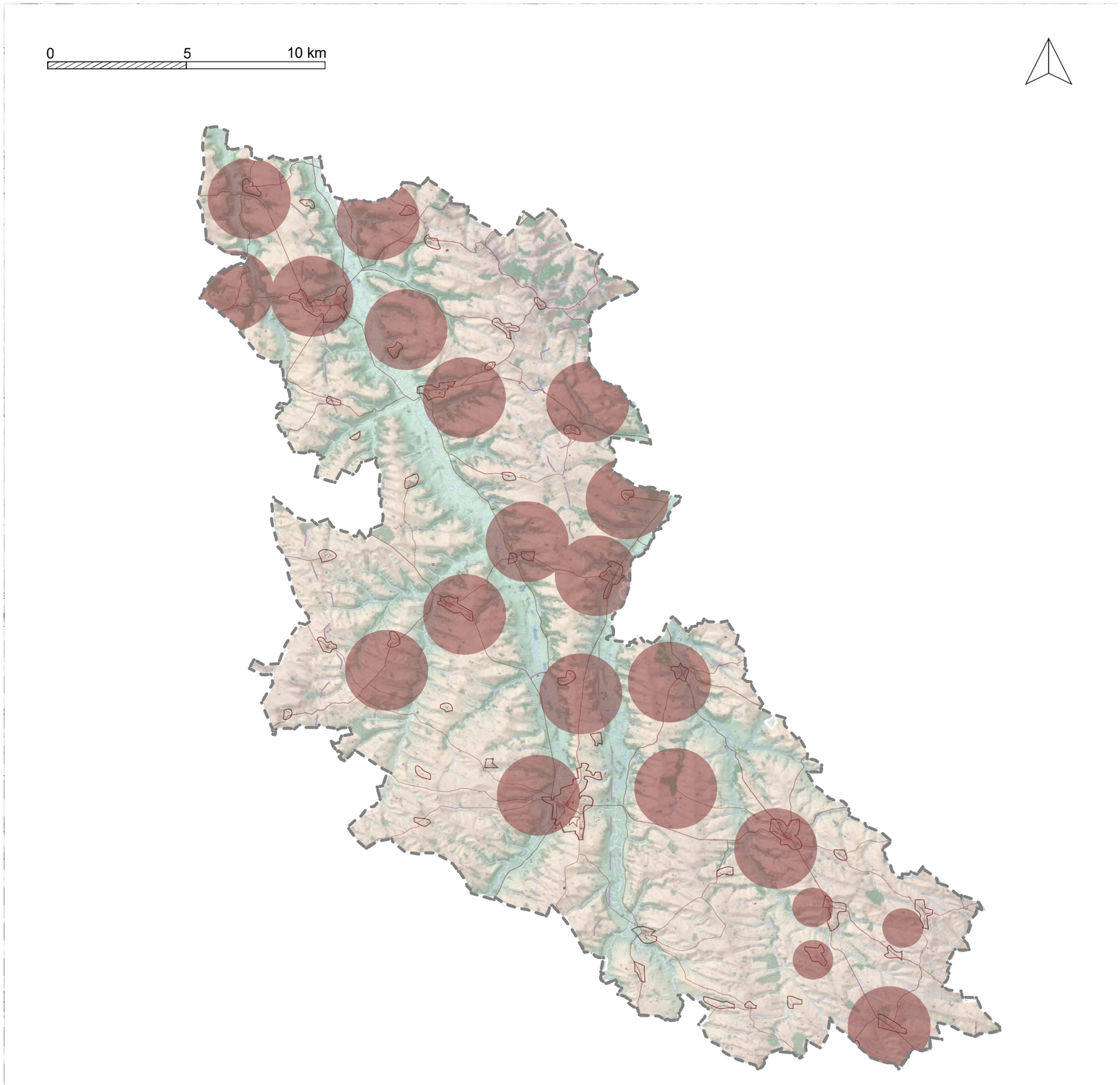
Face aux ressources limitées, chaque intervention demande une stratégie adaptée. L'enjeu consiste à accompagner les propriétaires et les communes dans leurs choix, à partager les bonnes pratiques de réhabilitation et à considérer le patrimoine comme une ressource pour le développement local. Entre conservation, transformation et mise en valeur des ruines, il s'agit de construire une culture du projet fondée sur la connaissance, la transmission et le temps long.

Préserver le patrimoine, c'est choisir, avec discernement, ce qui doit être transmis, transformé ou laissé en l'état, pour que le territoire reste habité et vivant.

ENJEU REFORMULE

4. Après avoir fait un inventaire du patrimoine, comment hiérarchiser les modes d'intervention en réhabilitation et la mise en valeur des ruines ?

ENJEU #4 APRÈS AVOIR FAIT UN INVENTAIRE DU PATRIMOINE, COMMENT HIÉRARCHISER LES MODES D'INTERVENTION EN RÉHABILITATION ET LA MISE EN VALEUR DES RUINES ? DANS LE TERRITOIRE



ATOUTS / VIGILANCES

Atouts

- Un patrimoine bâti abondant et diversifié, support de l'identité locale.
- Des centres-bourgs et paysages conservant une forte cohérence historique.
- Un patrimoine ordinaire qui participe à la qualité du cadre de vie.
- Des ruines et bâtiments vacants offrant des opportunités de réhabilitation.
- Des savoir-faire constructifs et des matériaux locaux encore largement lisibles.

Vigilances

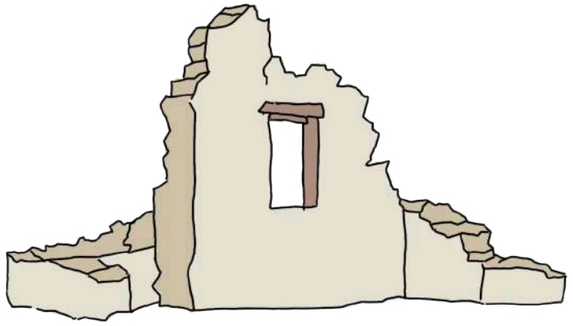
- Un patrimoine privé souvent difficile à entretenir ou à transmettre.
- Des moyens financiers limités qui imposent de hiérarchiser les interventions.
- Une vacance et une dégradation progressive de certains édifices.
- Le risque de restaurations inadaptées ou de démolitions entraînant une perte d'authenticité.
- La nécessité de trouver un équilibre entre conservation, nouveaux usages et valorisation des ruines.

ENJEU #4 APRÈS AVOIR FAIT UN INVENTAIRE DU PATRIMOINE, COMMENT HIÉRARCHISER LES MODES D'INTERVENTION EN RÉHABILITATION ET LA MISE EN VALEUR DES RUINES ?

SCHÉMAS D'ILLUSTRATION

Préserver en ruine
Laisser et révéler

paysage, ambiance, identité



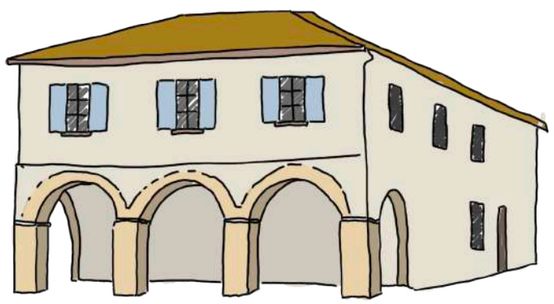


Réhabiliter
Réinvestir, réaffecter

nouveaux usages

Restaurer
Transmettre et valoriser

bien commun, Grand Patrimoine



Cet enjeu interroge la manière d'agir sur un patrimoine abondant mais fragile, dans un contexte de moyens limités. L'inventaire ne constitue pas une fin en soi. Il doit permettre de définir des priorités et d'adapter les interventions à la valeur, à l'état de conservation et au potentiel d'usage de chaque édifice.

Tous les patrimoines n'appellent pas les mêmes réponses. Certains bâtiments emblématiques ou ensembles urbains justifient des opérations de restauration ambitieuses. D'autres relèvent davantage de l'entretien, de la réhabilitation légère ou de l'accompagnement des propriétaires.

La question des ruines demande une approche particulière. Toutes n'ont pas vocation à être reconstruites. Certaines gagnent à être stabilisées et valorisées comme des témoins du temps long, tandis que d'autres peuvent devenir des opportunités de nouveaux usages ou de réinvestissement des centres-bourgs.

L'enjeu consiste ainsi à construire une stratégie d'intervention graduée, articulant conservation, réhabilitation, reconversion et mise en valeur des vestiges, afin de faire du patrimoine une ressource pour l'attractivité et la revitalisation du territoire.

ENJEU #4 APRÈS AVOIR FAIT UN INVENTAIRE DU PATRIMOINE, COMMENT HIÉRARCHISER LES MODES D'INTERVENTION EN RÉHABILITATION ET LA MISE EN VALEUR DES RUINES ?

RÉFÉRENCES DE PROJET

IDENTIFICATION DU PATRIMOINE REMARQUABLE

Au XXIe siècle, à l'heure où nos échanges se virtualisent, la rue reste l'un des derniers espaces qui nous relient véritablement. Lieu de rencontre et de partage, la rue représente encore l'espace des possibles, de voisinage et de convivialité.
À Beaurepaire, un nouveau récit sur l'avenir de la rue du 4 septembre a été proposé en se basant sur le patrimoine vernaculaire (trésannes, calades, galets roulés) comme support de discussion avec les habitants. Ce récit prospectif et désirable montre que la co-construction et le dialogue sont essentiels pour faire émerger les quartiers et les liens de voisinage.















ENJEU #5 - L'EAU

CONTROVERSE
« DE L'EAU COMME SOURCE RÉCRÉATIVE… À L'EAU COMME RESSOURCE PRODUCTIVE »

ENJEU #5
LA CONTROVERSE EN DÉBAT « DE L'EAU COMME SOURCE RÉCRÉATIVE... À L'EAU COMME RESSOURCE PRODUCTIVE »



Échanges lors d'un atelier des controverses

A - ASSURER UNE EAU POTABLE DE QUALITÉ POUR LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION

« La pédagogie à mettre en place est plurielle : entretien des berges, attention aux déversements dans ruisseaux et puits. »

« Les collectivités ne sont pas propriétaires des zones d'eau. »

B - DIVERSIFIER L'USAGE DE L'EAU : CONSOMMATION, PRODUCTION, TOURISME, LOISIRS

« Les questions de la récréativité sont sur l'aspect 'baignade', pour faire bénéficier au plus grand nombre des points d'eau, en lien avec réchauffement climatique. »

« L'aspect récréatif peut s'organiser sous tutelle d'une collectivité sans pour autant qu'elle porte l'initiative. »

« Aujourd'hui on irrigue avec de l'eau potable, or ça pourrait venir des retenues collinaires. »

ENJEU #5 COMMENT PRÉSERVER LES RESSOURCES EN EAU ENTRE BIEN COMMUN ET INTÉRÊTS PRIVÉS ? QUELLE GESTION POUR ASSURER UNE QUALITÉ DURABLE DE L'EAU ?

DÉFINITION DE L'ENJEU

Demain en Lomagne, un territoire agricole soutenu en lien avec une eau de qualité, préservée et accessible à toutes et tous

L'eau comme bien commun

L'eau est aujourd'hui un enjeu de première importance pour le territoire. Traversant les limites administratives, elle est à considérer dans une gestion élargie, allant des Pyrénées à la Garonne et réunissant une quantité importante d'acteurs et de bénéficiaires.
Retracer le parcours géographique de l'eau permet d'appréhender les problématiques qu'elle rencontre.

La source

Dans un premier temps, la disposition géologique particulière du territoire, ancrée dans l'Eventail gascon, a coupé ses rivières des sources liées. Les cours d'eau sont aujourd'hui essentiellement alimentés par le Système Neste, avec ses lacs, barrages et canaux, et par ruissellement lors des épisodes pluvieux. Cette source artificielle tend à s'inscrire dans un conflit économique. L'entreprise d'économie mixte Rives & Eaux du Sud-Ouest est partagée entre conserver l'eau des lacs jusqu'à l'hiver pour produire de l'énergie au plus fort des pics de consommation électrique, et relâcher en été pour permettre l'irrigation de champs de plus en plus secs, et dont les grandes cultures céréalières ont besoin.

Un parcours fractionné

Sur le territoire, en surface, l'eau est partagée entre eaux vives, formant cours d'eau, et entre eaux dormantes, en lacs et bassins. Essentiel pour le maintien de l'activité agricole, son captage va techniquement diminuer les niveaux des ruisseaux en fond de vallées, et mettre en péril les écosystèmes des zones humides. En revanche, les nombreuses réserves de type retenues agricoles dont dispose le territoire, et dont les implantations restent mal renseignées, ont un rôle ambivalent. Elles permettent la création de nouveaux milieux humides, parfois précaires. Leur positionnement est souvent placé en situation croisée avec les bassins versants, permettant de capter les eaux de ruissellement. Cela produit une baisse des débits de rivières, utile en saison humide pour lutter contre les inondations, mais dommageable en saison sèche par accentuation de l'étiage. Par ailleurs, leur disposition les rend sujets à une forte évaporation par temps chaud. Cette eau évaporée ne sera pas rendue au sol, et provoque une perte sèche sur les recharges des nappes phréatiques. L'impact de l'évaporation massive sur le climat est questionnable, mais reste insuffisamment étudié.
Pour favoriser l'accompagnement des milieux humides et ripisylves créés par ces retenues, une gestion appropriée des berges devient fondamentale, autant sur les sujets de polluants potentiels que d'accompagnement végétal et de structuration des accotements.

Usages en tension

Si, de mémoire d'habitants, il était autrefois possible de se baigner sur le territoire de la Communauté de Communes, l'eau reste aujourd'hui largement inaccessible au public. A titre d'exemples, la base de Thoux réserve sa plage aux clients, la base de Solomiac a subi une fermeture économique, et la base de St Clar n'est accessible qu'en période estivale. La nage en eau libre toute l'année n'est plus possible sur le territoire. Il est à noter que la seule piscine ouverte à l'année dans le département se trouve à Auch. Les intérêts privés (économiques, territoriaux, agricoles...) limitent et restreignent l'accès à l'eau, au détriment de l'agrément qu'elle procure. En outre, le partage est à la fois territorial et quantitatif, soumis au stress des restrictions d'eau croissantes.

Protection de la ressource

Disposer de l'eau ne sous entend pas avoir une eau qualitative. A cet égard, la Communauté de Communes souffre d'une mauvaise qualité générale de ses cours. L'impact sur la biodiversité et l'accès à un territoire non pollué sont autant de considérations à prendre en compte pour un futur désirable. La protection des cours d'eau, trames bleues du territoire, commence par maintenir en bonne santé les trames vertes qui les accompagnent et les bordent. Agir pour le bon renouvellement des nappes et les maintenir en état sanitaire correct est primordial.

Des prévisions croissantes de stress

Une vive cristallisation des débats, notamment autour de ses usages, intérêts et bénéfices, témoigne de son caractère vital. Certains iront jusqu'à parler de discussions « schizophréniques ». Sa raréfaction estimée dans un futur proche (-20 à -40 % des niveaux des cours d'eau d'ici 2050 selon le SAGE) ne peut que s'accompagner d'une crispation croissante quant à son partage. Il est donc essentiel d'anticiper correctement la préservation de cette ressource en tant que bien commun.

ENJEU REFORMULE

5. Comment préserver les ressources en eau entre bien commun et intérêts privés ? Quelle gestion pour assurer une qualité durable de l'eau ?

ENJEU #5 COMMENT PRÉSERVER LES RESSOURCES EN EAU ENTRE BIEN COMMUN ET INTÉRÊTS PRIVÉS ? QUELLE GESTION POUR ASSURER UNE QUALITÉ DURABLE DE L'EAU ? DANS LE TERRITOIRE



ATOUTS / VIGILANCES

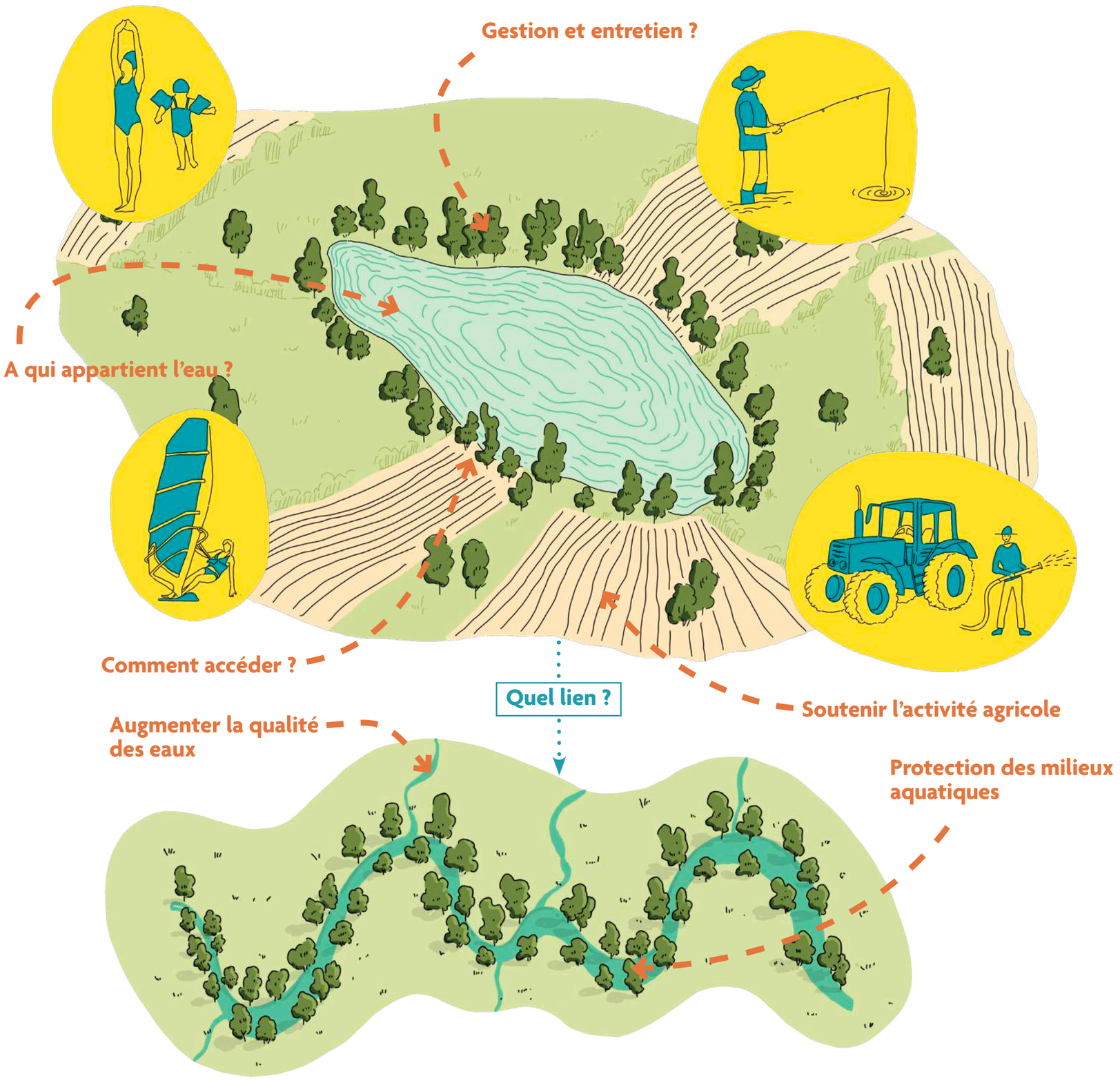
- 3 Bases de loisirs privées, réparties du nord au sud sur le territoire qui questionnent cependant la pratique de la baignade : est-elle à considérer comme un atout de qualité de vie et/ou un atout touristique ?
- Un territoire avec peu d'espaces de baignade dédiés mais avec un potentiel à creuser (cours d'eau + retenues d'eau) > Quelques pistes : Lac de Mauvezin ? Ruisseau d'en Pouyet (Maravat) ?
- Des qualités de l'eau à garantir sur le plan écologique et sanitaire, complexité de dépollution
- Partage des responsabilités entre public et privé

LÉGENDE

- Garantir et augmenter l'état écologique des cours d'eau (rivières, ruisseaux, sources) ou plans d'eau (retenues agricoles, mares anthropiques)
- Zones d'agrément existantes privatisées (bases de loisirs)
- Retenues agricoles existantes
- ? Questionner l'ouverture de nouvelles zones publiques destinées à l'agrément / pour la baignade

ENJEU #5 COMMENT PRÉSERVER LES RESSOURCES EN EAU ENTRE BIEN COMMUN ET INTÉRÊTS PRIVÉS ? QUELLE GESTION POUR ASSURER UNE QUALITÉ DURABLE DE L'EAU ?

SCHÉMA D'ILLUSTRATION



Les ateliers participatifs ont démontré un besoin réel d'usages récréatifs des espaces d'eau. Si ceux-ci restent à définir, le caractère privé des plans d'eau et la qualité des rivières ne permettent aux habitants d'en profiter que dans des conditions très restreintes.

La Communauté de Communes dispose ici de peu de leviers possibles, et les complexités de gestion et dépollution freinent d'autant plus les actions envisageables. Par ailleurs, le lien aujourd'hui très ténu entre plan et rivière, souvent résumé aux débordements des premiers vers les seconds en cas de fortes pluies, c'est à dire au moment où les rivières sont en crues, renforce la mise à distance de l'eau aux besoins d'agrément.

Pour replacer l'eau en position de bien commun partagé, il est souhaitable de retrouver, de la part de la Communauté de Communes, des effets de levier. D'une part, cela passera par un dialogue avec les gestionnaires, détenteurs privés, et autres acteurs. L'accompagnement de projets privés vertueux permettra également de retrouver une accessibilité publique au long terme, sans pour autant déstabiliser les zones humides existantes. D'autre part, le questionnement des modèles agricoles est nécessaire pour améliorer la qualité des eaux, allant des sources à l'océan.

ENJEU #5 COMMENT PRÉSERVER LES RESSOURCES EN EAU ENTRE BIEN COMMUN ET INTÉRÊTS PRIVÉS ? QUELLE GESTION POUR ASSURER UNE QUALITÉ DURABLE DE L'EAU ?

RÉFÉRENCES DE PROJET

PRIORITÉ À L'EAU POTABLE DE QUALITÉ

Le bassin versant du Léguer

Le bassin versant du Léguer met en œuvre une stratégie globale de préservation de la ressource en eau associant pédagogie et actions (sensibilisation, protection des aires d'alimentation de captage, restauration des cours d'eau, régulation des écoulements, etc.). Cette démarche collective a contribué à l'atteinte d'un bon état écologique du Léguer, reconnu au niveau européen.



Plaquette Léguer Rivière Sauvage

DIVERSIFIER LES USAGES

Le plan d'eau de Vieure

Géré par la Communauté de communes du Bocage Bourbonnais, le plan d'eau de Vieure est une base de loisirs associant baignade, activités nautiques, pêche et promenade dans un cadre naturel préservé. Il constitue un exemple de valorisation de l'eau comme support récréatif, avec une fréquentation qui s'étend tout au long de l'année.
Labellisé Pavillon Bleu, la baignade encadrée y est gratuite, mais saisonnière.



Guide office du tourisme 'En Bocage Bourbonnais'

ENJEU #6 - LA MOSAÏQUE DE MILIEUX

ENJEU #6
DÉFINITION DE L'ENJEU

Une régression du bocage ?

Le paysage actuel présente les caractéristiques d'un paysage agraire formalisé en bocage typique. On y retrouve les traces de parcelles agricoles délimitées par des haies et talus, des fermes dispersées et hameaux, et une mosaïque de champs encore visible. Toutefois, la mécanisation de l'agriculture, et plus particulièrement le remembrement d'après-guerre ont eu un effet de simplification sur le territoire français. Certains paysages ont été profondément transformés, mis à plat ou ont simplement disparu au profit de larges étendues cultivées.
La Communauté de Communes, bien que n'ayant pas été préservée de cette mutation généralisée, conserve les traits originaux de ses paysages de bocage. Différentes pressions, comme l'augmentation des surfaces agricoles, continuent cependant à en aplanir les particularités. Etant l'élément d'appréciation paysagère le plus largement répandu et le plus commun à l'ensemble du territoire, sa régression doit être mise en balance avec les autres enjeux, pour en inverser la tendance.

Appuyer la mosaïque des sols

La préservation des paysages bocagers ne se traduit pas par une reboisement tout azimut des espaces cultivés.
Il est ici question de trouver un équilibre entre espaces ouverts, espaces de taillis, milieux humides, arbres isolés et bois morts, boisements, et milieux agricoles. Chaque milieu a son intérêt dans la trame paysagère, mais favorise surtout une proposition variée d'environnements et d'écosystèmes, soutenant une biodiversité riche et nécessaire.
Ce réseau d'ensembles, traversé par des trames vertes et bleues continues, peut être considéré comme une mosaïque des sols. Pour le maintien de ce réseau, la redistribution spatiale des grandes surfaces homogènes doit être considérée.

La nécessité de préserver les paysages bocagers est guidée par la perte de biodiversité actuelle, attribuée spécifiquement à l'activité humaine. Ses proportions sont telles qu'un consensus scientifique la qualifie actuellement de 6ème extinction de masse.

Lutte naturelle contre les risques

En complément du support de biodiversité que la multiplicité des structures végétales favorise, elle aide également à lutter contre de nombreux risques :
- Les talus et haies permettent de contrer l'érosion des sols et les coulées de boue, aident à l'infiltration des eaux de surface, tout en formant des barrières naturelles contre les feux de récolte ;
- Les forêts et bosquets en sommet de crêtes (*canteros*) contiennent les érosions sommitales et servent de brise-vent ;
- Les zones humides et casiers d'étalement limitent les vitesses de courant et participent à la régulation des crues.
Ces précieux alliés, aidant à maintenir un territoire vivable, doivent être choyés.

ENJEU REFORMULE

6. Comment accompagner la diversité des structure végétales face aux pressions anthropiques et climatiques ?

Accompagner par une veille sanitaire

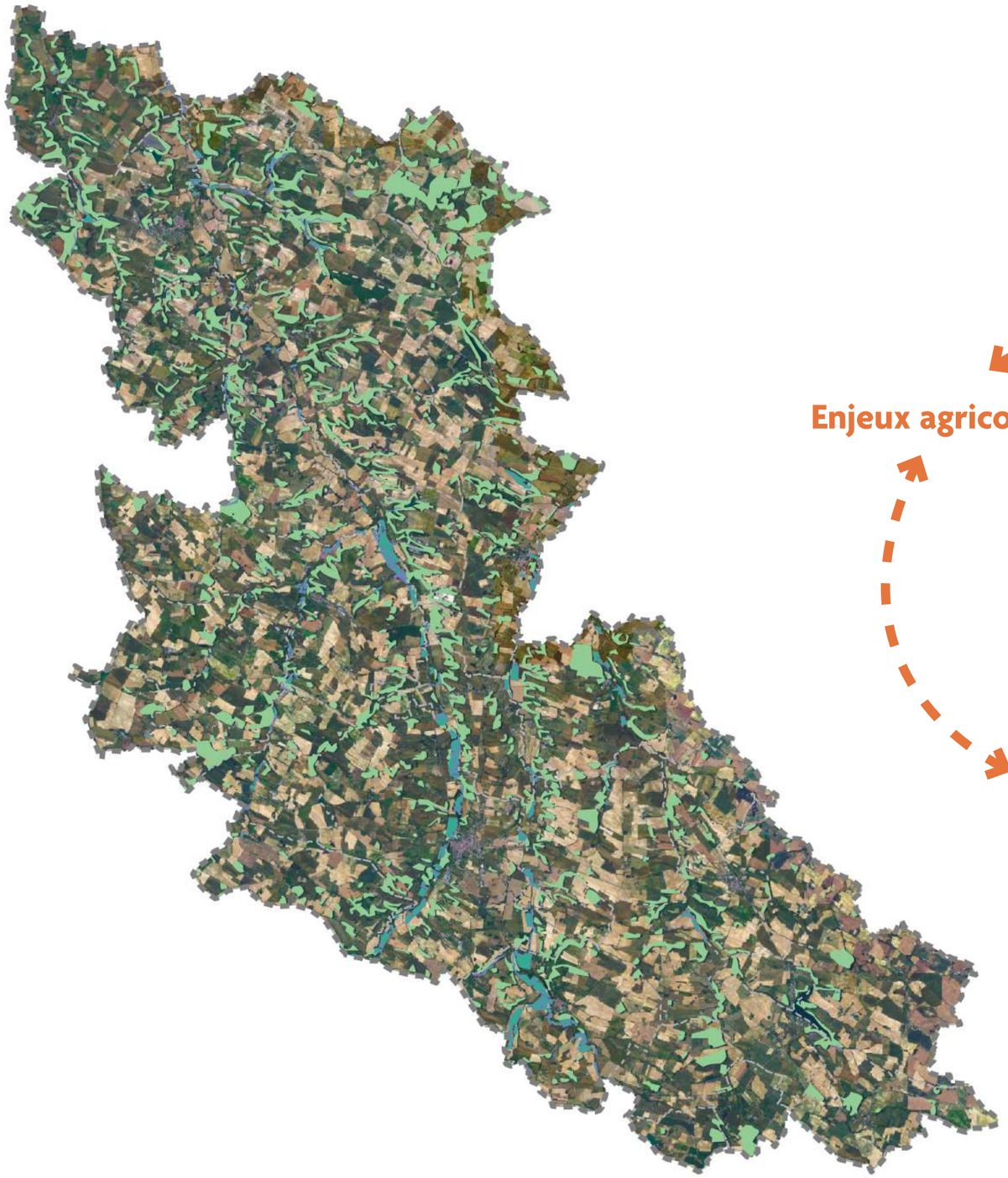
Sur un territoire façonné par la main de l'homme, et soumis à un bouleversement climatique dont les effets sont de plus en plus visibles, l'action humaine peut contribuer à la bonne préservation des milieux et structures végétales. Les sujets comme les ormes, les frênes et les platanes, senisbles aux maladies à développement massif, sont à anticiper et surveiller, pour agir efficacement sur leur protection.
A l'inverse, les modifications climatiques, et notamment un réchauffement actuel dans nos régions, favorisent le développement d'espèces exotiques envahissantes (EEE), qu'il est nécessaire de réguler sur l'ensemble du territoire.

Anticiper le renouvellement

Dans la continuité des problématiques d'importance dans la préservation des structures végétales des paysages lomagnols, il convient de prendre en compte et anticiper la sénescence d'arbres remarquables. Il s'agit ici de sujets particulièrement âgés, ou d'essences sélectionnées par la main de l'homme, ne bénéficiant pas d'environnement de propagation propice.
On notera par exemple une forte présence de Cèdres du Liban ou de l'Atlas, réintroduits en Europe fin du XIXème siècle. Etant relativement âgés, sans anticipation de leur renouvellement aujourd'hui, les paysages de demain en seront privés.

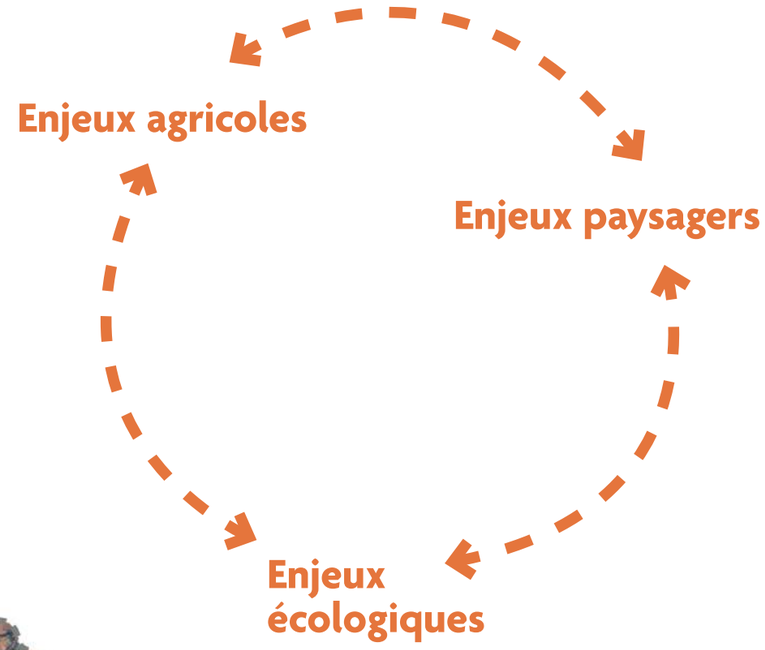
Un sol régénéré, des structures végétales riches, variées, et équilibrées, comme supports d'un territoire bien portant.

ENJEU #6 COMMENT ACCOMPAGNER LA DIVERSITÉ DES STRUCTURE VÉGÉTALES FACE AUX PRESSIONS ANTHROPIQUES ET CLIMATIQUES ?
DANS LE TERRITOIRE



ATOUTS / VIGILANCES

- Une trame verte structurante sur le territoire mais sous pression : un enjeu de protection du patrimoine existant dans les documents d'urbanisme et de renforcement de la trame, par l'intégration de bocage ?
- Une trame bleue fragile
- Des risques d'érosion et de coulée de boue à limiter
- Des enjeux environnementaux, paysagers et agricoles / productifs autour des risques d'érosion, d'infiltration, environnementaux, paysagers et agricoles / productifs croisés : vers un équilibre vertueux



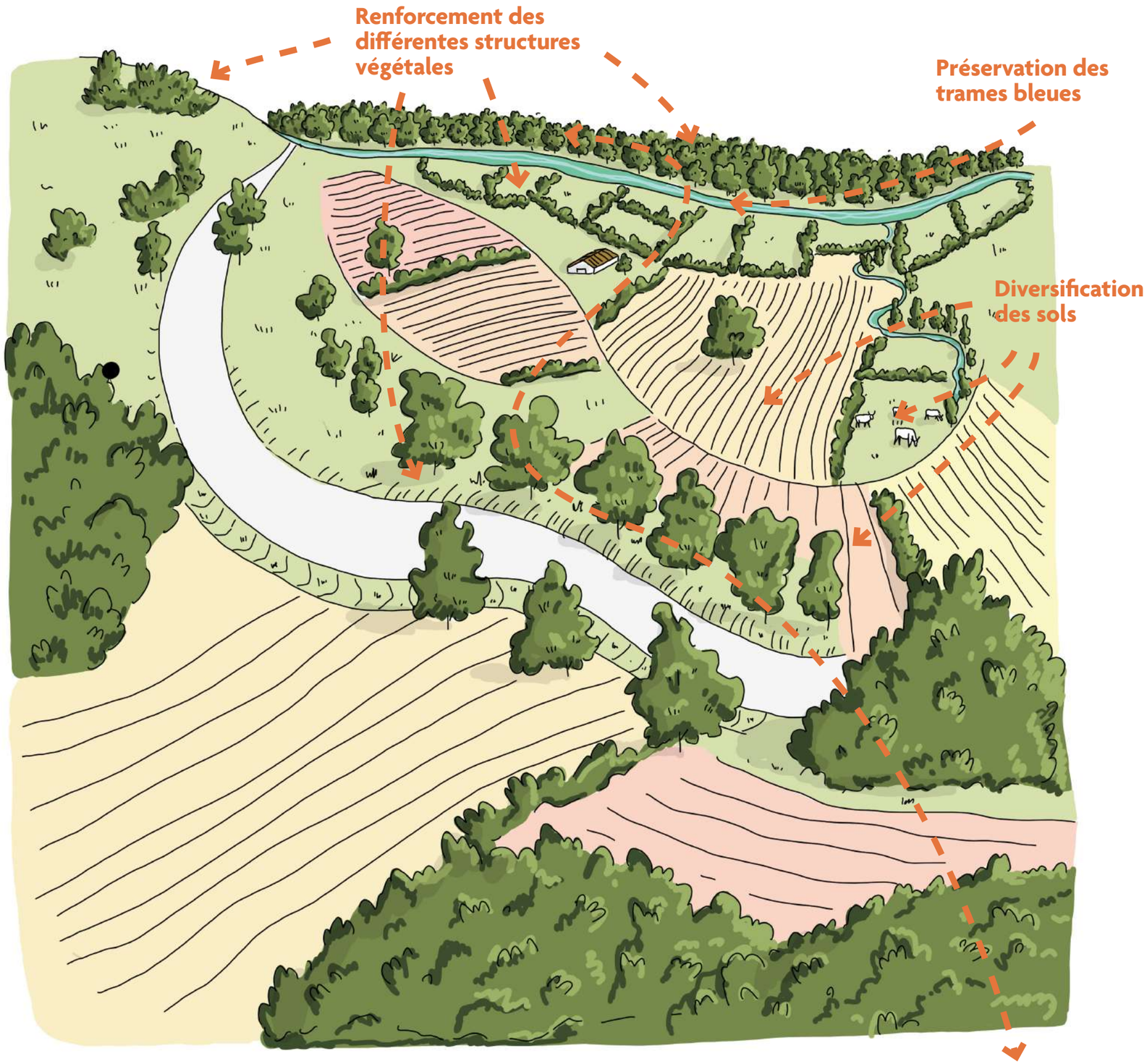
LÉGENDE

Maintenir et augmenter les qualités et continuités écologiques et paysagères de la trame verte (ripisylves, bosquets, haies, arbres isolés, arbres domestiques, etc.)

Aider à l'infiltration et lutter contre l'érosion par la gestion des zones humides naturelles et anthropiques (mares, bassins, fossés, etc.)v

ENJEU #6 COMMENT ACCOMPAGNER LA DIVERSITÉ DES STRUCTURE VÉGÉTALES FACE AUX PRESSIONS ANTHROPIQUES ET CLIMATIQUES ?

SCHÉMA D'ILLUSTRATION



Les paysagers bocagers d'avant guerre peuvent être retrouvés dans un futur proche. Des politiques publiques, subventions, et aides européennes pour la replantation de haies et la polyculture sont des leviers essentiels pour permettre une transition paysagère franche, mais en douceur.

Les effets du changement climatique, annoncés depuis de nombreuses années, se font maintenant sentir avec fermeté. La perte des saisons intermédiaires, une accentuation des phénomènes climatiques, des évènements sévères de plus en plus nombreux, etc, apportent avec eux une série de transformations des paysages.

Les premières mesures doivent permettre le maintien, a minima, de l'état actuel de la situation, pouvant être perçue comme « situation la moins défavorable ». Accepter que cet état actuel continue à se dégrader n'est pas une option pour la résilience du territoire.
Une fois l'état des structures végétales confirmé et stabilisé dans leur maintien, l'augmentation générale de l'état écologique, par une renaturation ponctuelle, peut constituer un avenir souhaitable vers des paysages de bocage renforcés.

ENJEU #6 COMMENT ACCOMPAGNER LA DIVERSITÉ DES STRUCTURE VÉGÉTALES FACE AUX PRESSIONS ANTHROPIQUES ET CLIMATIQUES ?

RÉFÉRENCES DE PROJET

RÉINTRODUIRE DES DYNAMIQUES SPONTANÉES

Knepp Wildland (Angleterre)

Ancienne exploitation agricole intensive, Knepp a retrouvé un fonctionnement naturel grâce à l'arrêt des pratiques intensives et à la mise en place d'un pâturage extensif favorisant la régénération spontanée de la végétation. Le projet illustre comment ces processus recréent une mosaïque de prairies, fourrés, boisements et zones humides, renforçant la résilience des sols et des paysages.

LE FONCTIONNEMENT NATUREL DES SOLS

Petit Badon – Tour du Valat (Camargue)

Le projet transforme d'anciennes parcelles agricoles en recréant le relief, les dépressions et les circulations d'eau caractéristiques des marais méditerranéens. Cette recomposition du sol permet le retour spontané d'une mosaïque de milieux et d'une végétation diversifiée.

ÉVOLUTION DES CULTURES PAR L'AGROFORESTERIE

Projet agroforestier de la Plaine de l'Aunis

La Communauté de Communes a élaboré un programme pluriannuel de plantations de haies et bosquets, axé sur le partenariat avec les communes (exemple du programme EVA 17).


Hope Valley Climate Action


PR, Tour du Valat


DR, la Charente Maritime, Eva 17

ENJEU #7 - L'AGRICULTURE

CONTROVERSE

« D'UN TERRITOIRE CULTIVÉ… À DE NOUVEAUX MODÈLES AGRICOLES. »

ENJEU #7
LA CONTROVERSE EN DÉBAT « D'UN TERRITOIRE CULTIVÉ... À DE NOUVEAUX MODÈLES AGRICOLES. »



Échanges lors d'une assemblée des controverses

A - CONCENTRER L'ACCOMPAGNEMENT SUR LES PETITES EXPLOITATIONS POUR FAVORISER L'ÉMERGENCE DE NOUVEAUX MODÈLES AGRICOLES

« C'est l'implantation de petites exploitations à proximité des habitations : moins de nuisances, favoriser le circuit court, respecter la saisonnalité des productions, le lien direct entre consommateurs et producteurs, réduction des déplacements. »

« Ça peut amener la création d'emplois dans les zones rurales. Ça permet d'éviter la désertification des petites communes. »

B - CONCENTRER L'ACCOMPAGNEMENT SUR LES GRANDS ESPACES CULTIVÉS POUR ASSURER UN BON FONCTIONNEMENT DU TERRITOIRE

« Les préconisations sont : haies pour éviter les coulées de boue, pour faire pare feu, des bandes enherbées le long des routes pour freiner la boue, subventions prévues pour les graines et accompagner les agriculteurs à planter...»

« Mais ce n'est que sur base de volontariat des agriculteurs : certains l'étaient, d'autres pas du tout. »

« L'agroforesterie est très peu développée ici mais c'est une piste intéressante, notamment pour la faune.»

ENJEU #7
DÉFINITION DE L'ENJEU

Les modèles changent... dans les deux sens ?

Ne faisant pas exception au reste du territoire français, la question du choix du modèle agricole est très présente ici. Elle se caricature par une opposition marquée entre modèle conventionnel, appuyé par des politiques productivistes mises en place après guerre, et un renouveau de l'agriculture locale, maraîchère et vivrière. Pourtant, les agriculteurs restent partagés sur leurs propres pratiques, dénotant une recherche incertaine sur l'avenir de la profession, et par extension ses impacts sur les paysages.
Si les jeunes agriculteurs tendent à se tourner vers des modèles alternatifs, il a également été observé une forte conversion chez les exploitants installés. Cependant, le manque de soutien financier, notamment par les diminutions de subventions prodiguées par la PAC accompagnant les exploitations en bio, engendre également une transition ou un retour vers le modèle conventionnel.

Comment accompagner les grandes cultures...

Par une certaine uniformisation des sols, les très grandes exploitations tendent à appauvrir les qualités paysagères (arrachage de haies, diminution de la mosaïque des sols, diminution des types de cultures et cycles imbriqués). Les grandes infrastructures, à l'échelle des parcelles qu'elles accompagnent, doivent aussi être considérées avec vigilance dans l'inscription patrimoniale des paysages.

... soumises à des pressions croissantes

Certains phénomènes collatéraux à l'agriculture de grande dimension n'ont à ce jour pas de réponse à la hauteur des enjeux. Ceux-ci, sous le prisme du changement climatique, vont aller en grandissant par l'émergence de nouvelles problématiques. Par exemple, le Gers épargné jusque-là par des incendies estivaux se retrouve maintenant sous la menace de feux de cultures, propulsés par des températures toujours plus élevées et des périodes de sécheresse plus étendues.

Conserver le patrimoine agricole

Les pratiques agricoles actuelles sont sujettes à de fortes pressions financières et environnementales, mettant en péril leur stabilité économique. Tout ajustement doit se faire avec conciliation, débat, et sans imposer de rupture. L'adaptation des modèles agricoles semble cependant nécessaire pour leurs propres survies, et pour résister à des conditions de plus en plus exigeantes. Leur modulation doit être au cœur de la résilience du territoire.

L'occupation d'espaces interstitiels comme enjeu d'adaptation

Lieux de rencontre entre les modes de vie « urbains » et ruraux, les espaces interstitiels, les franges des bourgs, sont ancrés comme interfaces sensibles. Sous pression des extensions urbaines, elles peuvent, avec l'appui de politiques publiques volontaires, devenir un premier mouvement vers une conciliation réfléchie.

Accompagner les pratiques

Les collectivités n'ont aujourd'hui que peu de prise sur les dispositions agricoles. Si certaines campagnes de sensibilisation ont pu être menées, avec plus ou moins de succès, il en ressort principalement que l'action volontaire n'est pas un levier suffisant pour une transition efficace du territoire.

Une agriculture juste et justement valorisée, active dans la préservation de l'environnement et pionnière dans l'adaptation du territoire.

ENJEU REFORMULE

7. Comment planifier les pratiques agricoles pour optimiser la résilience du territoire ?

ENJEU #7 COMMENT PLANIFIER LES PRATIQUES AGRICOLES POUR OPTIMISER LA RÉSILIENCE DU TERRITOIRE ?
DANS LE TERRITOIRE



ATOUTS / VIGILANCES

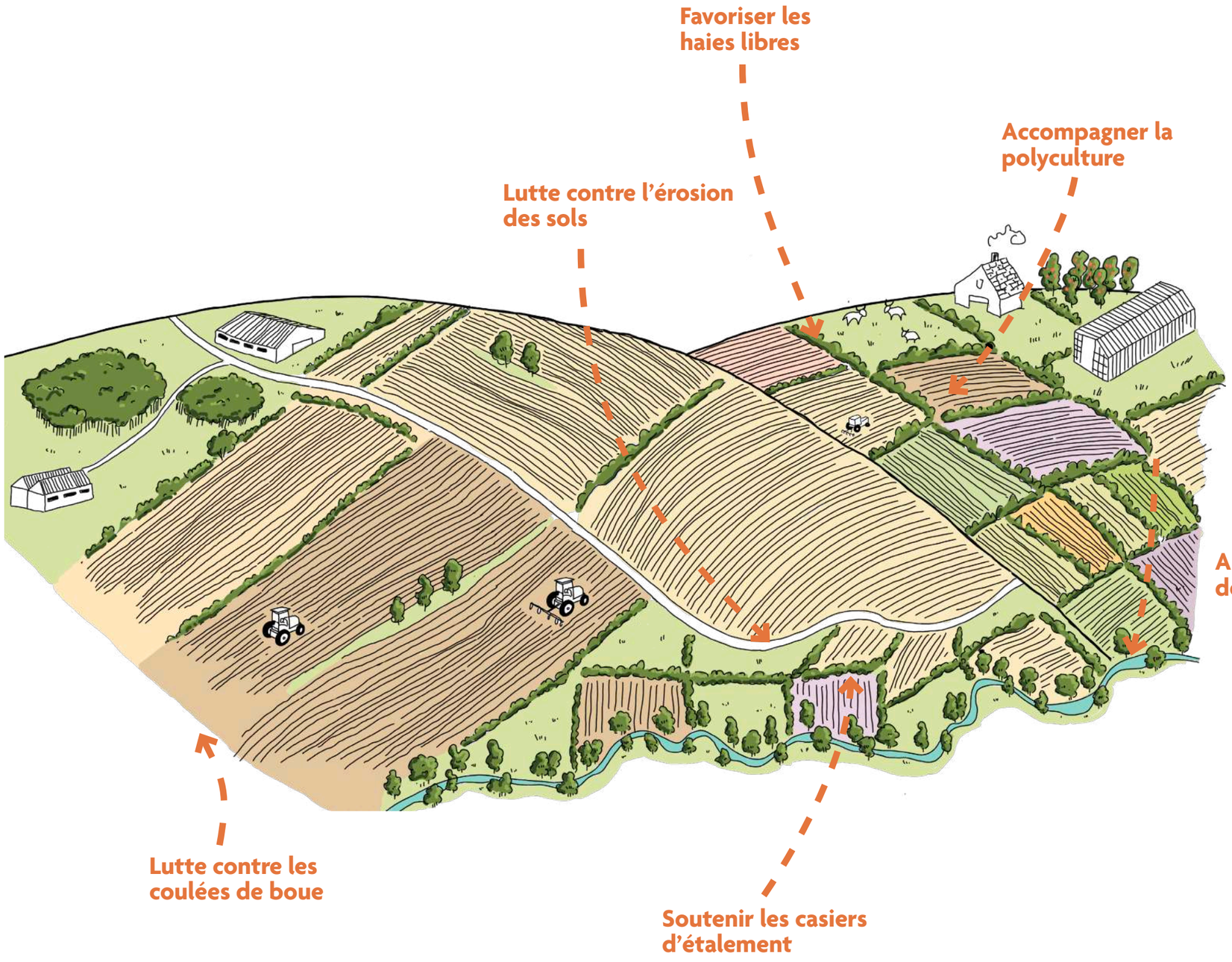
- Un enjeu global, couvrant tout le territoire
- Un territoire agricole à accompagner et conforter vers des pratiques résilientes
- Des zones inondables à mieux identifier
- Une gestion des inondations par la mise en place de haies en travers, infiltration dans les champs, des casiers d'étalement : une solution pré-existante à renforcer

LÉGENDE

- Maintien et développement vers une activité agricole résiliente
- Gestion agricole (casiers, etc.) à conforter dans les vallées concernées par les risques d'inondations (Arrats et Gimone)
- Principales zones urbanisées à risque d'inondabilité
- Interaction avec des secteurs habités

ENJEU #7 COMMENT PLANIFIER LES PRATIQUES AGRICOLES POUR OPTIMISER LA RÉSILIENCE DU TERRITOIRE ?

SCHÉMA D'ILLUSTRATION



Bien que les grandes exploitations agricoles agissent pour une alimentation souveraine, parfois locale, en maintenant une activité économique nécessaire au territoire, leurs effets sur les paysages sont interrogés par de nombreux habitants. Les témoignages recueillis lors des ateliers de concertation en sont un exemple.

Ce simple constat ne permet cependant pas d'apporter des réponses simples et efficaces. Pour répondre au mieux à cet enjeu, il est nécessaire qu'une adaptation sur le long terme soit soutenue par la Communauté de Communes. Ce défi de taille souffre d'un manque de leviers réels face aux capacités de la Politique Agricole Commune.

Il est toutefois possible, au niveau du territoire, d'accompagner et favoriser des dispositions propices à une consommation engagée en faveur d'une agriculture maraîchère et locale. Un avenir composé de polycultures, toujours qualitatives, respectueuses de l'environnement, en adéquation avec les différents modes d'habiter, et surtout par laquelle les agriculteurs vivent dignement de leur travail, reste à construire.

ENJEU #7 COMMENT PLANIFIER LES PRATIQUES AGRICOLES POUR OPTIMISER LA RÉSILIENCE DU TERRITOIRE ?

RÉFÉRENCES DE PROJET

CONCILIER AGRICULTURE, PAYSAGE ET USAGES

Parc agri-urbain à Béziers-Fonséranes - Agence Folléa-Gautier

Le projet transforme une vaste plaine agricole en conciliant production, biodiversité, loisirs et valorisation paysagère. Situé aux portes de la ville, il favorise les circuits courts, l'accès des habitants aux espaces agricoles et la cohabitation entre activités productives et usages récréatifs.

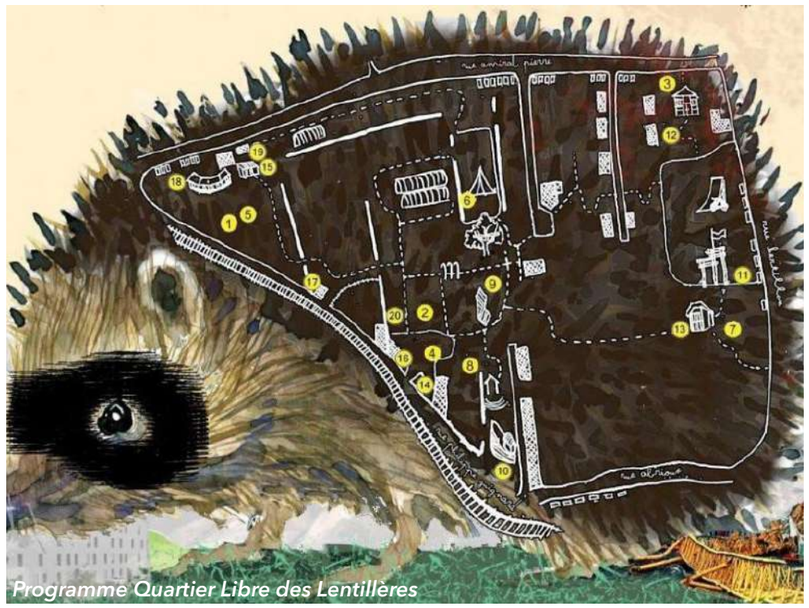


Agence Folléa-Gautier

PETITES EXPLOITATIONS DE PROXIMITÉ

Quartier des Lentillères à Dijon

Issu d'une initiative citoyenne, le Quartier des Lentillères transforme des espaces agricoles menacés par l'urbanisation en un lieu de maraîchage, de jardins collectifs et d'activités pédagogiques. Il illustre le potentiel des espaces situés entre ville et campagne pour développer une agriculture de proximité et renforcer les circuits courts.



Programme Quartier Libre des Lentillères

ACCOMPAGNER LES GRANDES CULTURES

Projet Arc en Ciel – Plaine céréalière de Champagne

Ce projet expérimente, sur une exploitation pilote, un réseau de bandes enherbées, haies et infrastructures agroécologiques afin de fragmenter les très grandes parcelles céréalières, améliorer la biodiversité et limiter les effets de l'agriculture intensive.



RS, Centre de ressources Trame verte et bleue

ENJEU #8 - LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

CONTROVERSE
« DES PAYSAGES D'AGRÉMENT… AUX PAYSAGES PRODUCTIFS D'ÉNERGIES »

ENJEU #8
LA CONTROVERSE EN DÉBAT

« DES PAYSAGES D'AGRÉMENT... AUX PAYSAGES PRODUCTIFS D'ÉNERGIES »



Échanges lors d'une assemblée des controverses

A - RÉGLEMENTER LES IMPLANTATIONS D'ÉNERGIES RENOUVELABLES EN ACCORD AVEC LES FIGURES PAYSAGÈRES

« Avant d'implanter sur des territoires agricoles, il faut d'abord investir les bâtiments existants.»

« Les projets doivent être cachés et non visibles, de petite taille.»

« Aujourd'hui le prix de l'électricité ne permet plus l'équilibre des projet d'implantation voltaïque par revente de la production. »

« La crainte d'impacter le cadre de vie est réelle, donc l'encadrement de l'arrivée d'énergies renouvelables est nécessaire. »

B - DEVENIR ACTEUR, EN TANT QUE COLLECTIVITÉ, À LA PRODUCTION D'ÉNERGIE RENOUVELABLE, EN DÉVELOPPANT LA FILIÈRE

« L'utilisation des bâtiments existants et des toitures pour poser des panneaux est la première piste d'action à explorer. »

« L'enjeu est ensuite le stockage dans un but d'autoconsommation. »

« Il faut que la région, que l'état… accompagnent les investissements des petites communes. »

ENJEU #8 COMMENT LA COLLECTIVITÉ PEUT DEVENIR ACTRICE DE LA FILIÈRE DES ÉNERGIES RENOUVELABLE EN ACCOMPAGNANT ET MAITRISANT SON DÉVELOPPEMENT ?

DÉFINITION DE L'ENJEU

Quelle volonté de développement

Dans un contexte d'instabilités économiques et climatiques grandissantes, la question d'intégration d'énergies renouvelables, est latente. Faisant face à de nombreuses problématiques et contraintes, elle est considérée différemment selon deux types d'intérêt, selon deux échelles distinctes :
- La possibilité de grandes installations, avec un rayonnement supérieur à la Communauté de Communes, portés par des entreprises privées, en mesure de réaliser des investissements importants ;
- La décision individuelle, à l'échelle d'un petit établissement ou du parc immobilier, cherchant à produire pour une autoconsommation, parfois dans un souci d'économies à long terme.
Toutefois, ce développement souhaité n'est pas sans crainte sur le cadre de vie actuel.

Quelles énergies ?

Les modèles de production actuels, adaptés à ce type de territoire, sont peu nombreux. On parlera essentiellement de :
- l'éolien, jugé peu efficace par manque de vent constant ;
- la production de biogaz, par méthanisation, dont l'intérêt est réduit par absence de pâturage ;
- et surtout le solaire, efficace dans une région très ensoleillée. C'est donc de cette seule énergie qu'il sera ensuite question.

Photovoltaïque, à qui appartient l'énergie ?

Le développement du solaire soulève de nombreuses questions : comment gérer la production d'électricité de manière autonome ? Quels liens avec le gestionnaire de réseau, avec Enedis ? Quelles possibilités de restitution, dans quelles limites autorisées, comment stocker, etc. ? Toutes ces interrogations souvent soulevées démontrent un cheminement compliqué à appréhender, parfois nébuleux, pouvant freiner la mise en action.

Un cadre multifactoriels complexe

A ceci s'ajoutent également de nombreuses contraintes d'acceptations sociales et d'implantations réglementaires. Les projets d'ampleur sont confrontés à un refus collectif, parfois massif, des habitants du territoire. Celui de Saint Clar est cependant bien perçu, car particulièrement isolé des paysages principaux de la Lomagne. Par ailleurs, les infrastructures actuelles ne pouvant supporter de telles charges sur le réseau, la multiplication de grandes installations modifierait par la même occasion les lignes électriques et infrastructures liées, pour mise en place de la haute tension.

ENJEU REFORMULE

8. Comment la collectivité peut devenir actrice de la filière des énergies renouvelable en accompagnant et maitrisant son développement ?

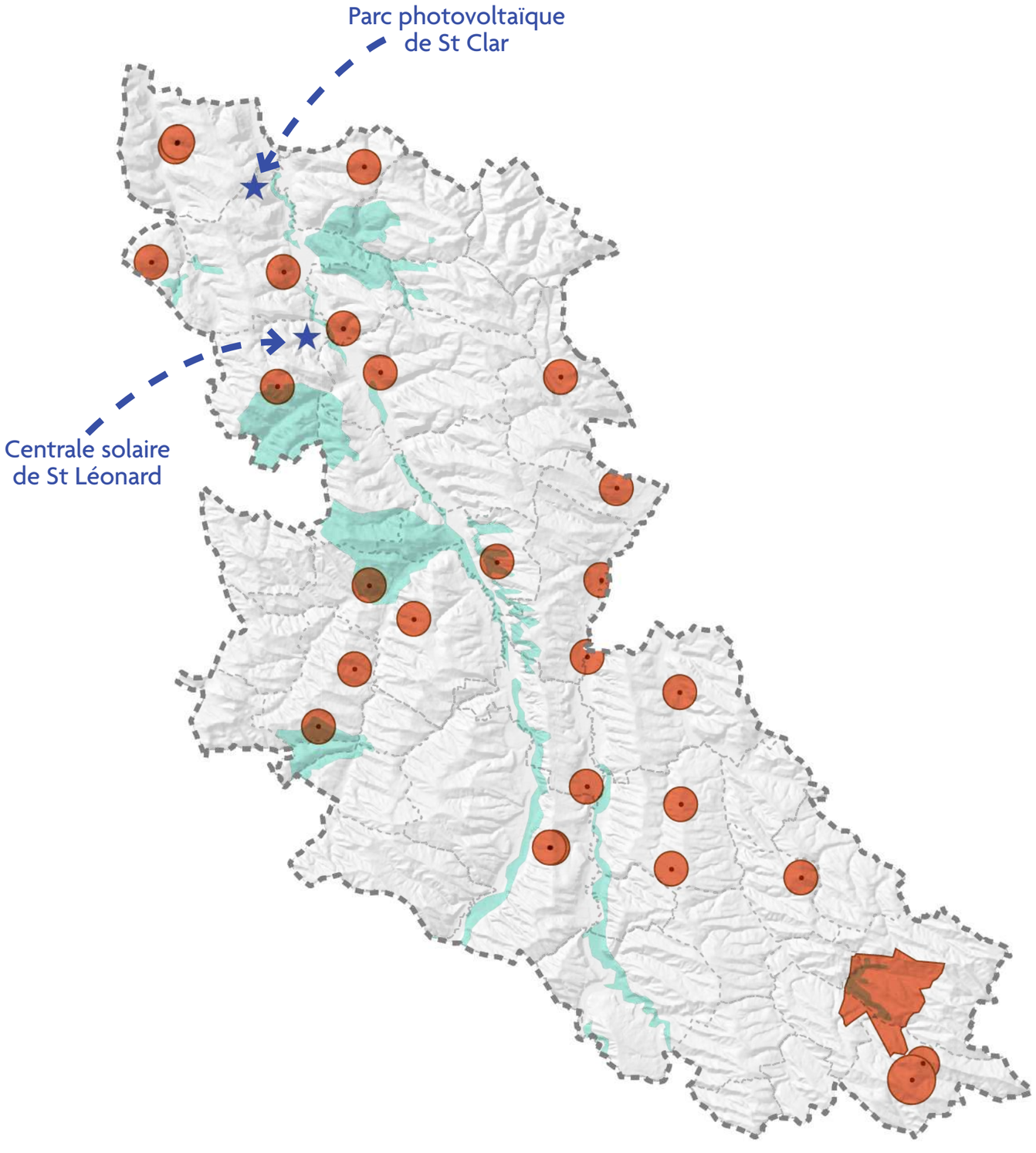
Au delà des difficultés d'acceptation, les réglementations en vigueur pour protéger le patrimoine et ses paysages, notamment à travers le classement ou inscription de monuments historiques, peuvent bloquer de nombreux projet. La base administrative sur laquelle repose les décisions est parfois mal comprise. Lorsqu'un projet se trouve dans un rayon de 500 mètres d'un bâtiment classé, celui-ci s'expose à un refus probable de la part des ABF, même lorsque la notion de covisibilité est absente. La réglementation nationale est cependant en train d'évoluer sur le sujet.

L'impact des installations sur les paysages

Enfin, la question principale revenant sur la mise en place du photovoltaïque est : va-t-on le voir ? C'est une énergie source de nombreuses ambivalences. Tout le monde en veut pour soi, mais personne ne veut le voir.
Si les grandes installations, de type industrielles, ne sont globalement pas souhaitées, le photovoltaïque domestique est également soumis à la problématique de l'intégration paysagère.
La facilitation de sa mise en place, par le développement de batteries de stockage, permet aujourd'hui d'étendre son intérêt, et donc ses facultés d'implantation. Il est nécessaire d'agir vite pour encadrer, sans restreindre, les conditions d'installation, que ce soit pour les panneaux eux-mêmes ou l'ensemble des équipements tiers.

Un territoire tendant vers l'autonomie énergétique, pionnier dans l'autoconsommation, sans impact sur ses paysages.

ENJEU #8 COMMENT LA COLLECTIVITÉ PEUT DEVENIR ACTRICE DE LA FILIÈRE DES ÉNERGIES RENOUVELABLE EN ACCOMPAGNANT ET MAITRISANT SON DÉVELOPPEMENT ? DANS LE TERRITOIRE



ATOUTS / VIGILANCES

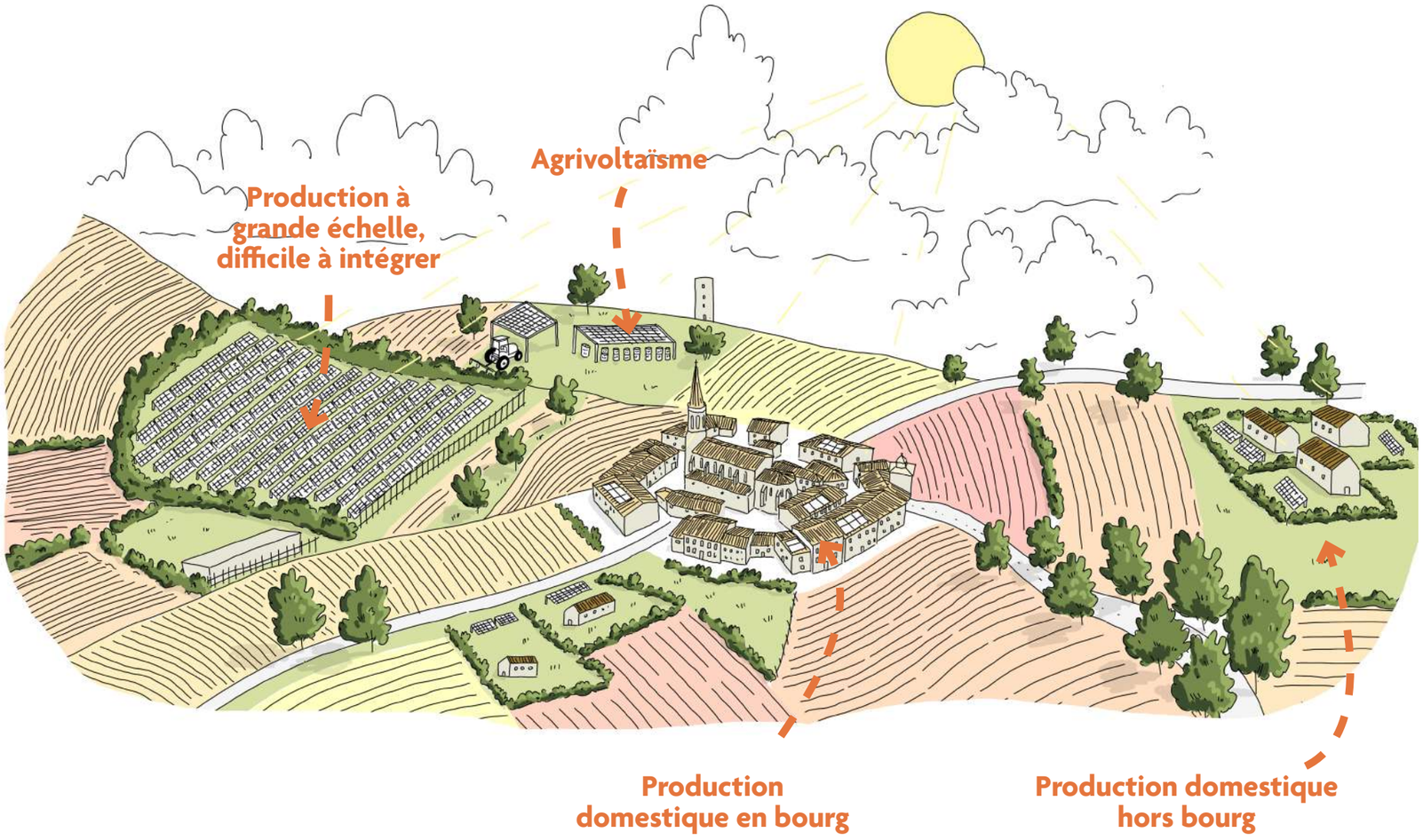
- Quelques structures de production d'énergie solaire repérées dans le nord des Bastides de Lomagne avec une intégration paysagère peu anticipée
- Dialogue complexe autour des zones de protection des patrimoines
- Une filière industrielle qui semble pouvoir être porteuse pour le territoire mais qui doit être planifiée sous le filtre paysager et patrimonial (cônes de vue, possibilités d'intégration, périmètres de protection,...) et écologique (en dehors des zones Znieff, zones humides, boisements existants, ...)
- Des réseaux actuels insuffisamment dimensionnés

LÉGENDE

- Accompagner les installations agricoles, industrielles et productions d'énergie existantes
- Périmètres de protection ABF
- Zones naturelles à protéger (ZNIEFF)

ENJEU #8 COMMENT LA COLLECTIVITÉ PEUT DEVENIR ACTRICE DE LA FILIÈRE DES ÉNERGIES RENOUVELABLE EN ACCOMPAGNANT ET MAITRISANT SON DÉVELOPPEMENT ?

SCHÉMA D'ILLUSTRATION



La mise en place de structures dédiées à la production d'énergie photovoltaïque reste clivante sur le territoire. Certains doutent des impacts paysagers, d'autres de son efficacité, et parfois même de son intérêt.

En effet, les grands champs de panneaux solaires ne semblent profiter qu'à un petit nombre, via une rétribution financière intéressante, au détriment d'une altération des paysages communs. On parlera même, en atelier public, d'accaparement par les multinationales, auxquelles il est difficile de concéder une préoccupation sincère de la préservation des paysages gersois.

Lorsque d'autres dispositions sont évoquées, comme un développement local de la production d'énergie, c'est à dire par les habitants pour les habitants, à l'aide de petites unités, plus discrètes, moins envahissantes, le discours général se fait plus enthousiaste. A ce niveau, la Communauté de Communes a les possibilités d'aider en tant que relais auprès des acteurs par des dispositions réglementaires, tout en se faisant garante de la mise en place d'actions permettant la préservation des paysages. L'avenir d'un territoire résolument patrimonial, tendant vers l'autonomie électrique de manière transparente, peut faire modèle au niveau national.

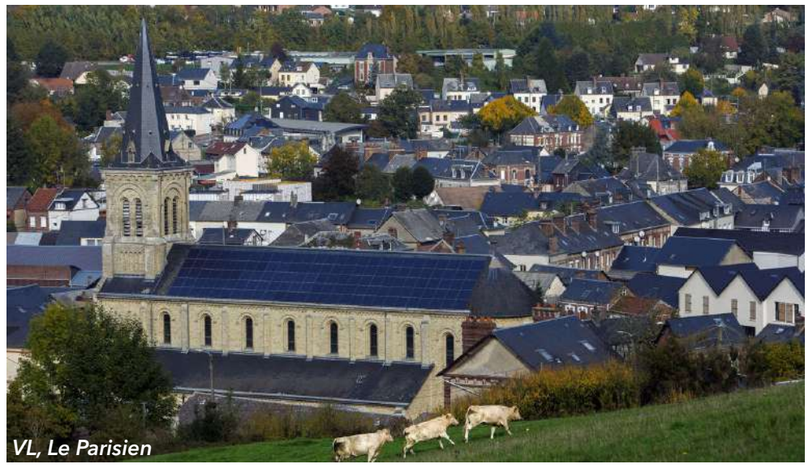
Entre ces deux modèles, les possibilités d'agrivoltaïsme, qui sortent de l'échelle domestique, sans atteindre des tailles pour l'instant industrielles, sont perçues comme apports financiers intéressants. Leurs impacts paysagers peuvent toutefois être importants, et leur encadrement au regard de vues majeures doit être considéré.

ENJEU #8 COMMENT LA COLLECTIVITÉ PEUT DEVENIR ACTRICE DE LA FILIÈRE DES ÉNERGIES RENOUVELABLE EN ACCOMPAGNANT ET MAITRISANT SON DÉVELOPPEMENT ?

RÉFÉRENCES DE PROJET

AUTOCONSOMMATION COLLECTIVE

Malaunay - labellisée Cit'ergie et Territoire à énergie positive
La commune a développé sa stratégie énergétique en s'appuyant d'abord sur les bâtiments publics, avant d'étendre progressivement les dispositifs à l'échelle du territoire. Cette démarche illustre le rôle d'une collectivité comme moteur de la transition énergétique locale.
C'est la première a obtenir les 5 étoiles du label « Territoire engagé transistion écologique », grâce à un système répandu d'autoconsommation collective.


VL, Le Parisien


Agence Folléa-Gautier

PRIORISER LES TOITURES

Wildpoldsried, Allemagne
Conséquence d'une politique locale volontariste et à des dispositifs incitatifs, les habitants se sont engagés dans le développement des énergies renouvelables, notamment par l'installation de panneaux photovoltaïques sur leurs toitures.


CH, BR24

Etude «Référentiel des énergies renouvelables» pour le Parc naturel régional du Luberon, par Agence Folléa Gautier
Ce référentiel définit des principes d'implantation et d'intégration paysagère. Il constitue un exemple de charte permettant d'orienter le développement du photovoltaïque en fonction des caractéristiques des paysages, notamment sur les bâtiments agricoles.

GESTION PAYSAGERE DES GRANDES CENTRALES

Centrale solaire des Calottes, L'Isle-sur-la-Sorgue
Implantée au fond d'une vallée agricole (ancienne carrière), la centrale s'inscrit dans une topographie peu exposée et bénéficie d'un masque végétal. L'impact visuel se trouve réduit mais sans pour autant supprimer son emprise sur le paysage et les milieux.


Mairie de L'Isle-sur-la-Sorgue

Centrale flottante O'MEGA1, Piolenc
La centrale réutilise un plan d'eau artificiel (ancienne carrière inondée). Limite l'artificialisation des sols, mais soulève des questions sur ses effets à long terme sur les paysages et le fonctionnement des milieux aquatiques (température de l'eau, oxygénation, biodiversité), qui font aujourd'hui l'objet de suivis scientifiques.


AKUO, Le Moniteur

ENJEU #9 - LES CRÊTES ET PROMONTOIRES

CONTROVERSE
« D'UNE CRÊTE EN COMMUN… AUX VUES DEPUIS CHEZ SOI »

ENJEU #9
LA CONTROVERSE EN DÉBAT « D'UNE CRÊTE EN COMMUN... AUX VUES DEPUIS CHEZ SOI »



Échanges lors d'un atelier des controverses

A - VALORISER LES CRÊTES PAR LA PRÉSERVATION DE LEUR ÉCOSYSTÈME ET DE LEUR CLIMAT

« Il faut pouvoir végétaliser les crêtes sans déséquilibrer la silhouette : avec des haies basses, des arbres isolés... »

« Les sols jouent un rôle important pour les crêtes, pour limiter l'érosion et éviter les ruissellements. Une action pour couvrir les sols par de la végétalisation adaptée est importante. »

B - VALORISER LES CRÊTES PAR L'ACCOMPAGNEMENT ET L'ENCADREMENT DES MODES D'HABITER

« Pour encadrer les modes d'habiter, il faut réglementer la construction du bâti dans des styles traditionnels. Favoriser la végétation autour des bâtis pour permettre l'intégration. »

« Il faut privilégier les réseaux enterrés pour ne pas défigurer la silhouette par des éléments verticaux. »

ENJEU #9
DÉFINITION DE L'ENJEU

Un bien commun reconnu par toutes et tous

Au cœur d'un territoire valloné, l'expression du relief occupe une place prépondérante dans l'appréciation des paysages. A cet égard, les crêtes et les promontoires occupent des situations de détachement visuel particulières, qui les exposent à tous les regards. Chacune et chacun se sent concerné par l'occupation et le devenir de ces lieux, à la fois marqueurs de paysage et lieux de lecture paysagère. Touchant à toutes les strates de vie, d'habitat, d'activité, les grandes vues sont à la croisée d'une multiplicité de problématiques. La préservation des vues en devient le prisme général, avec lequel les autres questions doivent composer.

Un rayonnement large

L'enjeu autour des zones de hauteur ne peut être considéré par une unique approche locale. Leurs impacts et influences s'étendent sur une large partie du territoire. Les principes de covisibilités soutiennent un maillage de situations vues et de vues, plutôt qu'une approche par secteurs isolés.

Sous l'effet du climat

Les relations avec les coteaux et vallons sont marquées par une forte influence climatique : les points hauts génèrent des perturbations prononcées sur les vents, via des effets d'accélération, décélération, mais également d'abris au vent. Pour mettre à l'abri les cultures, plantations et habitations des bourrasques les plus violentes, les bosquets en crêtes peuvent procurer un effet brise-vent bienvenu. Ils peuvent cependant amoindrir les possibilités de vue, en bouchant l'horizon des crêtes alentours.
Les larges zones plantées peuvent aussi porter atteinte aux effets de silhouettes propres au territoire.

Encadrer l'attrait suscité

Pour bénéficier des points de vue et de la visibilité extraordinaire, avec les Pyrénées en fond de scène, certaines habitations ont trouvé attache sur les hauts de crêtes. Quand l'intérêt porté aux paysages réside principalement dans la beauté d'un territoire préservé d'urbanisation galopante, construire sur les hauteurs devient dommageable. Pour continuer à préserver ce bien commun, les dispositions propices à la construction, à l'aménagement et aux infrastructures doivent impérativement prendre en considération une vision de territoire globale et portée sur le long terme.

Une diversité de situation

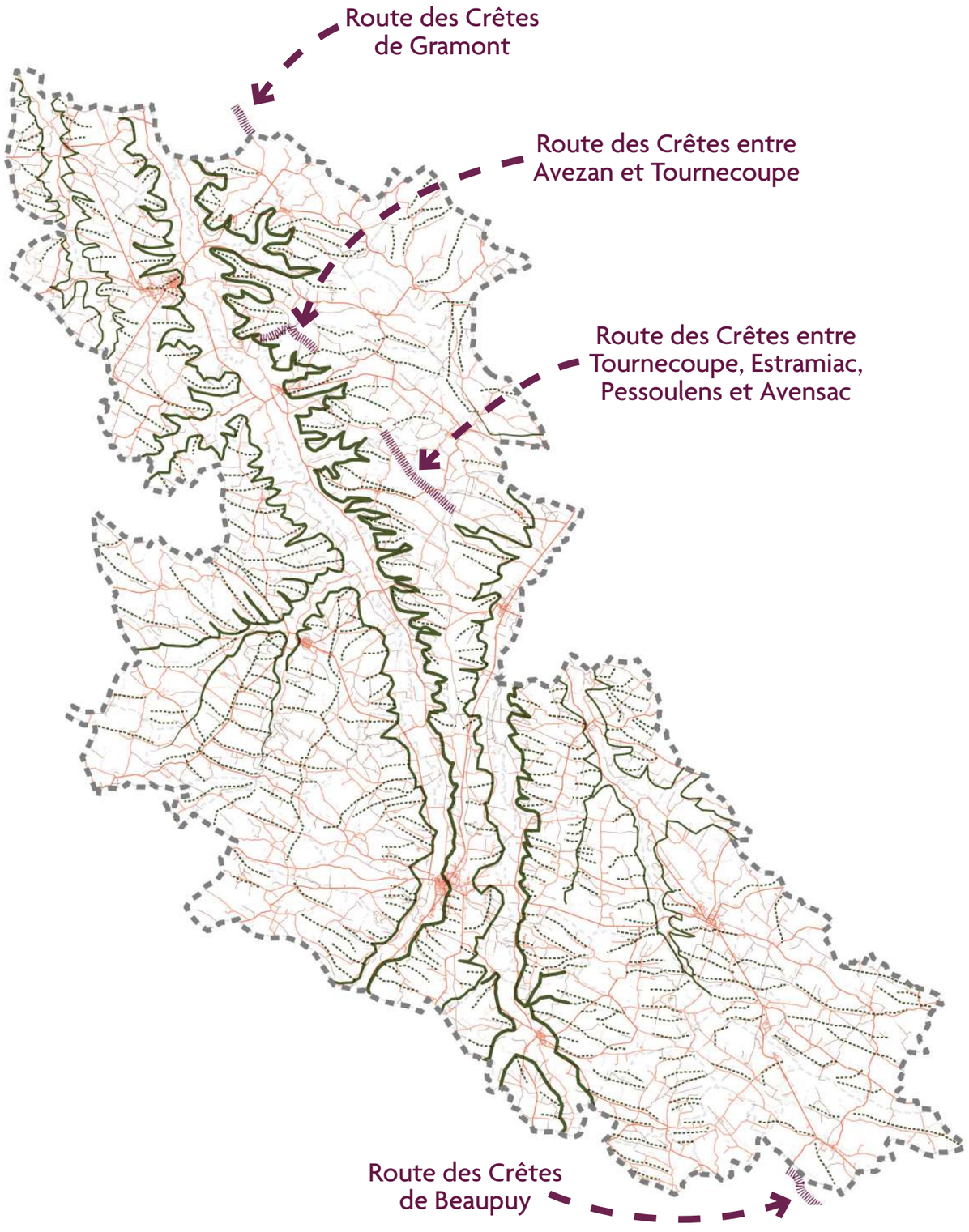
Toutes les situations n'étant pas égales dans leurs dispositions (hauteurs, points de vue, covisibilités, mais également prises au vent, milieux végétaux existants, etc.), il peut s'avérer trop complexe, ou réducteur, d'appliquer les mêmes contraintes de protection et développement sur un ensemble de crêtes et promontoires. Afin de répondre au mieux aux autres enjeux territoriaux, le partage des usages devra trouver une réponse singulière à chaque situation.

Des crêtes toujours aussi profitables, quel que soit le développement territorial.

ENJEU REFORMULE

9. Comment accompagner et encadrer les modes d'habiter en préservant les milieux des crêtes et promontoires ?

ENJEU #9 COMMENT ACCOMPAGNER ET ENCADRER LES MODES D'HABITER EN PRÉSERVANT LES MILIEUX DES CRÊTES ET PROMONTOIRES ? DANS LE TERRITOIRE



ATOUTS / VIGILANCES

- Territoire ondulant pourvu d'un certain nombre de crêtes et de points hauts avec des vues ouvertes qualitatives
- Plusieurs routes positionnées sur les crêtes, quelques unes sont nommées «Route des Crêtes» : un enjeu à identifier davantage de routes tourisques ?
- Tensions sur l'urbanisation

LÉGENDE

- Potentielles situations de belvédère sur la vallée
- Potentielles situations de crêtes
- Routes principales
- 'Routes des Crêtes', toponymie sur le territoire

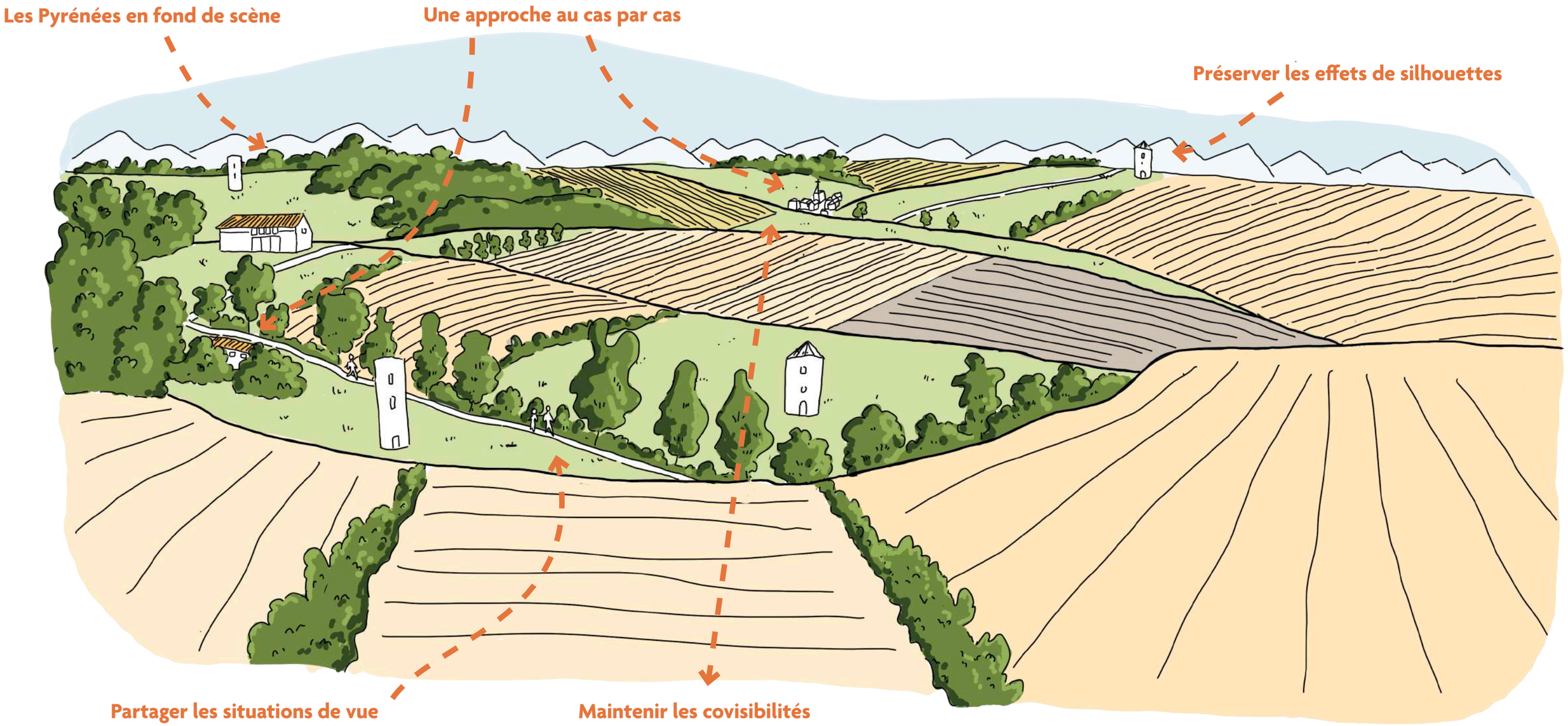
ENJEU #9 COMMENT ACCOMPAGNER ET ENCADRER LES MODES D'HABITER EN PRÉSERVANT LES MILIEUX DES CRÊTES ET PROMONTOIRES ?

SCHÉMA D'ILLUSTRATION

« Les crêtes se définissent depuis l'espace public mais aussi depuis chez soi et sa fenêtre », a rapporté une personne résidente de la Communauté de Communes. Ce qui caractérise ici les crêtes s'applique également à tous les points en surplomb, monts, promontoires, etc.

Les éléments qui trouvent attache sur les sommets sont particulièrement visibles, et doivent être traités avec une grande sensibilité. Ils sont les points saillants des paysages, et apparaissent les premiers sur les effets « carte postale », leur valant à juste titre la qualité publique de « bien commun ».

Pour que tout le monde puisse en profiter, et que la richesse des contes et légendes qui les accompagnent demeurent, les situations de hauteur doivent bénéficier d'une attention spécifique.
La Communauté de Commune doit veiller à l'intégration paysagère cohérente dans toute nouvelle installation, ce qui demande une réponse adaptée au cas par cas.



ENJEU #9 COMMENT ACCOMPAGNER ET ENCADRER LES MODES D'HABITER EN PRÉSERVANT LES MILIEUX DES CRÊTES ET PROMONTOIRES ?

RÉFÉRENCES DE PROJET

GUIDER LES VILAGES EN LIGNE DE CRÊTE

Charnay – Guide « La Crête »
Le guide, élaboré par la Communauté de communes Beaujolais Pierres Dorées, accompagne les communes implantées sur les lignes de crête dans leurs projets d'aménagement. Il propose des recommandations pour préserver la silhouette des villages, maîtriser les extensions urbaines et maintenir les vues sur les paysages tout en permettant leur évolution.



Guide La Crête, Unité Paysagère de la Communauté de Communes du BPD

PRÉSERVER ET RESTAURER LES CRÊTES

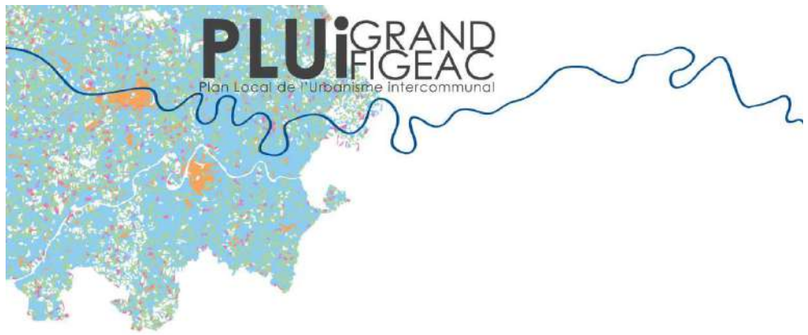
Restauration du coteau de Vigreux (Agglomération Seine-Eure + CEN Normandie)
Ce projet de restauration écologique concerne un coteau calcaire menacé par l'embroussaillement. Les interventions consistent à rouvrir les pelouses, maintenir certains fourrés comme refuges, restaurer les habitats et limiter les phénomènes d'érosion grâce à une gestion différenciée. On retrouve la notion d'équilibre entre végétation, stabilité des sols et maintien des paysages ouverts.



FN, CEN Normandie

ENCADRER LES MODES D'HABITER

La Charte paysagère du Pays de Figeac
Élaborée à l'échelle du territoire du Grand Figeac, cette charte paysagère vise à préserver les qualités paysagères du territoire tout en accompagnant son évolution. Elle montre comment les enjeux de paysage peuvent être intégrés dans les choix d'aménagement afin de préserver la lecture des reliefs, les silhouettes des villages et les vues lointaines, tout en permettant l'évolution des formes d'habiter.



ORIENTATION d'AMÉNAGEMENT et de PROGRAMMATION SECTORIELLE

PLUi Grand Figeac

ENJEU #10 - LA POLLUSION VISUELLE

ENJEU #10
DÉFINITION DE L'ENJEU

Une situation favorable

La Communauté de Communes hérite, à travers les périodes de modernisation, d'accélérations sociales et techniques, d'un territoire positivement préservé d'éléments qualifiables de « polluants visuels ».
Par sensibilité des paysages et patrimoines, le développement contenu a permis de conserver des lieux dénués d'éléments marchands surabondants, de publicité invasive, de sur-aménagement, et également de pollution lumineuse.
Cette situation favorable et valorisante demande à être appuyée.

Considérer les risques en regard du sur-aménagement

Développer un territoire expose souvent les décisionnaires à apporter des réponses techniques bien structurées. A travers l'approche moderniste et sécuritaire des aménagements, la présence de la voiture engendre des effets rebonds en cascade. Chaque zone pouvant présenter un danger potentiel est sujette à être abordée par le prisme du « plus grand risque possible », et peut appeler une réponse disproportionnée. Les réponses d'aménagements se tournent ainsi vers des réponses typiques des grandes zones urbaines, certes efficaces, mais très invasives.

De la même manière, les extensions de bourgs et accompagnements urbains d'activités/zones d'activités, doivent toujours être mis en rapport avec des infrastructures « types », qui ont connu des décennies d'application sur le territoire français. Il ne s'agit plus ici d'appliquer les préceptes répandus de « la ville franchisée », ayant fait apparaître leur myriade de ronds-points et zones uniformisées. Le développement doit considérer des entrées de bourg qualitatives, en accord, ou à défaut sans friction, avec le patrimoine.

Poursuivre dans la sobriété

Le territoire est mû par une forte volonté de dynamisme, inscrite dans la lutte contre la dévitalisation des centre-bourgs, un regain démographique et économique, avec le retour de services. Essentielle pour le maintien des résidents, cette bonne vitalité accentue la pression portée sur les aménagements et installations. Les nouveaux arrivants doivent saisir la richesse de la sobriété propre des Bastides de Lomagne, et s'y plaire sans chercher à les contraindre.
C'est à travers des rencontres, des évènements, du lien social, que ces caractères soustractifs précieux peuvent être transmis et communiqués. La Communauté de Communes dispose ici de nombreux leviers pédagogiques.

Les paysages restent épurés de toute publicité, les aménagements souvent discrets, et les nuits demeurent sombres. L'évolution territoriale doit saisir et continuer ces principes.

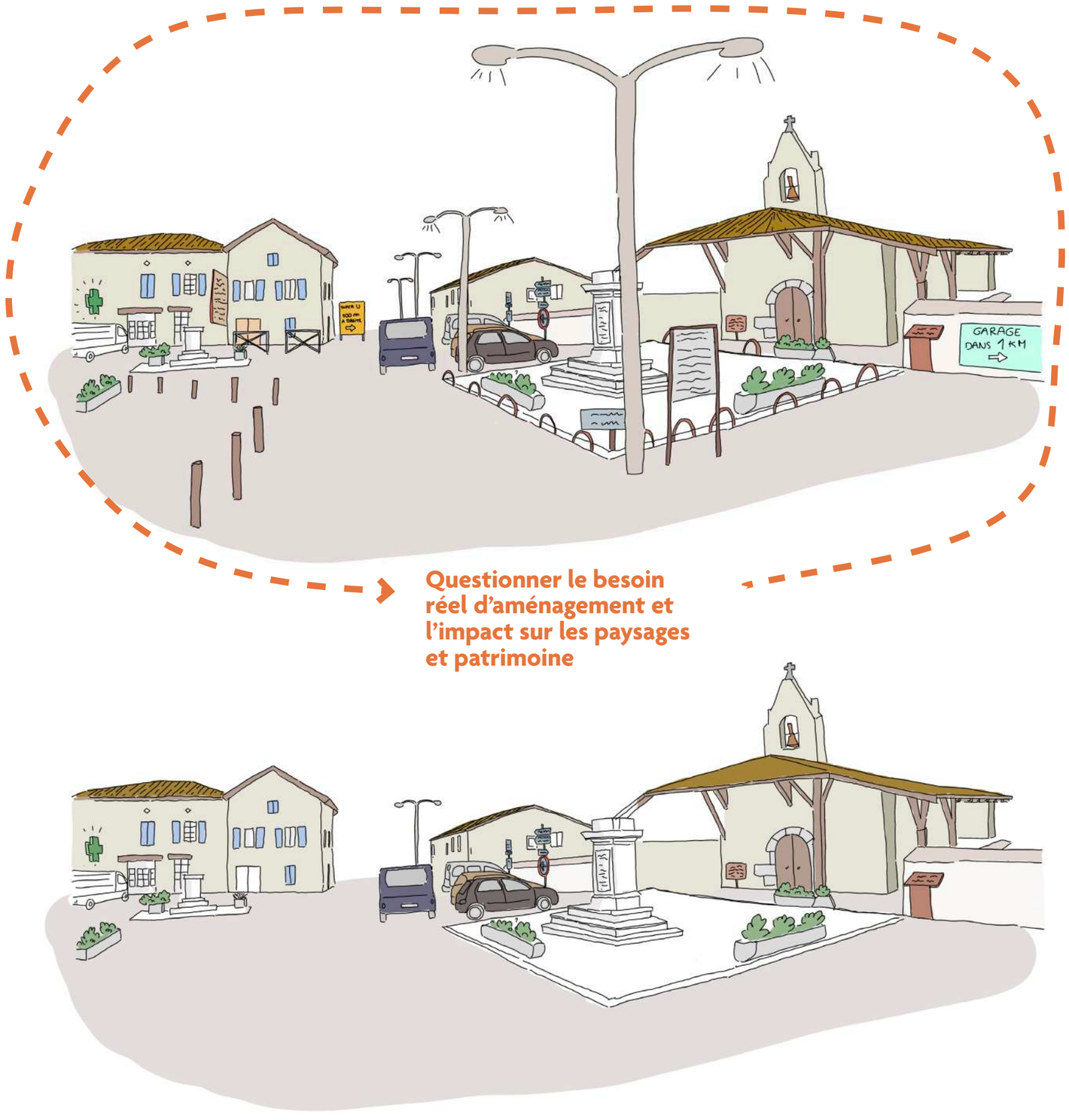
Les Bastides de Lomagne, territoire de préservation remarquable.

ENJEU REFORMULE

10. Comment préserver l'environnement des altérations liées à la publicité ou à l'aménagement ?

ENJEU #10 COMMENT PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DES ALTÉRATIONS LIÉES À LA PUBLICITÉ OU À L'AMÉNAGEMENT ?

MINIATURES



Questionner le besoin réel d'aménagement et l'impact sur les paysages et patrimoine

L'encadrement des éléments de signalisation et d'aménagement doit être considéré par une approche modérée des besoins et des risques.

Bien que la sur-représentation de ces éléments puisse produire, par accumulation, un effet de pollution visuelle, il n'est pas non plus souhaitable de rechercher le « zéro aménagement » de manière globale. Le territoire vivant essentiellement par des déplacements motorisés, les conditions de sécurité ne doivent pas être écartées.

L'axe de sobriété, sans avoir à être étudié commune par commune, peut être généralisé par nature de voirie, classification de rue, cônes de vues paysagers, notamment à travers une charte dédiée.

ENJEU #10 COMMENT PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DES ALTÉRATIONS LIÉES À LA PUBLICITÉ OU À L'AMÉNAGEMENT ?

RÉFÉRENCES DE PROJET

ADAPTER LES AMÉNAGEMENTS

Roche de Solutré - INCA Architectes et Alep paysages
Le projet limite les équipements, rationalise les cheminements et réduit le mobilier afin de préserver la lisibilité du paysage. Il illustre une approche où la qualité du site repose sur la sobriété des interventions.



INCA Architectes

Nieuwlandstraat – Tilburg (Pays-Bas)
Cette rue illustre le principe du 'shared space', développé dans les années 2000 par Hans Monderman. Le concept consiste à réduire au minimum la signalisation et le mobilier urbain afin que l'aménagement de l'espace favorise naturellement le partage entre les différents usagers.



NN, Pollen paysage

RAISONNER L'ÉCLAIRAGE PUBLIC

Cendras (Gard) - Rénovation de l'éclairage
La commune a revu son éclairage public en adaptant sa stratégie d'éclairage (température de couleur, l'orientation des luminaires, plages d'extinction nocturne, etc). Ces actions s'inscrivent dans la stratégie globale des Cévennes et de son guide de l'éclairage afin de réduire la pollution lumineuse.





Guide de l'éclairage, Parc National des Cévennes

ENCADRER LA PUBLICITÉ

Charte des enseignes et affichages publicitaires, Papeete
RLPI de Montpellier et Grenoble
De l'élaboration d'une charte à Papeete jusqu'aux Règlements locaux de publicité intercommunaux (RLPI) de Montpellier et Grenoble, ces démarches montrent comment les collectivités peuvent harmoniser l'affichage, limiter la densité des dispositifs et préserver la lisibilité des paysages. Elles illustrent différentes étapes d'une même stratégie d'encadrement de la publicité à l'échelle territoriale.



MA, Commune de Papeete



RLPI Grenoble



RLPI Montpellier

ENJEU #11 - LA CONVIVIALITÉ



CONTROVERSE
« D'UN TERRITOIRE CONVIVIAL… AU RENOUVELLEMENT DES INITIATIVES CITOYENNES »

ENJEU #11
LA CONTROVERSE EN DÉBAT « D'UN TERRITOIRE CONVIVIAL... AU RENOUVELLEMENT DES INITIATIVES CITOYENNES »

« Le Comité des Fêtes est le lieu des initiatives »

« Il y a aussi toutes les associations : sportives, environnementales, d'habitants mobilisés face à un projet, etc. »

« La convivalité prend du temps... Elle apparait avec le travail et la patience.»

« On peut différencier deux types de nouveaux arrivants : les volontaires, les involontaires. »

« Inventer des lieux de rencontrees comme les cafés du dimanche à Roquelaure-Saint-Aubin.»

Échanges lors d'une assemblée des controverses

ENJEU #11 COMMENT FAIRE LIEN ENTRE HABITANTS ET PERMETTRE LA RENCONTRE PAR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE ?

DÉFINITION DE L'ENJEU

Un territoire festif & convivial

Nombreuses sont les communes qui se définissent par la convivialité et la transmission des savoir-faire. Cela se passe lors évènements annuels, comme ceux organisés par les comités des fêtes et aussi par des repas improvisés en petit nombre.
Une tradition se pratique toujours, celle des corvées. Elle s'apparente à une journée citoyenne pour entretenir et embellir la commune. L'occasion de 'faire ensemble' permet d'apprendre à se connaître et à partager des récits sur le territoire.

Ces dernières années, une difficulté dans l'implication citoyenne et le renouvellement des engagements associatifs locaux s'est installées dans les communes.

Faire lien quand on est 'loin de tout'

Plusieurs communes se questionnent sur comment ritualiser des rencontres régulières pour permettre l'intégration.
Selon les typologies des communes, les enjeux ne sont pas les mêmes que ça soit dans un bourg centre avec un grand nombre d'habitant ou dans un village sans commerces où les gens n'ont plus de lieux de rencontre.

Utiliser le paysage et le patrimoine comme vecteur de lien social, de rencontre et de mobilisation citoyennes

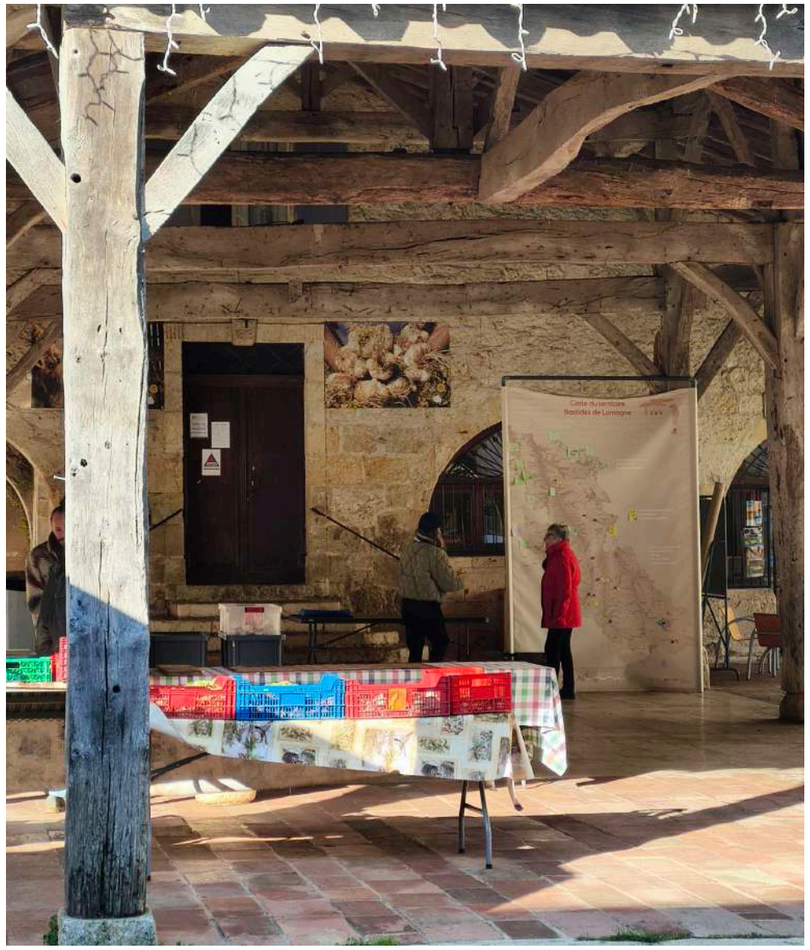
Tout comme cette étude le montre, les sujets du paysage et du patrimoine intéressent et fédèrent. S'appuyer sur ces thématiques à différentes échelles d'interventions, du hameau, à la commune, jusqu'à la communauté de commune, peut faciliter la mobilisation et la transmission.

Que ça soit par des actions portées par le public (écoles, mairie, CCBL) ou par le privé (associations, entreprises locales) avec ou sans accompagnement du public l'enjeu porte sur la mise en réseau de ces initiatives pour les donner à voir par des canaux de communication accessibles au plus grand nombre.

ENJEU REFORMULE

11. Comment faire lien entre habitants et permettre la rencontre par le paysage et le patrimoine ?

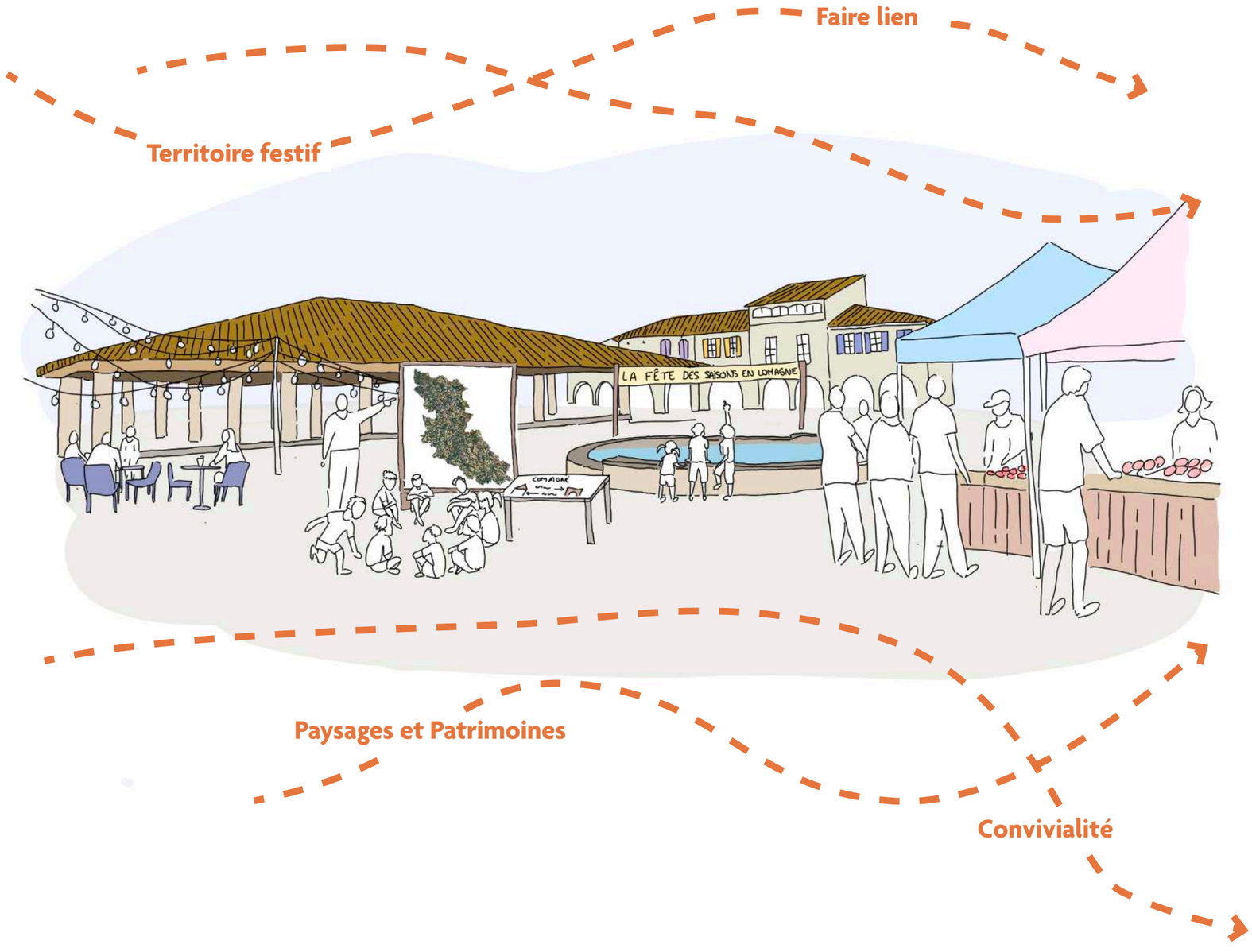




Source : tout terrain

ENJEU #11 COMMENT FAIRE LIEN ENTRE HABITANTS ET PERMETTRE LA RENCONTRE PAR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE ?

SCHÉMA D'ILLUSTRATION



Le partage des vécus, des histoires, peut s'inscrire dans une démarche d'apprentissage, d'appropriation et de compréhension du territoire.
Mais l'inverse est également envisageable : la découverte du territoire comme point de rencontre et d'échanges.

Il existe la possibilité d'une boucle vertueuse, portée par le public ou le privé, source potentielle de dynamisme territorial.

ENJEU #11 COMMENT FAIRE LIEN ENTRE HABITANTS ET PERMETTRE LA RENCONTRE PAR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE ?

RÉFÉRENCES DE PROJET

COLLECTER, CLASSIFIER POUR PARTAGER

Étude historique et mémorielle des inondations du bassin versant du gave d'Oloron

Le gave d'Oloron et son bassin versant est un territoire vaste de 168 communes, sur 2 départements, 4 communautés de communes et 3 aires géographiques et paysagères. L'hydrographie en est un fil conducteur, et lié à ça le risque inondation également : toutes les communes sont concernées par le débordement potentiel des cours d'eau.
L'institution EPTB a souhaité mener une étude pour documenter des évènements de crues passées.
L'enjeu est de questionner le vécu des inondations et les manières dont les habitants se sont adaptés pour reconstruire leurs quotidiens, pour interroger plus largement la relation qu'entretiennent les habitants à leur environnement.
Dans un premier temps, il est rédigé un rapport 'mode d'emploi' de cette classification et cette analyse. Ensuite, des formats de sensibilisation seront mise en place pour le partage d'une nouvelle culture du risque.









Source : tout terrain - Antoine Mounier - Rémy Bercovitz

FÉDÉRER, METTRE EN RÉCIT POUR DONNER À VOIR

Dans le cadre de l'étude de conception et de réalisation de 9 parcours œnotouristiques, il est proposé une narration à la fois singulière et accessible à un public éclectique : habitants, touristiques, spécialistes, néophytes des sujets géologiques et œnologiques, adultes et enfants, mais aussi une ligne de mobilier (totem, bornes, bancs) et une identité visuelle pour raconter la richesse que constitue le vignoble alsacien, depuis ses sols jusqu'aux vins, en passant par la vigne et les hommes et femmes qui la cultivent depuis des siècles.
C'est sous le nom de Géovino, que ce projet se décline. Ce guide des lieux invite les visiteurs à explorer, à pied ou à vélo, les 9 éléments qui le compose : les cépages, les appellations, les terroirs, les vignerons, la vigne, la biodiversité, le relief, le climat et les roches. Son expression se formalise par un mobilier respectueux du paysage : tant par ses matériaux que par l'attention à son intégration, en conciliant tourisme et lieu de travail viticole, pour proposer une expérience unique de découverte du territoire.



Source : tout terrain



Source : tout terrain

ENJEU #12 - LE TOURISME

CONTROVERSE
« DU TERRITOIRE PAISIBLE… AU TERRITOIRE TOURISTIQUE. »

ENJEU #12
LA CONTROVERSE EN DÉBAT « DU TERRITOIRE PAISIBLE... AU TERRITOIRE TOURISTIQUE. »



Échanges lors d'un atelier des controverses

A - VALORISER LE TOURISME EXISTANT SANS DÉVELOPPEMENT COMPLÉMENTAIRE

« Les touristes restent 2 à 8 jours sur le territoire. Ils viennent pour la paisibilité, la tranquillité, la beauté des paysages et des patrimoines. Et les bonnes tables !»

« Il serait désormais nécessaire d'établir des parcours pour relier ces lieux et les communes. »

« Expliquer le territoire : l'histoire des lieux, des noms, des légendes… Cette matière doit être le socle des séjours à proposer. »

B - DÉVELOPPER DES POINTS D'ATTRACTIVITÉ TOURISTIQUE LOCALISÉS, D'INTÉRÊT TERRITORIAL

« Valoriser le tourisme de pleine nature : de nombreux atouts sont déjà en place : la randonnée, le VTT, l'équitation, les lacs, les espaces naturels et la biodiversité. »

« Les déplacements verts: il s'agit de les intensifier et mettre en continuité les sentiers afin de connecter les villages entre eux et faire réseau.»

« Imaginer le développement de l'agritourisme: chambres d'hôtes et gîtes, fermes pédagogiques et dégustations en circuits courts, fermes auberges »

ENJEU #12 COMMENT ACCOMPAGNER UN TOURISME RAISONNÉ ET RESPONSABLE SUR LE TERRITOIRE ?

DÉFINITION DE L'ENJEU

Un tourisme ancré

Le territoire des Bastides de Lomagne ne manque pas d'attraits pour séduire les touristes. Au cœur d'une région remarquable pour ses patrimoines et paysages, sous l'influence des Pyrénées, la Communauté de Communes cultive un attachement culturel exceptionnel. Ses atouts sont issus des modes de vie, des modes d'habiter, des besoins de fêtes et de rassemblements, et de son caractère particulièrement préservé.

Eloge de la lenteur ?

La Communauté de Commune est souvent décrite comme étant paisible, tranquille ou encore reposante. Il s'agit peut être ici de son meilleur atout touristique, souvent mis en avant par le très actif Office du Tourisme, à travers des activités « douces » comme la randonnée, les ballades à vélo, la gastronomie. Le territoire ne disposant pas de lieu, de monument phare, de grand festival ou autre permettant d'avoir un rayonnement important à l'échelle régionale ou nationale, son attractivité reste appuyée sur des envies d'évasion et de repos.

Un développement en balance

Il peut être considéré par certains que ce territoire paisible se suffit à lui même. La notion d'héritage vernaculaire y est effectivement très marquée. Quand d'autres habitants souhaitent un tourisme plus appuyé, plus développé, se pose alors la question des limites et risques d'une sur-représentation.
Sans structure phare, la Communauté de Communes ne semble pas être sujette au sur-toursime. Pour se développer, elle doit s'appuyer sur ses acquis, peut-être en élargissant le critère-cible temporel, plus que quantitatif. Dans le cas d'une augmentation significative de visiteurs, il deviendra prépondérant pour la Communauté de Communes de se protéger des effets territoriaux du développement touristique : éviter les grandes infrastructures dénaturantes, éviter la transformation des bourgs pour le logement saisonnier, et surtout maintenir l'équilibre paisible du territoire. L'anticipation de ces facteurs est une clef de développement vertueux.

Apporter au territoire sans l'altérer

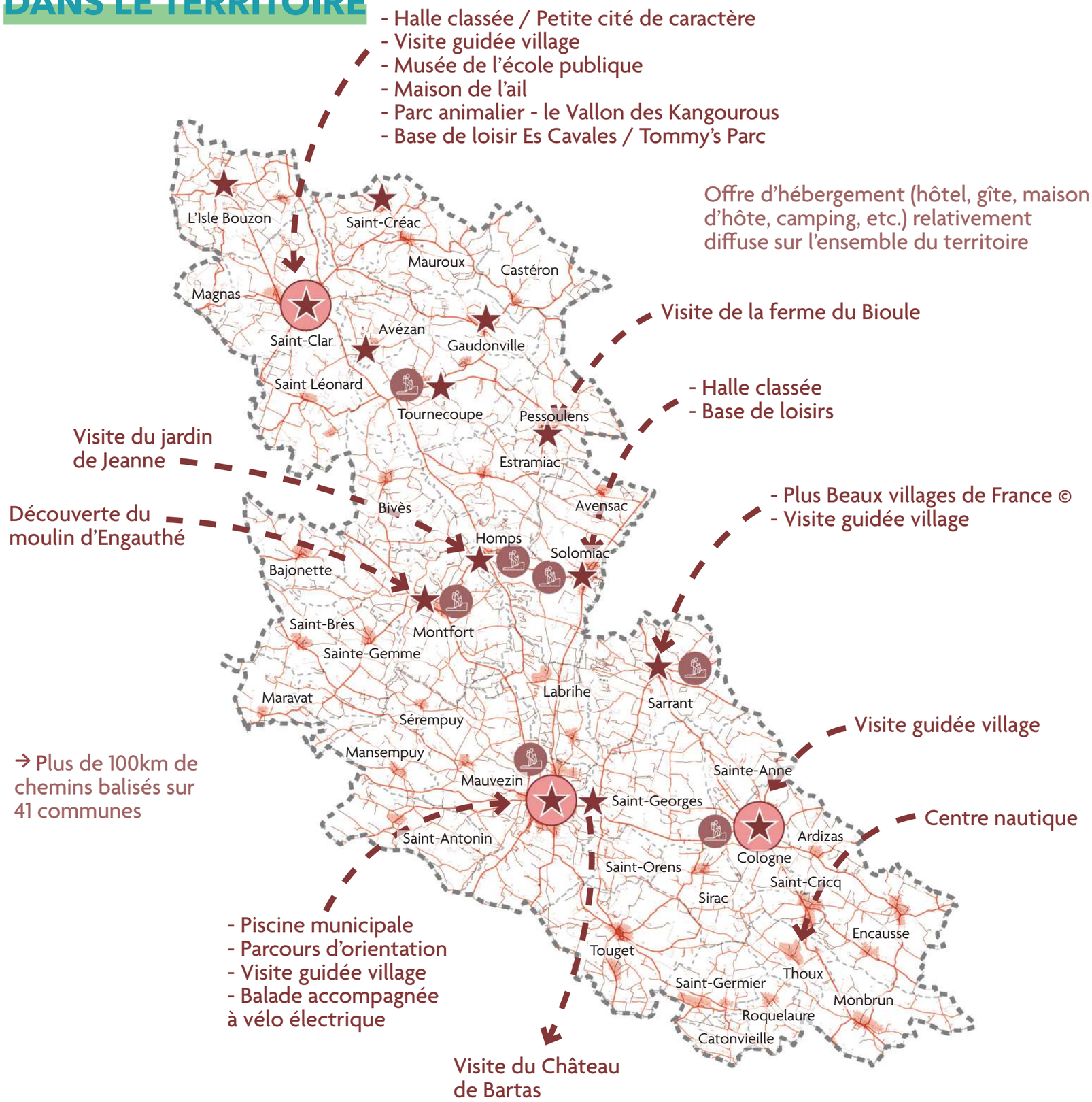
Cet équilibre est essentiel : le territoire reste vécu par ses habitants, pour ses habitants. Chaque structure pensée pour l'accueil touristique doit en amont être pensée comme participant à une vie et une activité locale avant tout. La profitabilité doit se vivre dans les deux sens, et les nuisances possibles doivent être mises en balance des apports. Il s'agit ici de trouver un modèle responsable de tourisme territorialisé.

ENJEU REFORMULE

12. Comment accompagner un tourisme raisonné et responsable sur le territoire ?

ENJEU #12 COMMENT ACCOMPAGNER UN TOURISME RAISONNÉ ET RESPONSABLE SUR LE TERRITOIRE ?

DANS LE TERRITOIRE



ATOUTS / VIGILANCES

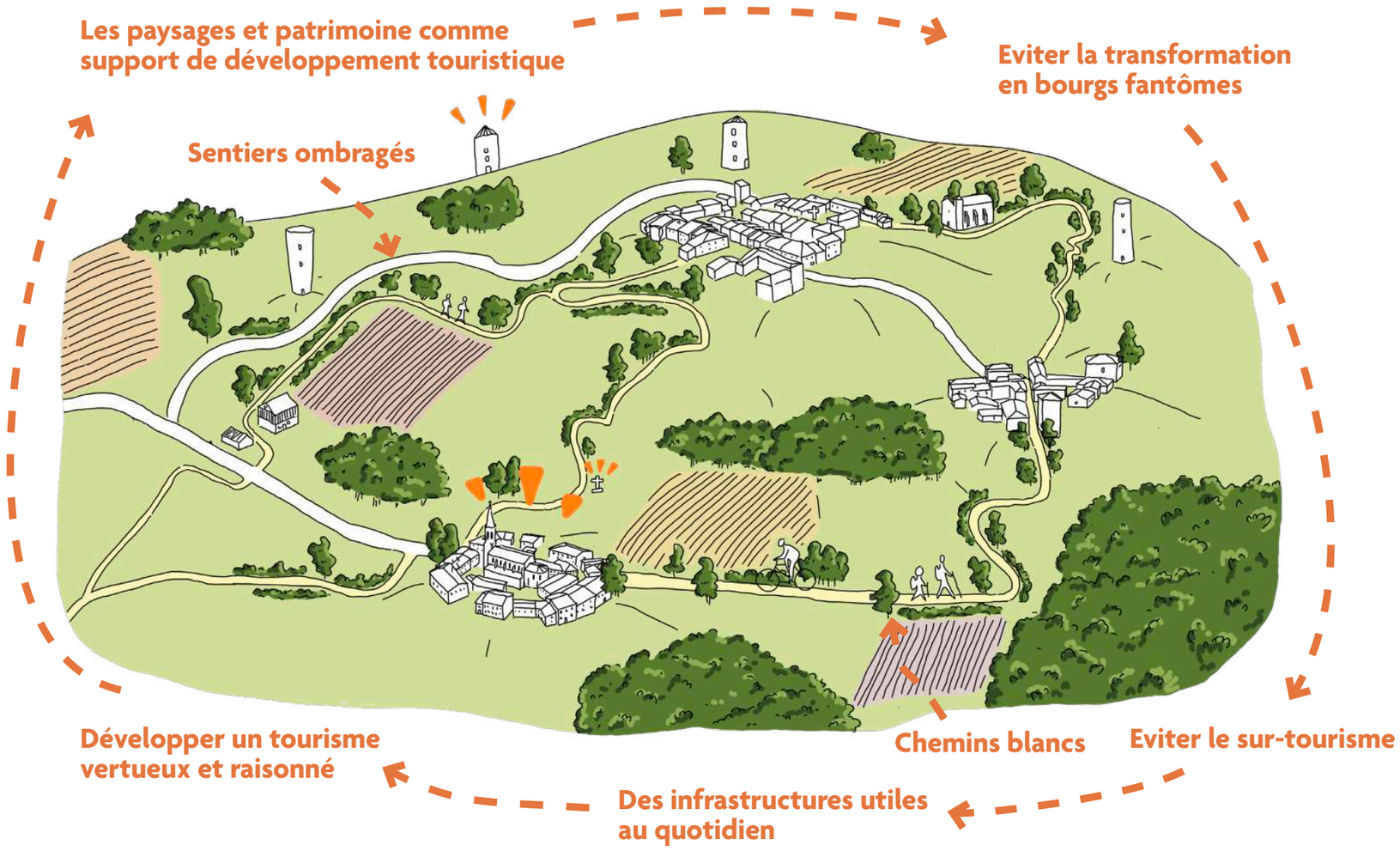
- Des activités mises en avant par l'office du tourisme diversifiées et réparties sur le territoire
- Une offre d'hébergement (hôtel, gîte, maison d'hôte, camping, etc.) relativement diffuse sur l'ensemble du territoire
- Un tourisme plutôt orienté nature (randonnée, ...) et patrimoine (villages et bâtis classés, visites guidées en période estivale,...) > A maintenir ou développer ? Quelle attractivité souhaitée ? Est-elle égale sur l'ensemble du territoire ?
- Quelle attractivité du territoire avec l'augmentation des risques sécheresse et canicule ? Quelles adaptations à prévoir ?

LÉGENDE

- Réseau routier
- Sentiers
- Chemins blancs enpierrés
- Office du tourisme
- Point d'intérêt mis en avant par l'office tourisme di Gers (en Bastide de Lomagne)
- Départ de boucle de randonnée relayée par l'office du tourisme du Gers

ENJEU #12 COMMENT ACCOMPAGNER UN TOURISME RAISONNÉ ET RESPONSABLE SUR LE TERRITOIRE ?

SCHÉMA D'ILLUSTRATION



Une recherche d'un développement d'offres plurielles, en cohérence avec les modes de vie et les activités en place, doivent oeuvrer pour le futur d'un tourisme vertueux. Etant une des prérogatives de la Communauté de Communes, les propositions pourront être encadrées et agir en faveur de la préservation des paysages et du patrimoine, clefs de voûte de l'attractivité territoriale.

Cela pourra s'appuyer notamment sur la mise en avant de randonnées, sentiers vélo, agrotourisme, etc. Pour se faire, la valorisation des petits sentiers, chemins blancs, et structures végétales bordant les routes sont essentielles aux bonnes conditions de découverte du territoire.

La Communauté de Commune doit cependant veiller à ce que le 'tourisme apaisé' reste cantonné à des flux et activités en accord avec la tranquillité du territoire.

ENJEU #12 COMMENT ACCOMPAGNER UN TOURISME RAISONNÉ ET RESPONSABLE SUR LE TERRITOIRE ?

RÉFÉRENCES DE PROJET

VALORISER UN TERRITOIRE PAR L'ITINÉRANCE

Le Chemin de Stevenson
Cet itinéraire illustre un tourisme itinérant qui valorise les ressources existantes sans nécessiter de grands équipements Développé autour du récit du voyage de Robert Louis Stevenson, il met en réseau paysages, patrimoines, hébergements et acteurs locaux.



GR70, Sur le chemin de Robert Louis Stevenson

METTRE EN RÉSEAU LE PATRIMOINE

Le Petites Cités de Caractère
L'association accompagne les communes dans la valorisation de leur patrimoine bâti, paysager et culturel. Cette démarche montre comment renforcer l'attractivité d'un territoire grâce à la mise en réseau, à la médiation et à une identité commune, sans créer de nouveaux équipements touristiques majeurs.



Petites Cités de Caractère Grand Est

FINANCER UNE STRATÉGIE TERRITORIALE

Pôle de pleine nature de l'Aubrac
Le programme Pôle de pleine nature permet au territoire de bénéficier de financements pour l'animation du Pôle, et l'Aubrac en fait partie depuis 2016. Ce programme vise à développer les activités de pleine nature (VTT, trail, randonnée pédestre, cyclotourisme…) sur l'ensemble du territoire, tout au long de l'année.


GR, Paus du tour des Monts d'Aubrac

SYNTHÈSE DES ENJEUX

SYNTHÈSE PT1
UN TERRITOIRE AGRICOLE

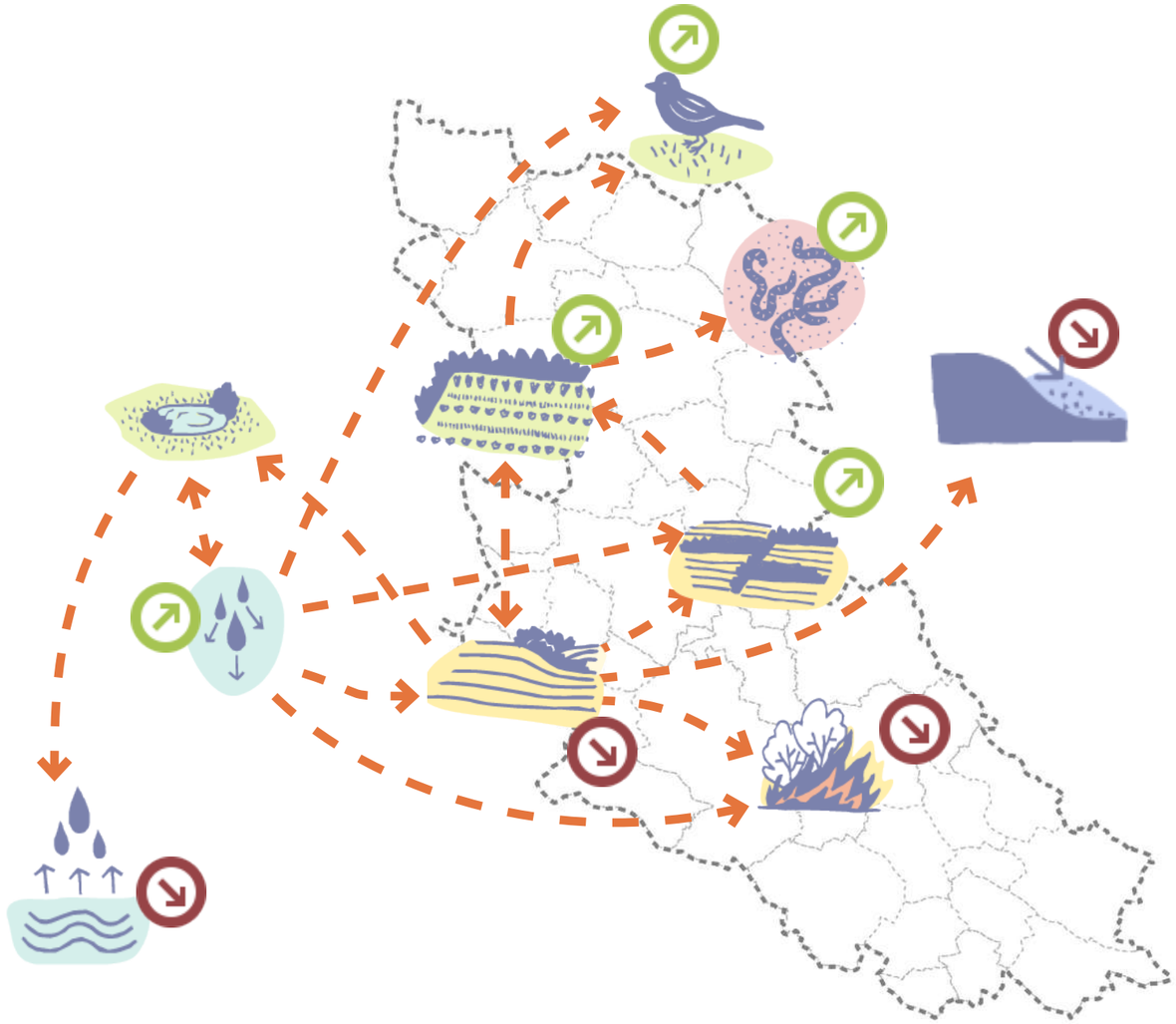
Etant historiquement et profondément un territoire agricole, la Communauté de Communes des Bastides de Lomagne doit trouver un équilibre entre l'utilisation de ses sols, ses surfaces, ses ressources, la préservation désirée de ses paysages et la préservation nécessaire de ses écosystèmes.

Les intérêts et envies croisés, signes de richesse culturelle et de diversité, peuvent rapidement se confronter et devenir sources de tensions. Ici, de nombreuses divergences gravitent autour d'un modèle agricole d'envergure et de ses implications. Bien que le territoire ait subi des transformations bénéfiques, par une prise de conscience généralisée des enjeux à long terme sur les besoins d'adaptation, d'autres pistes d'amélioration et de résilience peuvent être discutées et expérimentées.

L'agriculture demeure une constituante essentielle, et un vecteur économique d'importance, qui doit être accompagnée par la Communauté de Communes dans son évolution vertueuse. Les enjeux sont de taille, et soulèvent les imbrications de soutenabilité agricole / productive, paysagères / environnementales et climatiques en tant qu'actions positives / favorables à l'ensemble des acteurs et habitants. Il sera principalement sujet de préservation, et renaturation de strates végétales diversifiées, de préservation des ressources en eau, de l'augmentation de la qualité générale de celles-ci, et de pratiques ouvertes vers une adaptation, un accord avec les différents modes d'habiter.

Les effets attendus à long terme seront d'ordre écologiques (quantité et qualité des eaux, support des écosystèmes, qualité et érosion des sols), paysagers (dynamisation de l'aspect bocager, préservation des crêtes, valorisation des zones humides) mais également de qualité de vie globale (diminution des facteurs de risques naturels, environnement sain, produits de qualité)

Cependant, la Communauté de Communes ne dispose que de peu de leviers, au niveau de son PLUi, pour encadrer véritablement cette transition nécessaire. Le volontariat reste le point de départ d'adaptation généralisée, et se confronte rapidement à ses limites. Des actions territoriales tournées vers l'incitation des modes de faire, en lien avec les nombreux acteurs trans-sectoriels, permettront d'impulser une dynamique constructive.



SYNTHÈSE PT2
UN TERRITOIRE PROFITABLE

La notion de profitabilité débute par la possibilité de chacune et chacun à vivre le territoire en fonction de ses besoins, mais aussi de ses envies. Le paysage, perçu comme bien commun, doit toujours être considéré selon les intérêts de l'ensemble des habitants. Chaque projet, notamment d'intérêt privé, venant porter atteinte au bénéfice public des paysages, est à aborder avec la plus grande vigilance.

Toutefois, le territoire ne doit pas verser dans l'immobilisme. La préservation du bien commun doit être mesurée, et demande à éviter l'état de surprotection, où chaque acteur, chaque habitant se trouverait confronté à une successions de contraintes exagérées, pouvant être déconnectées des réalités de terrain.

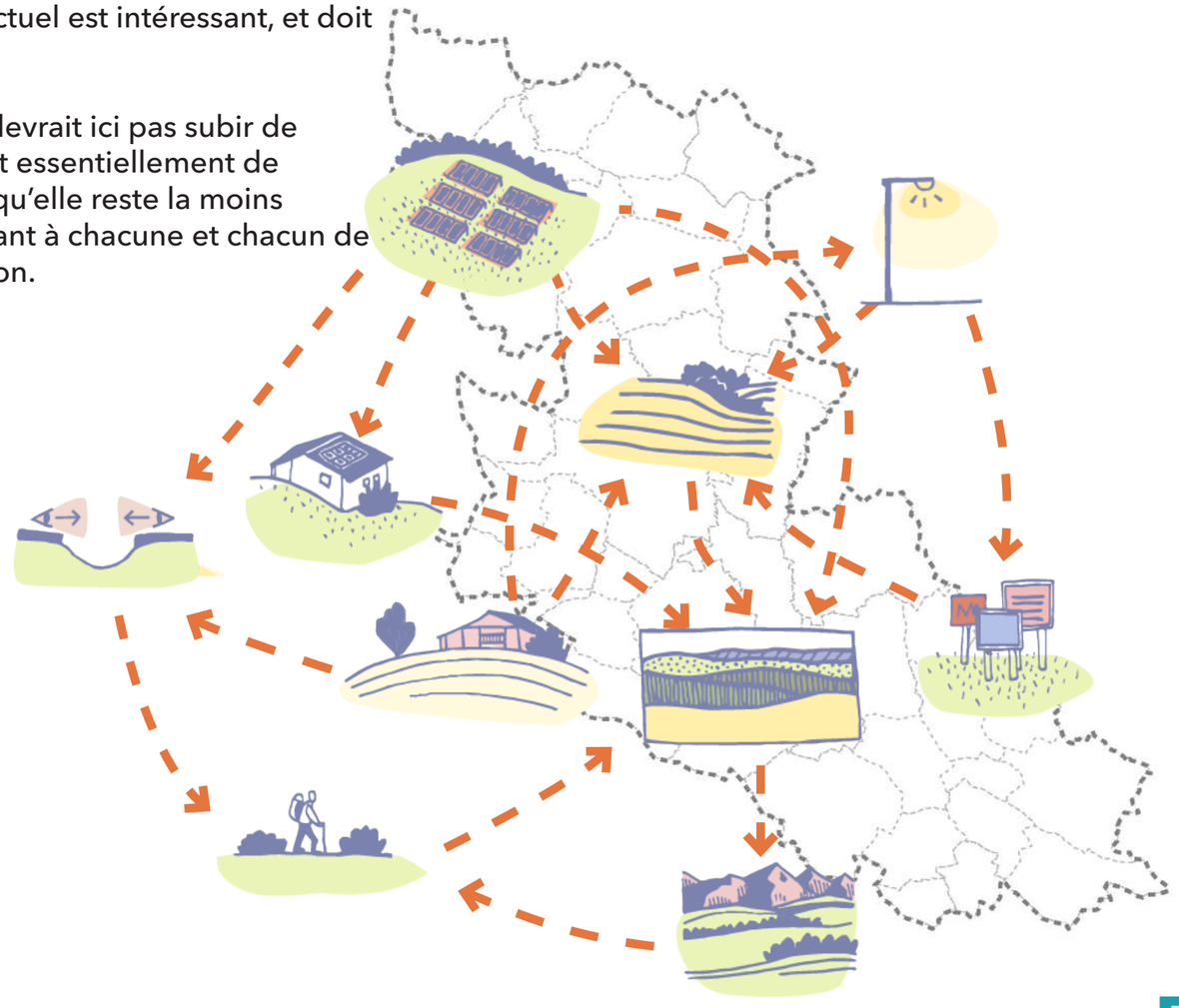
Il sera donc nécessaire d'agir et de protéger selon un axe de priorité, avec d'un côté des ouvertures de développement territorial, et de l'autre une préservation prioritaire des paysages connus.

L'appréciation des paysages est intimement mêlée aux conditions qui en permettent la lecture. Dans les Bastides de Lomagne, les points hauts se trouvent naturellement privilégiés. Les situations de vues qu'ils dégagent sont largement reconnues, et appréciées par toutes et tous. Cependant, l'attrait qui est à l'origine même de leur estime, les rend particulièrement sensible à de possibles dégradations. La recherche d'appropriation, d'aménagement ou de privatisation peut menacer l'accès public, et l'appréciation commune des paysages.

Parmi les éléments critiques pouvant porter atteinte aux points de vue les plus appréciés, les infrastructures de grande taille, et notamment les champs solaires, cristallisent de vives débats au sein du territoire. Il est toutefois admis que ces grands projets réunissent difficilement les conditions adéquates pour acquérir l'assentiment des habitants. Leur image est notamment ternie par un défaut de bénéfices territoriaux liés à l'énergie ainsi produite. La valorisation de l'énergie solaire pourra trouver un chemin plus favorable par la production commune à visée d'autoconsommation. Les infrastructures liées doivent toutefois être étudiées dans leur possibilité d'ancrage paysager, pouvant être rapidement compromises par le nature réfléchissante des panneaux photovoltaïque.

S'il peut être noté une certaine sobriété générale des aménagements, et des caractères liés (lumière, publicité, éléments routiers...), dénotant un territoire apaisé, leur absence peut être mise à l'épreuve d'opérations de développement. L'équilibre actuel est intéressant, et doit être inscrit pour préservation.

A long terme, le territoire ne devrait ici pas subir de modification profonde. Il s'agit essentiellement de maîtriser son évolution, pour qu'elle reste la moins impactante possible, permettant à chacune et chacun de continuer à profiter de la région.



SYNTHÈSE PT3
UN TERRITOIRE VÉCU

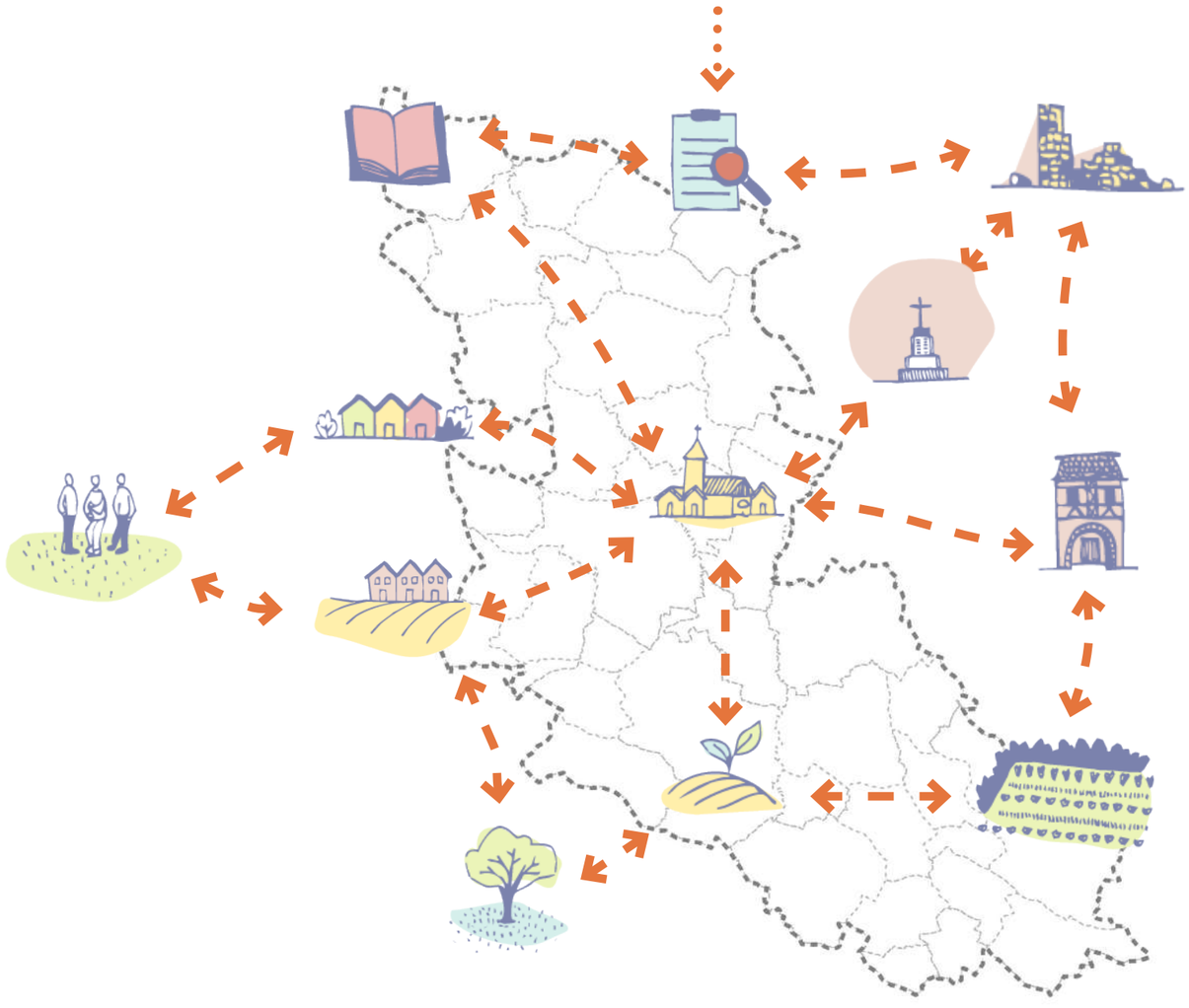
Les échanges menés avec les élus et les habitants révèlent un territoire profondément habité, où les paysages, les villages et le patrimoine restent au cœur des pratiques quotidiennes. Derrière la diversité des situations, une même ambition se dessine. Préserver la qualité de vie tout en accompagnant les transformations nécessaires.

Les préoccupations exprimées dépassent largement la seule conservation du patrimoine. Elles interrogent la manière d'habiter demain les Bastides de Lomagne. La revitalisation des centres-bourgs, l'accueil de nouveaux habitants, l'adaptation au changement climatique, la préservation des ressources en eau, la place de l'arbre, les relations entre habitat et agriculture, ou encore l'intégration des énergies renouvelables apparaissent comme des sujets étroitement liés.

Le territoire est perçu comme un équilibre fragile entre attractivité résidentielle, production agricole et qualité paysagère. Les habitants souhaitent préserver les paysages ouverts, les silhouettes villageoises, les vues depuis les crêtes et les patrimoines bâtis qui fondent l'identité de la Lomagne, tout en répondant aux besoins contemporains de logement, de mobilité et de transition écologique.

Cette parole collective met également en évidence une volonté de mieux connaître le patrimoine avant d'agir. L'inventaire des édifices, des ruines, des arbres, des paysages ou des ressources naturelles est considéré comme une étape préalable à toute stratégie d'aménagement. Cette connaissance doit permettre de hiérarchiser les interventions, de préserver ce qui fait la singularité du territoire et d'orienter les projets vers les lieux les plus adaptés.

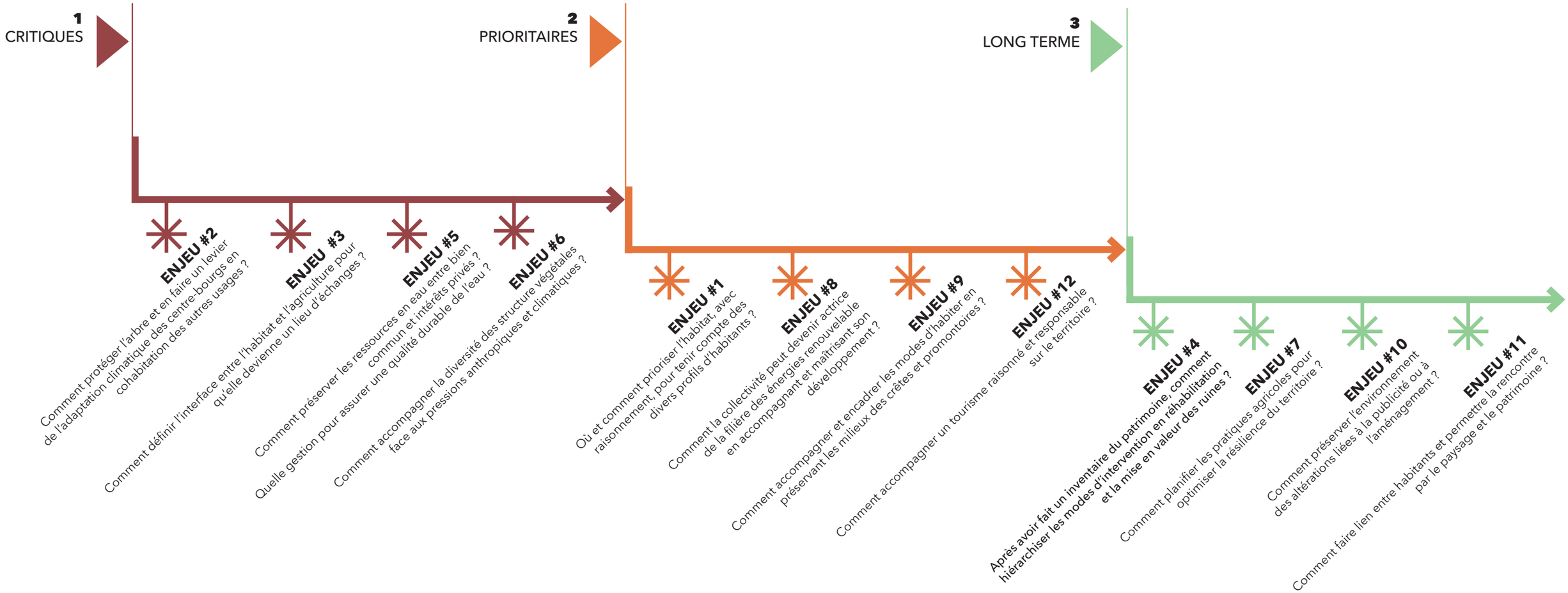
Le territoire vécu dessine ainsi une vision commune où patrimoine, paysage, habitat, agriculture et ressources naturelles ne sont plus abordés séparément, mais comme les composantes d'un même système territorial. Les enjeux formulés lors de la concertation traduisent cette approche transversale et constituent le socle de la stratégie à construire collectivement pour les Bastides de Lomagne.



SYNTHÈSE PT4
AXE DE PRIORITÉS

Il est ici proposé un axe de priorité, visant à définir l'importance des implications de chaque enjeu sur le territoire.
Il est mesuré en trois gradients :
- Critiques : les enjeux demandant une action urgente, perçus comme critiques
- Prioritaires : les enjeux d'importance, pouvant être traités dans un second temps ;
- Long terme : vision du territoire dans le lointain

Les enjeux ne sont pas classés entre eux au sein de chaque gradient.



CONCLUSION

CONCLUSION

Les paysages et patrimoines, dans leurs diversités, sont aujourd'hui appréciés pour ce qu'ils dégagent et représentent. L'attachement qu'ils suscitent **peut inciter à ne pas agir**, voir laisser faire, en espérant qu'ils demeurent tels que. Cependant, l'état actuel est un cliché éphémère d'un **territoire en transition constante**. Que ce soit sous **action anthropique ou effet du changement climatique**, les mutations, quoique lentes dans notre appréciation quotidienne, sont manifestes.

Pour continuer à profiter aujourd'hui, et **transmettre demain cet héritage**, il est nécessaire de prendre en compte :

- L**es différents modes d'habiter et d'activité**, notamment agricoles, qui ne s'accordent pas toujours. Des points de rencontres spacialisés et culturels sont à trouver et co-construire.

- **Un environnement sain** pour le futur désirable du territoire. La protection et valorisation des écosystèmes, notamment par une reconsidération des mailles végétales et aquatiques de la Communauté de Communes, est un support nécessaire pour vivre un territoire en bonne santé ;

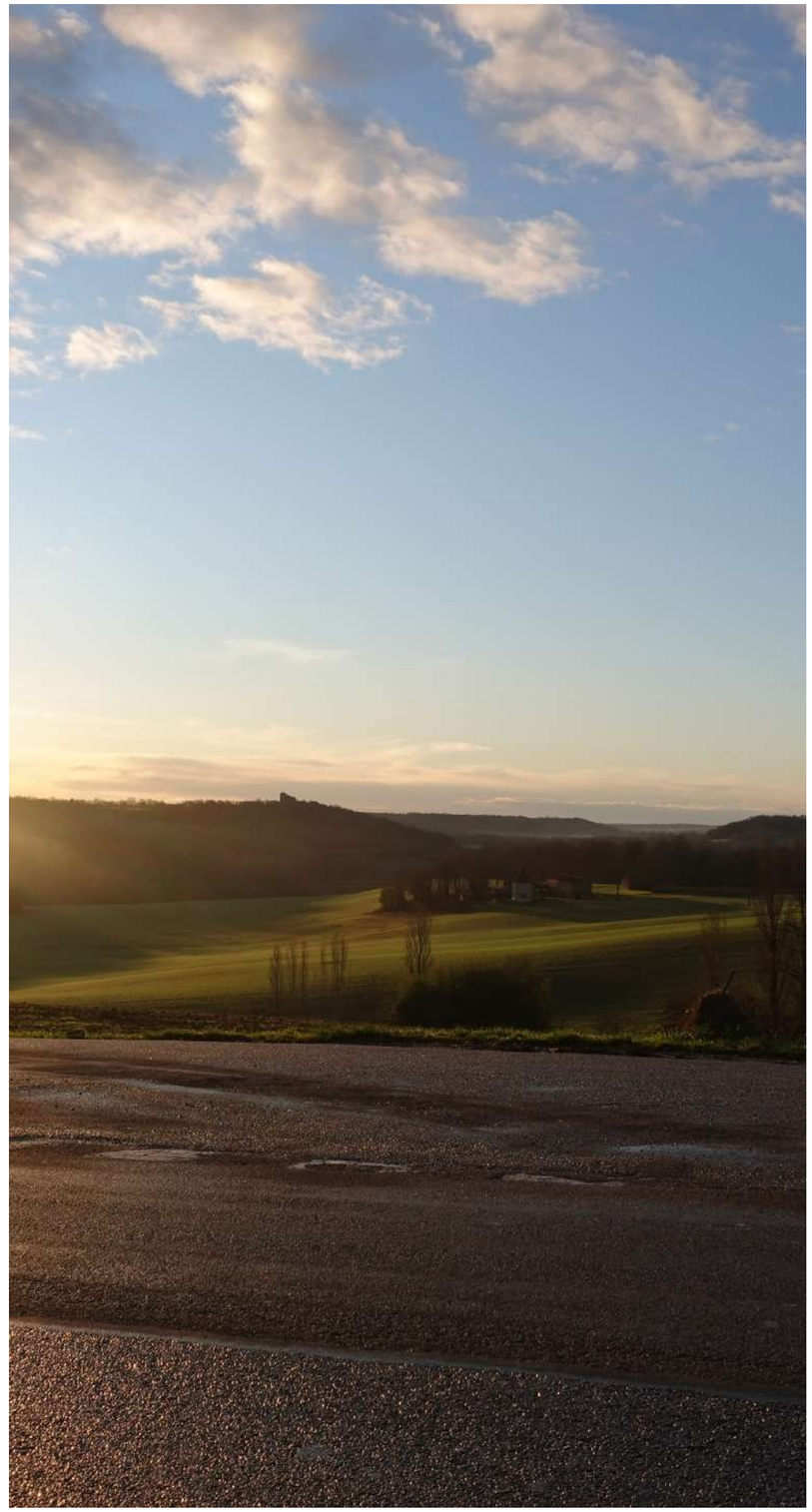
- **La pression grandissante du changement climatique** demande à considérer avec vigilance toute action visant à modifier ou altérer les environnements existants. L'augmentation de nombre de crues et de leurs importances, des vents violents, des risques de feux de culture, des périodes de sécheresse, sont autant de défis climatiques que le territoire doit prendre en compte dans l'établissement de son futur PLUi.

Les problématiques et enjeux exprimés ici doivent également être **mis en perspective de manière élargie**, en considérant et étudiant les possibles effets collatéraux et effets rebonds que chaque nouvelle dynamique va produire. Pour se faire, **la Communauté de Communes peut s'appuyer sur un territoire convivial, dynamique,** dans lequel la parole reste vecteur d'échanges constructifs.

Cette phase a montré que les Paysages et le Patrimoine peuvent être sources d'échanges, de rencontres et de dialogues riches, tournés vers une envie commune de faire territoire.

La Communauté de Communes des Bastides de Lomagne est le lieu de vie de ses habitantes et habitants. Chacune et chacun doit pouvoir en profiter, en vivre et y vivre décemment.

Les mesures présentées dans le livret 3 visent à établir, toujours sur une base de recueil collectif, le ou les futurs réjouissants du territoire.



CONCLUSION

12
Comment accompagner un tourisme raisonné et responsable sur le territoire ?

8
Comment la collectivité peut devenir actrice de la filière des énergies renouvelable en accompagnant et maîtrisant son développement ?

3
Comment définir l'interface entre l'habitat et l'agriculture pour qu'elle devienne un lieu d'échanges ?

4
Après avoir fait un inventaire du patrimoine, comment hiérarchiser les modes d'intervention en réhabilitation et la mise en valeur des ruines ?

11
Comment faire lien entre habitants et permettre la rencontre par le paysage et le patrimoine ?



9
Comment accompagner et encadrer les modes d'habiter en préservant les milieux des crêtes et promontoires ?

6
Comment accompagner la diversité des structure végétales face aux pressions anthropiques et climatiques ?

1
Où et comment prioriser l'habitat, avec raisonnement, pour tenir compte des divers profils d'habitants ?

10
Comment préserver l'environnement des altérations liées à la publicité ou à l'aménagement ?

2
Comment protéger l'arbre et en faire un levier de l'adaptation climatique des centre-bourgs en cohabitation des autres usages ?

5
Comment préserver les ressources en eau entre bien commun et intérêts privés ? Quelle gestion pour assurer une qualité durable de l'eau ?

7
Comment planifier les pratiques agricoles pour optimiser la résilience du territoire ?

ANNEXES : FICHES ATELIERS

FOCUS ATELIERS DES CONTROVERSES


Introduction à l'atelier des controverses - Touget

Controverse #01
« De l'habitat en centre-bourg patrimonial peu adapté... À une habitation contemporain hors du centre »

discutée à l'atelier de Tournecoupe

Réactions, commentaires, exemples :

- Les habitats de centre-bourg ne sont ni lumineux, ni aérés, pas très commodes
- L'adaptation de l'habitat en centre-bourg : la maison sur arcades ne peut pas être rénovée par l'extérieur. Les habitats existants sont exigus. Les jardins sont rares, il manque des espaces extérieurs. Il faut accompagner l'habitat de services et commerces en centre-bourg, et à plus grande échelle (mobilité...).
- En centre-bourg : contrainte des ABF (retombées sur les assurances, contraintes réglementaires...)
- À Monfort, il est indispensable de restaurer le centre-ville qui est en train de se mourir. C'est dramatique.
- Des maisons vides sont en arrêté de péril : la mairie prend en charge les travaux si le propriétaire ne fait rien. Un inventaire de l'habitat abandonné serait nécessaire, puis des outils type «taxe des logements vacants».
- Beaucoup de personnes isolées dans les campagnes reviennent acheter en centre-bourg en vieillissant.
- Les propriétaires sont partis dans les villages. Et il y a des indivisions qui compliquent les régimes de propriétés
- Le coût de l'immobilier est problématique : c'est moins cher de faire du neuf que de transformer l'existant.
- Notion de «valeur» plus que de «coût» : quelle est la valeur d'un terrain agricole ? La valorisation c'est donner de la valeur.
- À Mauvezin, on ne peut «plus rien faire sur les terrains agricoles», c'est le PLU qui empêche toute modification.
- Les lotissements dans les espaces agricoles sont terribles. La cohabitation entre agriculture et logement pose question, notamment par la proximité avec l'épendage.
- Travailler une «charte»
- Des accompagnements : «Rénov Gers», «ADIL», «Rénov Occitanie». Les «Toits de Gascogne» ont rénové logement à Saint-Clar.

→ Comment prioriser et accompagner la rénovation et la valorisation des centre-bourgs, tout en permettant un développement raisonné de l'habitat environnant ?


Échanges lors d'un atelier des controverses

Controverse #02
« De l'adaptation climatique des centre-bourgs... À la réalité opérationnelle »

discutée à l'atelier de Tournecoupe

Réactions, commentaires, exemples :

- Végétaliser est souhaitable mais attention à différencier le plaisir et l'esthétique, qui n'est pas forcément synonyme de rafraichissement, et la plantation d'arbres en pleine terre qui contribue au rafraichissement.
- Il faut distinguer deux situations : village en cuvette ou village en point haut.
- Il faut entretenir les bois et replanter après les tempêtes : ça devrait être obligatoire !
- D'autres système de végétalisation existent : des pergolas avec des plantes grimpantes...
- Les centre-bourgs ne sont plus attractifs quand il fait chaud.
- On remarque différentes politiques de plantations et de coupes.
- À Sarrant, tout est végétalisé, en un an. Il n'y a pas eu d'opposition, il y a quelques problèmes d'infiltrations. On oppose souvent la voiture à la végétation, mais avec de la pédagogie cette opposition disparait.
- Festival «Sème qui peut» est un bon exemple.
- Sur la CCBL : deux «villages fleuris».
- À Avezan, le sujet économique pour financer la végétalisation est une question.
- À Monfort, on pourrait s'occuper en premier lieu du chemin de ronde ? Et diminuer la dimension des voiries ?

→ Comment protéger et bien entretenir le patrimoine arboré existant, et le développer pour permettre le rafraichissement des centre-bourgs ?

TRIBUNAL CONTROVERSE #01

<< OÙ ET COMMENT PRIORISER L'HABITAT SUR LE TERRITOIRE ? >>

Parti pris #A
L'enjeu est de soutenir et d'accompagner le développement d'habitat raisonné en extension, en accord avec l'objectif ZAN. Peuvent être explorés : le portage d'opération par le public, la règlementation, les subventions...

- Pour un développement raisonné, il faut en priorité identifier les dents creuses pour développer des opérations d'habitat.
- Le développement de logements neufs et individuels permet d'attirer certains profils d'habitants à la recherche d'un extérieur, d'une possibilité de piscine... On parle ici de familles ou jeunes ménages.
- Développer l'habitat raisonné hors du centre permet d'échapper à la complexité des terrains de centre-bourg.
- Ce développement est possible si les villages sont équipés de services de proximités où attirer les nouveaux arrivants.

Parti pris #B
L'enjeu est de développer et de soutenir la réhabilitation des patrimoines en centre-bourgs. Peuvent être explorés: l'ingénierie et le conseil au privé, les subventions, le portage d'opérations par le public...

- Concentrer l'action sur le centre-bourg permet d'éviter de consommer des fonciers extérieurs.
- C'est aussi une manière de maitriser son bilan écologique en utilisant et en valorisant l'existant.
- Proposer de nouveaux logements en centre-bourg permet d'avoir un bourg vivant, car les services et équipements sont utilisés (écoles, commerces...).
- Un centre-bourg vivant est aussi attractif pour les touristes.
- La valorisation des centre-bourgs permet une conservation des modes de construction ancestraux.
- Le frein de la complexité de la rénovation thermique est soulevé. Il est donc nécessaire d'accompagner les processus de projet.
- La collectivité peut inciter les propriétaires à vendre pour éviter de conserver des ruines en centre-bourg sur des sites stratégiques.

→ Le jury retient que le sujet constitue une vraie controverse que nous pourrions résumer par «ville vs. campagne».

→ Le jury soulève l'intérêt de «densifier et revivifier» les centre-bourgs. Les contraintes de rénovation et de mise aux normes contemporaines des habitats anciens et dégradés sont néanmoins nombreuses, pour que les rénovations soient effectives.

→ Le jury retient des échanges la nécessité d'une offre complémentaire pour attirer des familles avec un offre en plus du logement : un jardin, une piscine, un garage... L'encadrement de l'habitat, par le PUI, peut se faire selon les profils habitants ciblés.

→ Le jury retient également le besoin de réfléchir sur l'offre globale des centre-bourgs pour ses habitants : parking, espaces végétalisés. Les centre-bourgs doivent être attractifs et agréables à vivre pour éviter toute artificialisation des sols supplémentaire.

Échanges avec l'assemblée

- Nous sommes dans une opposition des deux argumentaires, qui peuvent être optés en fonction des publics cibles. Les jeunes ménages avec enfants et voitures, les personnes âgées avec une accessibilité des services en centre-ville ?
- Le PLUi va arbitrer toutes les demandes en prenant en compte les zones naturelles. Et si des zones sont ouvertes à la construction, se posera la question du type de construction désirable.
- Il est nécessaire de penser à des infrastructures pour accéder aux centre-bourgs par des mobilités douces pour sortir de la logique du «tout voiture» même pour les habitations hors du centre.
- On oublie souvent le coût des réseaux liés au mitage. Le Gers est un patrimoine avec beaucoup d'habitat diffus donc où les réseaux sont onéreux.
- Il faut rappeler que la construction est possible si les réseaux sont à moins de 30m.
- Le sujet entre aussi en résonnance avec le SCOT et la loi Climat et Résilience (Zéro Artificialisation Nette). L'existant va reprendre de la valeur car on ne pourra plus construire en extension.
- La limitation de la consommation du foncier et la concentration sur les centre-bourgs sont des choix politiques et maintenant règlementaires.
- La question subsiste : comment adapter le patrimoine au confort thermique et aux modes d'habiter actuels ? Il est nécessaire de conserver l'aspect extérieur des patrimoines anciens.
- Est-ce que les centre-bourgs peuvent recevoir plus de voiture? Aujourd'hui le stationnement est une problématique sans solution.

TRIBUNAL CONTROVERSE #02

<< COMMENT FAIRE DE L'ARBRE UN LEVIER DE L'ADAPTATION CLIMATIQUE DES CENTRE BOURGS ? >>

Parti pris #A
L'enjeu est de protéger et entretenir le patrimoine arboré existant sans développement complémentaire. Les usages des centre-bourgs peuvent être conservés dans leur équilibre actuels (voirie, espace public...).

- Il est nécessaire de garder la végétation actuelle sans modification des accès aux commerces, et sans modification des parkings. Cela permet de faciliter l'accès au centre-bourg et le déplacement de la population vieillissante qui y habite.
- Il est nécessaire de mener une politique de replantation après tempêtes, avec une réflexion sur des essences qui résistent aux changements climatiques.

Parti pris #B
L'enjeu est de développer des espaces principalement arborés, donc désimperméabilisés en centre-bourg. De nouvelles fonctions des espaces publics sont à imaginer, davantage piétonnier.

- La réflexion sur les essences adaptées doit être faite en préalable, pour qu'elles perdurent.
- La population vieillissante est récalcitrante au changement d'habitudes mais elle souffre du changement climatique, il faut donc faire de la pédagogie.
- Les arbres permettent d'allier esthétique et service rendu. Ils sont des ombrières naturelles à condition de bien gérer leur entretien et taille. Il est nécessaire de travailler avec des spécialistes des arbres pour éviter les automatismes sur la plantation (essence, quantité)... Des alternatives à l'arbre existent aussi (vigne vierge, glycine...).
- « A la fraicheur de l'arbre répondait le bruit de l'eau » quid des fontaines ? C'est aussi une attraction touristique.
- Penser à de nouveaux revêtements plus clairs pour les voiries.
- Créer du lien entre espaces privés et publics : trouver des solutions pour que la végétation remplace les voitures devant les maisons. Les habitants qui ont des essences dans leurs jardins peuvent aussi avoir des conseils.

→ Le jury relève qu'un consensus peut être trouvé entre les argumentaires. Il est possible, souhaitable, voire nécessaire, de tout prendre en compte. Les usages des espaces, les besoins d'ilot de fraicheur pour le changement climatique. Et ce n'est pas incompatible ! On a longtemps opposé les parkings et les arbres. Sauf qu'en étudiant correctement les choses, il est possible de tout concilier.

→ Le jury retient l'importance du choix des essences pour le renouvellement et l'entretien des espaces, en lien avec le changement climatique.

→ Le jury note que l'élaboration d'un projet de végétalisation d'un espace doit allier ingénierie (connaissance technique, fonctionnement de l'espace et usages) et habitants, pour valider et être rassurés ! Une réflexion doit être portée à l'entretien, notamment dans la mobilisation à long terme qu'il demande.

→ Le jury note plusieurs partenaires : Arbres et Paysages 32, le CAUE, l'ONF.

Échanges avec l'assemblée

- Ce sont des sujets de participation des habitants, pour des échanges, toujours éclairés de conseils professionnels. Les conseils et accompagnements sont à prévoir dans les budgets.
- Ne pas oublier les problématiques des racines et de ce qu'elles soulèvent.
- Il faut rappeler la responsabilité de chacun : un arbre ça ne se plante pas pour une génération
- Quid de l'entretien ? Les municipalités n'ont pas les moyens nécessaires. Pour le moment c'est le conseil municipal qui se colle aux corvées d'élagage. « Des gens nous ont dit, oh des corvées ! Pourquoi vous faites des corvées ? ». C'est la notion de corvée au sens ancien « le travail de groupe ». A Tournecoupe, le verger municipal pousse tout seul, il y a juste à tondre sous les arbres. « Les arbres ça demande moins de boulot que les fleurs »
- Il n'est pas facile de changer certaines habitudes sur le rapport à la voiture. Beaucoup de bourgs ou de centres de village sont sans arbres : alignement de bâtis, sans trottoirs. Les arbres sont souvent les jardins privés. Pour les collectivités, il serait intéressant de questionner la relation plantations boisées et système de chauffage ?
- La végétation peut modifier la perception des bâtis patrimoniaux des bourgs centre. Réflexion lorsqu'on réutilise des dents creuses etc… pour apporter de la végétation sans modifier la structure des bourgs.
- À Saint-Clar la place du foirail est réaménagée avec une attention aux usages : cette place n'a rien perdu, elle a tout gagné ! Large cheminement piéton, places de parking maintenu, végétalisation réalisée... Travailler avec des professionnels c'est avant tout regarder les usages, ne rien perdre et apporter de la qualité par la végétation et la fraicheur.

FOCUS ATELIERS DES CONTROVERSES



Échanges lors d'un atelier des controverses

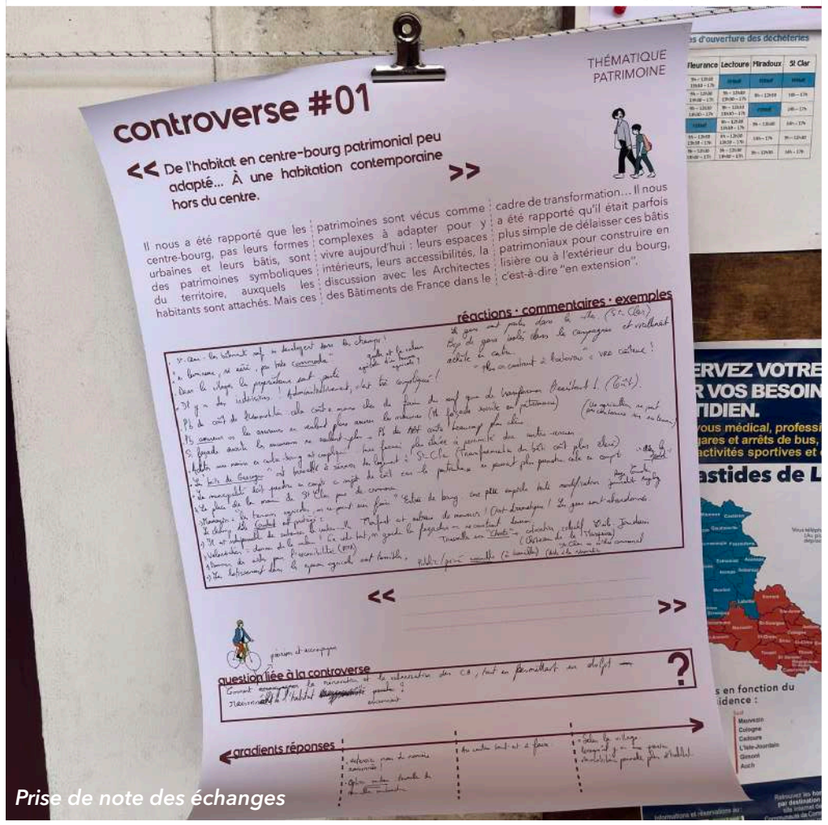
Controverse #03
« Du travail des champs... À l'habitat au coeur des champs. »

discutée à l'atelier de Touget

Réactions, commentaires, exemples :

- Historiquement, les petites fermes avaient des habitations. Et ensuite il y a eu des changements d'usages.
- Il y a des conflits entre résidents, néo-ruraux, et agriculteurs. Par exemple sur les jours travaillés en agriculture VS les jours chômés et de loisirs dans le résidentiel.
- Pour les nouveaux arrivants, la pédagogie et la communication est souhaitable. La collectivité peut participer à plus de dialogue entre les personnes.
- L'agriculture est à préserver en priorité, y compris l'habitat des agriculteurs.
- Lien au PAT : ce n'est pas les modèles intensifs qui permettent de répondre au PAT.
- Les lotissements au milieu des champs sont à proscrire. Les lotissements sont à repenser pour des modèles plus intelligents dans leurs compositions.
- La question de la gestion de l'interstice n'est pas un réponse suffisante.
- Exemple à Roquelaure-Saint-Aubin où la réflexion autour d'un terrain dans le bourg : de nouvelles cultures pour plus de relation entre agriculture et habitat, plus de relations directes entre production et consommation, moins de nuisances entre les usages...
- Les pistes de réflexion pour les collectivités : protection du domaine agricole + adaptation des habitats agricoles plus utilisés + gestion de la cohabitation par la réflexion sur les modèles agricoles + mener une pédagogie et organiser la communication.

→ Quelles actions de la collectivité sur les modèles d'habitats et sur les modèles agricoles pour qu'ils soient conciliables ?



Prise de note des échanges

Controverse #04
« De l'identification du patrimoine... À sa préservation en ruines, ou à sa réhabilitation »

discutée à l'atelier de Touget

Réactions, commentaires, exemples :

- Que faire quand le patrimoine privé n'est pas entretenu ? Des exemples de maisons sur des places de village, du chateau d'Esclignac...
- Des situations aussi dans les patrimoines communaux : le couvent, la chapelle, le pigeonnier à Monfort.
- La temporalité des outils en place ne permet pas d'intervenir au bon moment pour sauver le patrimoine.
- Les petits patrimoines ne sont pas éligibles aux aides de la DRAC.
- Proposer des accompagnements financiers.
- Faire travailler le législateur sur les biens privés inoccupés.
- Plus un patrimoine est rénové, plus il est visité et ce n'est pas forcément souhaitable. Les élus peuvent se positionner sur cet équilibre, également sur le nombre de gîtes et airbnb.
- Proposer de nouvelles programmations dans le patrimoine. Par exemple : des logements dans le couvent de Monfort.
- Les associations locales permettent de changer de regard sur le patrimoine. De même avec des chantiers écoles.
- À Sarrant, la démolition d'une bâtisse en centre-bourg a été faite suite à une mise en péril. Le projet permet l'installation du musée et de deux logements.

→ Quels partenariat pourraient être envisagés entre différents acteurs pour permettre la réhabilitation ? Est-ce que vous seriez intéressés pour être formés sur le montage financier de la réhabilitation du patrimoine ?

TRIBUNAL CONTROVERSE #03

<< COMMENT PERMETTRE LA RENCONTRE OU LA MISE À DISTANCE DE L'HABITAT ET DE L'AGRICULTURE ? >>

Parti pris #A
L'enjeu est de ménager l'existant par les zones d'interstice entre habitat et agriculture. Elles peuvent être plus ou moins publiques, plus ou moins épaisses, plus ou moins cultivées...

- Il faut reserrer le constructible autour du centre-bourg pour éviter l'urbanisation dans le diffus.
- Il faut créer un «anneau» type «chemin de ronde» autour des habitations. Celui-ci est à cultiver ou à planter selon des recommandations précises. C'est une zone tampon de la biodiversité : haires, bosquets... Son épaisseur est de 10m.
- Il est nécessaire de subventionner les plantations pour les particuliers car le coût peut être dissuasif. La nécessité n'est pas la même pour les agriculteurs, qui peuvent planter plus facilement.
- Pour l'habitat diffus et isolé : il s'agit de proposer, pour les futures constructions, une zone tampon autour de celle-ci. Les nouvelles règles du PLUi peuvent le règlementer. Son épaisseur est de 5m.

Parti pris #B
L'enjeu est d'élaborer une stratégie agricole et bâtie. Par exemple par l'identification de terrains proches ou en centre-bourg pour accompagner le renouvellement ou l'implantation d'une agriculture conciliable avec l'habitat (lien production - consommation, nuisances réduites...).

- L'adaptation de la production à l'habitat passe par : limitation des produits phytosanitaires, production en bio, agriculture de proximité.
- Au niveau des bourgs, il faut encourager plus de maraichage pour lier le volet économique, commercial et le volet patrimonial et touristique.
- Le dialogue peut se créer autour d'une charte, de rencontres pour amener à la compréhension mutuelle entre milieu agricole et souhaits des habitants.
- Il est nécessaire d'avoir une action volontariste sur la transformation des usages des anciennes habitations agricoles : changement de destination pour permettre le gîte, lieux d'hébergements, lieux évènementiels...
- Il est nécessaire de favoriser la plantation ou la replantation de haies, d'arbres pour lutter contre le réchauffement climatique. Ce sont des éléments qui peuvent rétablir un dialogue entre milieu agricole et habitation.

→ Le jury retient l'intérêt sur la question de l'interface entre centres urbains et pratiques agricoles. Le dialogue est nécessaire pour la définition de l'interface, afin de ne pas la sanctuariser mais d'en faire un lieu d'échanges. De nombreuses propositions sont formulées : maraichage, autre programmations agricoles sans nuisance, ou programmation plus « urbaines ». Il est quand même évoqué l'inquiétude de ces programmations pour de nouvelles potentielles nouvelles nuisances (serres).

→ Le jury note l'inquiétude sur la pérénisation des activités agricoles, avec des pistes de subventions du domaine privé à envisager.

→ Le jury relève que le dialogue a été cité comme très important ! Divers mediums sont à explorer.

Échanges avec l'assemblée

- Le maraichage est très intéressant mais l'équilibre économique est compliqué. Comment essayer de motiver cette culture de proximité ? On rappelle aussi l'obligation de la proximité de l'eau
- La grande question reste sur les modèles de production agricole : beaucoup sont non cohérents au regard des paysages. Il faut tendre vers une agriculture diversifiée pour respecter le fonctionnement du territoire.
- Pour les projets agrivoltaïques : obliger les systèmes de compensation ? Ces sommes pourraient-elle être affectées à des projets de diversification agricole ? Les investissements privés peuvent être une réponse.
- Il faut être innovant ! Car aucune confiance dans une modification de la PAC. Il faut trouver des solutions par nous-mêmes, à une échelle locale.
- Le maraichage en bord de village demande de la vigilance pour de nouvelles nuisances : les serres signifient la présence de plastique ! Est-ce désirable pour la proximité avec le bourg ? Proposer de nouvelles programmations ?
- Il n'y a pas une solution unique mais c'est une complémentarité de solutions. L'important c'est de se connaître, entre agriculteurs qui sont là depuis des générations et néo-ruraux. Quand on connait les attentes de chacun, et les vies de chacun, on diminue les tensions !
- Attention aux contradictions : les gens veulent avoir de l'énergie verte mais pas de photovoltaïque. Du bio mais pas de serres. Il faut rappeler la notion du compromis !
- L'aménagement paysager est le point commun des propositions et pistes d'évolution.
- Ce qui peut aider notre agriculture : favoriser la transformation, favoriser les circuits courts, les collectivités ont leur rôle et responsabilité à prendre dans ces incitations.
- Des groupes de communication pour avertir les habitants : passage des machines, des désherbants… Si les habitants sont prévenus, ça anticipe des conflits. Le dialogue avant tout !

TRIBUNAL CONTROVERSE #04

<< COMMENT AGIR FACE AUX PATRIMOINES BÂTIS DU TERRITOIRE ? >>

Parti pris #A
L'enjeu est d'assumer le délaissement, que ce soit pour des ruines si les bâtis sont autonomes ou isolés, ou pour de la démolition pour des bâtis en centralité et en risque de péril.

- Il est nécessaire de mener des arbitrages et des priorisations, dont l'aspect financier est un point de décision. Pour de la réhabilitation, on s'oriente vers ce qui est moins cher, donc moins en ruine et en meilleur état.
- Quand la ruine est effective, ou la démolition à venir : des actions de type de mémoire pour se rappeler le rôle d'un bâti peuvent être menées (panneaux, recueil de la mémoire des anciens..). Elles peuvent être relayées par différent biais: écoles, office du tourisme... On n'est pas obligé de rénover pour continuer à faire vivre !
- L'héritage bâti est un thème de discussion et d'échanges entre les natifs et les nouveaux arrivants dans les villages.
- La ruine porte un message tout aussi important que la rénovation par l'histoire (usages / habitants). Il s'agit de percevoir la ruine comme une opportunité, et non un échec.

Parti pris #B
L'enjeu est de mobiliser largement autour de la réhabilitation, entre collectivités et partenaires. La réhabilitation demande de questionner la programmation du patrimoine, l'accompagnement des privés, le montage économique...

- Le point d'attention particulier c'est l'argent et le modèle économique de la réhabilitation.
- Dans un premier temps, il serait nécessaire de proposer des identifications dans le PLUI des différents patrimoines.
- Il serait intéressant de mobiliser des partenariats extérieurs pour des patrimoines spécifiques et à enjeu : la Fondation du Patrimoine.
- Il est nécessaire d'impliquer les habitants et les associations locales dans l'identification et le maintien du patrimoine.
- Différents niveaux de réhabilitation existent, nous pouvons parler de réparation avant la réhabilitation. Faire de plans d'entretien est nécessaire à limiter les besoins d'actions lourdes.
- Il est intéressant d'accompagner le privé par des conseils et de l'ingénierie sur la réhabilitation du patrimoine.

→ Le jury relève que les deux points de vue se complètent, qu'il est question d'équilibre et d'arbitrage entre quoi réhabiliter et quoi accompagner vers la ruine ou la démolition. La question des financements pour aider à la réhabilitation est une clé de cet arbitrage.

→ Le jury retient que la ruine ou la démolition n'est pas une fin en soi, et même une opportunité pour mettre en valeur l'histoire des villages. Il y a d'autres façon de faire vivre les bâtiments en ruine : signalétique, travail mémoriel, etc.

→ Le jury retient la volonté générale de ne pas classer plus de bâtiments. Il s'agit de profiter du PLUI pour protéger certains bâtis privés, sans pour autant se retrouver dans la posture contre-productives comme les ABF.

→ Le jury note l'intérêt de mettre en place, à destination du privé, un système de conseil d'ingénierie pour aider à la réparation ou à la mutation d'usages d'un bâtiment patrimonial.

Échanges avec l'assemblée

- La question concerne tout les patrimoines : publics comme privés !
- S'il y avait des actions sur la prévention pour éviter d'arriver au stade du péril, ça permettrait d'éviter les énormes coûts de réhabilitation ensuite. Au niveau des villages, l'entretien est compliqué. Il serait bien qu'il y ait une mise en commun des techniciens à l'échelle de la CCBL. Est-ce possible ?
- Sur le point précédent, il faut rappeler que la CCBL n'a pas les compétences pour accompagner techniquement l'entretien du patrimoine des communes. Il s'agit de la responsabilité des communes de veiller, entretenie, réparer ou réhabiliter ses patrimoines. La CCBL n'a pas le droit d'interférer dans cette mission.
- Est-ce qu'il faudrait encore plus protéger les patrimoines par des classements ? Les avis sont assez unaninmes : pas plus de classement ! Voire moins ? La liberté d'actions mais aussi la limitation des contraintes (en lien avec les ABF notamment) sont les arguments pour éviter plus de classement.
- Pour autant, il faudrait identifier les patrimoines remarquables au PLUi. Y compris ceux qui sont privés !
- La réhabilitation, et les moyens qu'elle mobilise, pose aussi la question des nouvelles fonctions, programmations, usages du patrimoine ? Quelle mixité est possible ?
- La question de l'accompagnement du patrimoine privé est importante.

FOCUS ATELIERS DES CONTROVERSES



Introduction à l'atelier des controverses - Tournecoupe

Controverse #05
« De l'eau comme source récréative...
À l'eau comme ressource productive. »

discutée à l'atelier de Touget

Réactions, commentaires, exemples :

- L'eau est fragile, à considérer en lien avec l'alimentation, la production et la consommation. Elle est vitale avant d'être récréative. C'est un bien commun qui doit appartenir à tout le monde et n'être la propriété de personne.
- Il y a un enjeu à apprendre sa bonne gestion pour éviter la pénurie et savoir la partager.
- Le conflit réside surtout dans la qualité de l'eau que l'on consomme, en lien avec l'agriculture, les ruissellements... Comment est-ce possible de l'encadrer ?
- La loi sur l'eau existe pour la protéger au regard des pratiques agricoles, des débordements, des infiltrations de sols.
- La gestion de l'eau potable dans son usage résidentiel est un gâchis. Mais aujourd'hui, les habitants ne sont pas décisionnaires de la provenance & de la gestion de leur eau.
- La trame bleue est à préserver, comme la trame verte, dans leurs fonctions écologiques, au-delà des appréciations esthétiques et de loisirs. «Les trames vertes et bleues, ce n'est pas que de la randonnée !»
- Les points d'attention sont : l'usage dans l'habitat + la gestion agricole + la rareté de l'eau et sa potentielle raréfaction + la qualité de l'eau + le risque inondation + la gestion des flux de rivière.

→ Quelle gestion pour assurer, demain (20 - 30 ans), une qualité durable de l'eau potable ? Par quels moyens ?



Introduction à l'atelier des controverses - Touget

Controverse #06
« D'un territoire cultivé...
À de nouveaux modèles agricoles. »

discutée à l'atelier de Touget

Réactions, commentaires, exemples :

- Sur 400ha de terrains agricoles sur le territoire, 25% sont en friche. Il faut distinguer une friche volontaire, d'involontaire: «moi c'est volontaire, je participe de la zone humide».
- Les modèles changent, les petites exploitations sont transformées «en usine». L'agriculture intensive déforme les paysages.
- La consommation engagée pour soutenir l'agriculture maraichère locale : c'est accessible ici ! Mais il y a un manque d'aides pour soutenir la vente directe.
- On parle de mise en place de filière avant de mettre en place des installations comme des casiers en libre-service. Cela pose la question des lieux de consommations entre épiceries qui sont des lieux de sociabilité, de rencontre, et libre service.
- L'agrandissement des parcelles pour être en conformité avec des engins : oui, mais il serait nécessaire de remettre des haies autour.
- Exemple de la coopérative Les Arbolets à côté d'Auch.

→ Comment concilier les grands espaces cultivés, les haies bocagères et le bon fonctionnement des territoires (gestion incendie, ruissellement, biodiversité...) ?

TRIBUNAL CONTROVERSE #05

<< QUELS USAGES DE L'EAU POUR QU'ELLE RESTE UN BIEN COMMUN ? >>

Parti pris #A
L'enjeu est d'assurer une eau potable de qualité pour la production et la consommation. Les moyens et actions de la collectivité sont fléchés en ce sens et pour une pédagogie de la ressource «eau» et sa gestion.

- Aujourd'hui, il est important de faire le constat que les collectivités ne sont pas propriétaires des zones d'eau. Comment agir pour faciliter les choses et mettre tout le monde autour de la table pour identifier le bien commun?
- La pédagogie à mettre en place est plurielle : entretien des berges, attention aux déversements dans ruisseaux et puits.
- Quels rôles pour les élus ? Contraindre est-elle la seule possibilité ? Penser plutôt à l'incitation : à ceux qui ont l'eau sur leur propriété, proposer des financements pour que l'eau devienne bien commun. Pour que les berges soient accessibles, que les usages soient possibles. Le PLUi peut légiférer sur ce point. Il faut tendre plutôt vers de la médiation que de la légifération. Pourquoi pas les financements, pourquoi pas les réglementations (chartes…).
- Il faut être conscient de la difficulté de ce sujet.

Parti pris #B
L'enjeu est de diversifier l'usage de l'eau : consommation, production, tourisme, loisirs. Les moyens et actions sont mis en oeuvre par la collectivité et ses partenaires en ce sens.

- Il faut s'accorder sur la définition du récréatif, puis sur les moyens que les collectivités peuvent et veulent mobiliser. Les questions de la récréativité sont sur l'aspect 'baignade', pour faire bénéficier au plus grand nombre des points d'eau, en lien avec réchauffement climatique.
- Aujourd'hui, les retenues collinaires ont des usages agricoles et d'irrigation. Le lac de Thoux – Saint-Cricq s'est développé autour une activité touristique et nautique, son organisation est privée.
- L'aspect récréatif peut s'organiser sous tutelle d'une collectivité sans pour autant qu'elle porte l'initiative.
- Quid de la nécessité d'irriguer les particuliers ? Et les collectivités ? C'est une piste d'usage de l'eau car les végétaux souffrent. Aujourd'hui on irrigue avec de l'eau potable, or ça pourrait venir des retenues collinaires.

→ Le jury retient l'intérêt de se concentrer sur les retenues d'eau qui existent pour questionner l'usage. Il y a un consensus sur l'eau comme bien commun, il s'agit donc de réfléchir à l'ouverture à tous et toutes. Mais quels moyens pour les collectivités ? L'échelle des communes ou des intercommunalités ne répondent pas à toutes les possibilités, la police de l'eau (département avec loi nationale) est un acteur important.

→ Le jury relève que, dans le cadre du PLUi, la collectivité a le pouvoir d'autoriser des initiatives, en laissant au privé le portage car c'est pas possible économiquement et règlementairement parlant. Pour cela, elle peut favoriser les échanges avec les interlocuteurs, le SAGE peut servir de support.

→ Le jury note que l'eau est présente dans les paysages de Bastide de Lomagne, et les façonn. Se pose les questions de la pollutio, de l'entretien des berges... La difficulté est toujours de définir la limite public – privé.

→ Une dernière remarque permet de rappeler que les collectivités ne peuvent pas tout porter et qu'il est nécessaire de s'appuyer sur des compétences spécifiques, notamment pour le portage d'initiatives. Donc la question qui se pose est celle de trouver des porteurs de projets.

Échanges avec l'assemblée

- Sur les financements pour permettre l'accès à des zones privées : l'aspect réglementaire est compliqué ! Exemple sur Thoux / Saint-Cricq. Pour autant c'est dommageable que ce lac soit privé car ça limite l'accès aux gens du territoire.
- «C'est la squizophrénie autour de l'eau». On a envie que les gens habitent dans les centre-bourgs, mais on ne veut pas leur donner accès à l'eau pour bénéficier de la fraicheur pour rafraichir le climat. Si la collectivité n'organise pas cela, le privé peut décider de sa gestion et aller à l'encontre de l'intérêt commun.
- Le lac de Thoux / Saint-Cricq : c'est public – privé. Son but est l'irrigation et l'usage ludique. Progressivement, sa réglementation de l'usage par le privé s'est débarassé de l'aspect «public». L'accès à l'eau n'est permis qu'aux usagers des campings. C'est un choix privé ! Pour autant, les investissements publics ont été faits pour la continuité de l'activité ludique de la voile. Mais pas d'actions pour la balade, la baignade… car les moyens à aligner sont énormes ! Sécurité, réglementation...
- À Solomiac : la base de loisirs à côté d'une rivière vient de fermer. Si la volonté est de transformer le domaine privé en semi-public, ce sont par des gros moyens et cela implique de grosses contraintes.
- Les fonds publics pour projets privés, c'est une chose. Mais dans le cas de Solomiac, quel rôle de la collectivité ? En règlementation ? Développement d'un projet privé qui se développe ? Est-ce à la collectivité d'investir dans un projet ? Ou plutôt juste de permettre ce genre de projet par la règlementation. En effet, être facilitateur : donner un cadre pour permettre l'action !
- On ne peut pas se substituer au privé !
- On focalise sur les lacs de Thoux et Solomiac. Mais la plupart des points de baignade sont des retenues collinaires privés et petites. Et les bords de rivière ? Les particuliers n'assument pas les coûts d'entretien des abords de rivière. Alors une action là-dessus ? La police de l'eau.

TRIBUNAL CONTROVERSE #06

<< COMMENT FAVORISER LE BON FONCTIONNEMENT DU TERRITOIRE PAR LES DIFFÉRENTES FORMES D'AGRICULTURE ? >>

Parti pris #A
L'enjeu est de concentrer l'accompagnement sur les petites exploitations pour favoriser l'émergence de nouveaux modèles agricoles.

- Cela passe par l'aide à la production raisonnée, à proximité des espaces habités. C'est l'implantation de petites exploitations à proximité des habitations : moins de nuisances, favoriser le circuit court, respecter la saisonnalité des productions, le lien direct entre consommateurs et producteurs, réduction des déplacements.
- Ça peut amener l'implantation de commerces locaux, le maintien et la création d'emplois dans les zones rurales. Ça permet d'éviter la désertification des petites communes.
- Tous ces points justifient le fait de concentrer l'accompagnement sur les petites structures, existantes ou à créer, en assurant de meilleures transitions entre territoires habités et territoires cultivés.

Parti pris #B
L'enjeu est de concentrer l'accompagnement sur les grands espaces cultivés pour assurer un bon fonctionnement du territoire.

- Aujourd'hui, dans le sud du territoire : c'est là où sont les grands espaces, avec grandes exploitations et grands parcellaires. Sur le centre, c'est mélangé. Et au nord : plus petites exploitations de par la géographie avec l'existence des ilots de fraicheurs (bosquets…)
- Il y a quelques années, d'importantes coulées de boue sur les routes ont eu lieu. Donc une réflexion s'est amorcée sur la gestion des grands espaces, en partenariat avec la chambre d'agriculture.Ça n'a pas abouti dans les actions, mais les préconisations ont été faites : haies pour éviter les coulées de boue, pour faire pare feu, des bandes enherbées le long des routes pour freiner la boue, subventions prévues pour les graines et accompagner les agriculteurs à planter. Mais ce n'est que sur base de volontariat des agriculteurs : certains l'étaient, d'autres pas du tout. On ne désespère pas d'y arriver un jour.
- L'agroforesterie est très peu développée ici mais c'est une piste intéressante, notamment pour la faune.
- Sur les ribères : les entretenir sans les cultiver (car risque d'inondations). On peut les mettre en près mais de moins en moins d'élevages donc comment faire ?

→ Le jury note deux thématiques en parallèle, potentiellement complémentaires.

• Comment on occupe les espaces intersticiels entre bourgs et agriculture ? Incitation à l'installation pour de petites cultures qui ont moins d'impact sanitaires, nuisances. Mais comment assurer l'équilibre économique ? Il faut aussi travailler sur les aspects consommation : cantine, sensibilisation de la population sur la consommation vertueuse. Occupation des sols, politique d'achat et sensibilisation des consommateurs pour circuits courts…

• Comment on accompagne les grandes cultures ? Et leurs nuisances possibles (coulées de boue, appauvrissement des sols). Ce ne sont pas les agriculteurs les responsables mais le système agricole dans lequel ils sont intégrés. La règlementation autour des bandes enherbée, des haies… en vue de minimiser les effets des grandes cultures sur la santé, les nuisances.

Échanges avec l'assemblée

- Serait-ce des solutions différenciées entre nord et sud ? Réponses à localiser ?
- Ce sujet est en lien avec la controverse de la veille sur la cohabitation habitants et agriculteurs
- Maraichage et petites exploitations : attention aux débouchés ! Dans l'immédiat il est prévu, mais il n'est pas durable, donc il faut prévoir le circuit dans sa globalité ! Il ne faut pas que ce soit idéologique, il faut que ce soit viable. C'est pour ça, pas une solution mais plusieurs complémentaires.
- A Valence : cabane et casiers pour du libre-service. A Tournecoupe tentative mais les habitants ne sont pas prêts. Concurrence avec lieux de sociabilité. Les deux modalités sont complémentaires ?
- Sur la distribution, témoignage Saint-Clar sur épicerie associative. Installation suite à une demande de la population post-fermeture de l'épicerie. Demande du comité de quartier. L'intérêt est double : circuit-court + revitalisation du centre-bourg
- Rappel du projet de cuisine de territoire pour alimenter 11 cantines, 3 crèches et le portage à domicile. Le lancement de la consultation pour trouver un accompagnement vient d'être fait. En lien avec le PAT : associer les producteurs locaux. Garantie de revenus au producteur et garantie du producteur de fournir la CCBL. Incitation à l'installation. Installation d'un atelier de transformation pour les agriculteurs du territoire. Volonté que ça existe d'ici la mi-mandat.
- Comment le PLUi peut contribuer à cette réflexion ? Franges des zones habitées, parcellaire organisé, changement de destination de certains bâtiments pour espaces de stockage, de distribution…
- Quand on parle de risques : l'incitation peut devenir obligation pour les agriculteurs (incendie). Mais c'est l'échelle de l'État, du préfet, suivre la loi.
- Risque incendie : paupérisation des sols. Souligne l'intérêt des dispositifs inspirés de l'agroforesterie pour régénérer les sols, pour éviter d'arriver sur la roche mère qui ne produira plus rien et qui décuplera les risques.
- « Le Gers ce sont des paysages qui sont travaillés de longue date par la main de l'homme ».

FOCUS ATELIERS DES CONTROVERSES


Introduction à l'atelier des controverses - Tournecoupe

Controverse #07
« Des paysages d'agrément...
Aux paysages productifs d'énergies»

discutée à l'atelier de Tournecoupe

Réactions, commentaires, exemples :

- Le photovoltaïque n'est pas identifié comme une énergie «locale» car ce sont des propriétés de multinationales.
- De gros doutes quant au respect des objectifs de l'agrivoltaïsme.
- Il n'y a pas beaucoup de projet photovoltaïque sur le territoire, mais beaucoup de projets en cours : au sol, en agrivoltaïsme.
- Les ombrières sur parking ne sont pas efficaces, ne font pas d'ombre. C'est une artificialisation des terres agricoles.
- Pour l'agrivoltaïsme : les agriculteurs font cette démarche pour toucher une rente car ils font face à des difficultés économiques.
- Il est nécessaire d'informer et de faire de la pédagogie sur le sujet photovoltaïque : élus, agriculteurs, habitants...
- D'autres modèles sont possibles : format associatif, énergie citoyenne, le territoire propriétaire de son éléctricité. On pourrait imaginer des hangars collectifs qui permettraient la production. Le stockage est l'éléctricité pour l'hiver, par exemple à Sarrant, la production estivale est en excédentaire.
- Penser à des petites surfaces qui s'intègrent et qui sont hors des vues, pour préserver les paysages du Gers. Plusieurs pistes : concertations, OAP...
- Penser aux nouvelles demandes et formes : data center, batterie, méthanisation...
- Ressource : Observatoire Photovoltaïque du Gers, avec cahier de recommandations.

→ Comment maîtrise le développement des énergies renouvelables en co-construction avec les habitants, pour préserver le patrimoine et les paysages des Bastides de Lomagne ?


Introduction à l'atelier des controverses - Tournecoupe

Controverse #08
« D'une crête en commun...
Aux vues depuis chez soi. »

discutée à l'atelier de Tournecoupe

Réactions, commentaires, exemples :

- La vue, c'est le coup de coeur et la raison d'acheter une maison ici, d'habiter là. C'est synonyme de couchers de soleil, d'ambiances douces entre lumières et saisonnalité.
- Sur les crêtes, il y a plus d'orages, plus de vent. Les risques sont différents qu'en basse ville ou on parle d'inondations.
- L'émotion que procure les paysages reste plus importante que le traumatisme que peut engendrer une tempête.
- Les crêtes se définissent par plusieurs échelles : depuis l'espace public, mais aussi depuis chez soi et sa fenêtre.
- Les crêtes, tout le monde peut en bénéficier pour des lectures de paysages à vélo, à pied, en voiture...
- Historiquement on s'implantait sur la crête, en point haut. Les moulins à vent sont des marqueurs de la mémoire de cette histoire.
- La crête est habitée, mais ne doit pas être générique.
- Les points d'attention pour la gestion des crêtes sont : l'urbanisation qui boucherait la vue, en distinguant les types d'urbanisation entre d'utilité collective (chateau d'eau) de celle qui est privée (résidence) + la transformation des paysages de plaine (disparition des haies, des bosquets...) qui transforme les vues depuis la crête et la rende plus vulnérable aux tempêtes + la disparition d'un patrimoine immatériel (contes, légendes, mythes) avec la transformation des paysages + la définition d'un bon équilibre dans la silhouette de la crête entre bâtis et végétations.

→ Qu'est-ce que vous comptez faire pour la préservation des paysages qui fabriquent l'identité des Bastides de Lomagne et la qualité environnementale ?

TRIBUNAL CONTROVERSE #07

<< COMMENT MAÎTRISER LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES SUR LE TERRITOIRE ? >>

Parti pris #A
L'enjeu est de reglementer les implantations d'énergies renouvelables en accord avec les figures paysagères. Ces réglementations se définissent en partenariat avec le CAUE, les habitants, les associations, les observatoires...

- Le photovoltaïque sur des espaces cultivés ne doit pas être possible. Avant d'implanter sur des territoires agricoles, il faut d'abord investir les bâtiments existants. Attention à la discussion avec les ABF !
- Les projets doivent être cachés et non visibles, de petite taille. Ils peuvent aussi concerner le stockage et l'alimentation des habitations et villages qui sont autour.
- Plusieurs contre exemples sur le territoire : à Monfort, à Solomiac.
- Aujourd'hui le prix de l'électricité ne permet plus l'équilibre des projet d'implantation voltaïque par revente de la production.
- Sur les éoliennes, la nuisance visuelle et sonore n'est pas souhaitable sur les crêtes
- La crainte d'impacter le cadre de vie est réelle, donc l'encadrement de l'arrivée d'énergies renouvelables est nécessaire.

Parti pris #B
L'enjeu est de devenir acteur, en tant que collectivité, à la production d'énergie renouvelable, en développant la filière. Actions autour de la production, de la distribution, du stockage, notamment grâce aux bâtis existants et aux surfaces déjà artificialisées.

- L'utilisation des bâtiments existants et des toitures pour poser des panneaux est la première piste d'action à explorer. Les ombrières sur les zones de parking sont aussi possibles.
- L'enjeu est ensuite le stockage dans un but d'autoconsommation. Ce stockage est visible donc ça implique des espaces végétalisés à proximité des villages. Les contraintes sont nombreuses donc il faut tendre vers un assouplissement de la règlementation ABF pour que ce soit faisable.
- Il faut que la région, que l'état... accompagnent les investissements des petites communes.

→ Le jury relève deux argumentaires qui tendent vers le concensus. L'intérêt de l'échelle locale pour le développement des énergies durables est réel. Pour autant, la réglementation nationale pousse à de grandes installations qui ne correspond pas au territoire du Gers.

→ Le jury note qu'il y a des oppositions à l'échelle du Gers sur les grandes installations. Il faut agir pour un développement contrôlé et maîtrisé, pour des projets inscrits dans des sites, des paysages et des patrimoines.

→ Le jury retient la problématique ABF : le contrôle par la DRAC est ressenti comme trop excessif. Il faut s'engager dans un dialogue vers plus de souplesse ?

→ Le jury retient que le PLUi peut être un bon outil pour considérer l'échelle, le dimensionnement et l'intégration des projets. Il devra s'interroger sur le stockage, qui est un sujet important et en développement. Il va demander une réglementation pour son intégration, pour le prévoir sans le bloquer !

Échanges avec l'assemblée

- Les points de vue convergent des points de vue, avec focus sur petites communes. L'équilibre économique des installations est de plus en plus complexes. Mais c'est évident qu'il faut faire des installations sur les toitures en priorité.
- Il existe déjà des projets avec autoconsommation ou consommation à proximité directe. Il faut s'en inspirer.
- Attention, la seule industrie dans le Gers : c'est le tourisme. Donc si panneaux sont implantés sur toutes les toitures ça impacte les paysages et les patrimoines donc ça change «la photo du village».
- Pour les particuliers : aujourd'hui la limite des installations au sol est calculée par la puissance (3kwh à l'Isle Bouzon). L'encadrement est bien, mais l'approche par la quantité n'est pas un levier simple à encadrer, parce qu'avec les batteries et stockage, ce n'est plus la même approche.
- Les installations sur les toitures c'est terminé à cause du prix de l'électricité qui chute donc l'État veut des « grands projets » pour équilibrer. Les grands projets n'aboutissent pas. Donc rien dans les champs, rien sur les toitures ! La seule piste c'est l'auto-consommation ou la consommation locale. Le stockage est le réel problème du photovoltaïque. Donc l'auto-consommation et la revente directe aux personnes qui habitent à moins de 5km est intéressante.
- L'injection sur le réseau est aussi contrainte par le réseau existant qui ne peut pas absorber toute la production possible sur le Gers. Donc ça conduit à de nouvelles installations, qui est contraire à ce qui a été développé jusqu'alors. Ça implique donc un changement complet, qui est un bon moment pour s'interroger sur ce qu'on souhaite.
- À Saint-Clar : centrale enclavée donc pas d'opposition au projet. Elle est bien intégrée donc elle ne créée pas de nuisance. C'est sur un plateau calcaire donc pas de terres agricoles. Pour autant un projet actuel au fond d'une carrière qui a du mal à aboutir malgré la non co-visibilité.

TRIBUNAL CONTROVERSE #08

<< COMMENT VALORISER LES CRÊTES ENTRE BIEN COMMUN ET MILLIEU HABITÉ ? >>

Parti pris #A
L'enjeu est de valoriser les crêtes par la préservation de son écosystème et de son climat. Par une action à grande échelle pour maintenir et créer des haies et des bosquets, qui qualifient les vues depuis les crêtes et limitent la puissance des tempêtes.

- Il faut pouvoir végétaliser les crêtes sans déséquilibrer la silhouette : avec des haies basses, des arbres isolés... L'enjeu principal est de ne pas gêner les vues.
- Les sols jouent un rôle important pour les crêtes, pour limiter l'érosion et éviter les ruissellement. Une action pour couvrir les sols par de la végétalisation adaptée est importante.
- Les actions sur les crêtes doivent permettre de d'agir sur le climat et les tempêtes.

Parti pris #B
L'enjeu est de valoriser les crêtes par l'accompagnement et l'encadrement des modes d'habiter. Par une action pour un habitat non générique, pour protéger les cônes de vue, pour définir l'équilibre de la silhouette des crêtes entre bâti et végétations.

- Pour encadrer les modes d'habiter, il faut réglementer la construction du bâti dans des styles traditionnels. Favoriser la végétation autour des bâtis pour permettre l'intégration.
- Il faut réglementer pour éviter les lotissements.
- Il faut privilégier les réseaux enterrés pour ne pas défigurer la silhouette par des éléments verticaux.
- Le sujet des antennes relais est importante : il faut pouvoir les intégrer par de la végétation pour éviter les « tâches » visuelles.

→ Le jury retient qu'il n'y a pas de généralisation possible d'une crête à l'autre. Il est nécessaire de faire du cas par cas, après une étude fine de la situation.

→ Le jury retient qu'il y a une cristallisation de fortes tensions sur l'urbanisation. L'enjeu est de pouvoir arbitrer sur «où construire ?». Les études au cas par cas peuvent aider à répondre à cette question de manière très localisée.

→ Le jury note que les mêmes interrogations se posent sur la végétalisation, dont la réponse ne peut être généralisée ou générique car les enjeux des vues et de la biodiversité écologique sont importants. Après étude spécifique, des arbres isolés, des bosquets ou des haies peuvent être imaginés.

Échanges avec l'assemblée

- Est-ce que la plantation d'arbres isolés peut voloir dire «intervenir sur la végétation existante en continuité» ? Les deux actions sont complémentaires.
- Est-ce que créer un grand tissu végétal ne risque pas d'amplifier l'impact sur les crêtes ? Il s'agit de maintenir la végétation existante en hauteur, sans boucher les vues, d'où la proposition d'arbres isolés. Ils peuvent pour autant participer à éviter l'érosion, et faire barrière aux bourrasques pour protéger l'habitation.
- Il faudrait plutôt parler de bosquets confinés plutôt que d'arbres isolés pour l'intérêt écologique de ce mode de plantations.
- Ne faut-il pas s'installer en haut des crêtes pour avoir la meilleure vue ? Si c'est le cas, il faut permettre une forme de construction de taille humaine et raisonnée. Car il ne faut pas oublier les vues depuis le bas, sur les hauteurs des crêtes, qui participent aussi aux paysages.
- Sur les crêtes, les terres sont surtout des terres agricoles. Il faudrait plutôt refaire des haies que de construire pour conserver les paysages gersois.
- Il n'y a pas beaucoup de villages sur les crêtes, donc est-ce vraiment proprice à parler d'urbanisation ou d'habitations nouvelles ? Elle ne pourra se faire qu'en continuité !
- Il faudrait faire un schéma directeur pour accompagner les évolutions des crêtes spécifiquement.

FOCUS ATELIERS DES CONTROVERSES



Échanges lors d'un atelier des controverses

Controverse #09
« D'un territoire convivial...
Au renouvellement des initiatives citoyennes »
discutée à l'atelier de Touget

Réactions, commentaires, exemples :

- Le Comité des Fêtes est le lieu des initiatives
- L'association des Automnales fonctionne très bien à Monfort
- D'autres exemples d'engagements : association nationale comme France Nature Environnement, association d'habitants qui se mobilisent sur des projets (agrivoltaïsme, patrimoine...).
- La convivalité prend du temps quand on est dans l'opposition. Elle apparait avec le travail et la patience.
- «On reste des étrangers si on n'a pas été à l'école ici»
- On peut différencier deux types de nouveaux arrivants : les volontaires, les involontaires.
- Exemple à Roquelaure-Saint-Aubin : les cafés du dimanche.

→ Comment ritualiser des rencontres régulières pour faire lieu et faire lien, permettre l'intégration ?



Échanges lors d'un atelier des controverses

Controverse #10
« Du territoire paisible...
Au territoire touristique. »
discutée à l'atelier de Tournecoupe

Réactions, commentaires, exemples :

- Sur le territoire, le tourisme permet le calme et le repos donc développer le tourisme n'est pas antinomique du calme.
- Le territoire n'est pas très accessible, les réseaux ne sont pas développés, ce qui amène peu de tourisme.
- Les Chemins de Saint-Jacques : exemple d'un tourisme de «démarche» sur le territoire.
- La question est plutôt : comment développer le tourisme ? Sans sensationnalisme ! Il faut un travail de fond.
- Aujourd'hui, on est loin du sur-tourisme sur le territoire. Il y a donc une marge de développement.
- L'inquiétude serait sur l'attractivité visuelle d'un endroit identifié, mis en avant par la communication et les réseaux sociaux et qui entrainerait beaucoup de monde en un lieu.
- Il est important de définir un tourisme ancré dans un territoire, qui évite les dérives «voyeuristes». Pour cela, piste à explorer : mettre en valeur la toponymie pour raconter l'histoire des lieux, et amener à un tourisme conscient et ancré.
- L'eau récréative comme piste de développement et d'attractivité touristique. Attention aux conflits d'usages ?
- Si développement d'infrastructures pour le tourisme : il faut qu'elles soient utiles aussi pour les habitants au quotidien !

→ Comment envisager la communication pour un tourisme raisonné et responsable ? Comment envisager un tourisme dont les infrastructures servent aussi à l'habitat ?

TRIBUNAL CONTROVERSE #10

<< COMMENT ACCOMPAGNER LE TOURISME SUR LE TERRITOIRE ? >>

Parti pris #A
L'enjeu est de valoriser le tourisme existant sans développement complémentaire. Cela peut passer par des actions de communication autour de l'ambiance (calme, paisible...), par des actions d'ancrage du tourisme dans le territoire pour qu'il soit conscient et raisonné.

- On considère que les touristes restent 2 à 8 jours sur le territoire. Ils viennent pour la paisibilité, la tranquillité, la beauté des paysages et des patrimoines. Et les bonnes tables ! Il n'y a pas de volonté ou de dynamique de sur-tourisme !
- Le tourisme est la compétence de la CCBL, elle est donc territoriale. Il existe un répertoire des patrimoines et des paysages comme base, il serait désormais nécessaire d'établir des parcours pour relier ces lieux et les communes. Nous pourrions approfondir les recherches pour expliquer le territoire : l'histoire des lieux, des noms, des légendes… Cette matière doit être le socle des séjours à proposer.

Parti pris #B
L'enjeu est de développer des points d'attractivité touristique localisés, d'intérêt territorial. Il s'agit de questionner la gestion partagée, la mixité des usages pour attirer les touristes et servir aux habitants toute l'année.

- Il faut en effet éviter le sur-tourisme. Sur le territoire, il est possible de valoriser le tourisme de pleine nature : de nombreux atouts sont déjà en place. La randonnée, le VTT, l'équitation, les lacs, les espaces naturels et la biodiversité.
- Les déplacements verts : il s'agit de les intensifier et mettre en continuité les sentiers afin de connecter les villages entre eux et faire réseau. Des aires d'accueil pour randonneurs et cyclotouristes peuvent être pensées.
- Il est possible d'imaginer le développement de l'agritourisme: chambres d'hôtes et gîtes, fermes pédagogiques et dégustations en circuits courts, fermes auberges
- «On n'a rien sans rien !» Il faut pouvoir accueillir les touristes: rentabiliser le bâti qui est vacant, transformer des anciens corps de fermes, créer des campings à la ferme. Le privé peut avoir une action là-dessus, la collectivité peut les soutenir ! Les bases de loisirs sont là mais il faut les conserver voire les valoriser.

Échanges avec l'assemblée

- Les avis sont finalement complémentaires. La CCBL est déjà très active, et on ne peut pas se substituer au privé. La question peut être : comment réussir à garder un touriste qui vient 2 jours jusqu'à 4 ou 5 jours ? Pour augmenter le nombre de nuitées sans décupler les lieux d'accueil.
- Il y a beaucoup de festivals qui ont disparu dans les villages, par des problèmes de financements et d'organisations. Mais ils peuvent être vecteurs d'attractivité : sur l'histoire, sur le sport, sur la culture… En tant qu'élu, on a un rôle à jouer là-dessus.
- Le sur-tourisme n'est pas un problème pour le territoire.
- Sur la création de gîte et d'hébergements : attention à l'équilibre à l'échelle des villages. Car les habitants et la vie des villages sont nos priorités. C'est un rôle d'élu d'assurer l'équilibre, et être garant de l'hébergement raisonné. C'est de la communication et de la règlementation à mettre en place.
- Il n'y a pas de plan de randonnée à l'échelle du territoire, ça reste une piste de développement à l'échelle de la CCBL.
- Le Gers est renommé pour ses chevreuils : lien chasse et tourisme ? Il faut le mettre en avant et le reconnaître.
- A Encausse, il y a une difficulté de répondre à la question « qu'est-ce qu'il y a à visiter ? ». Ce n'est pas un manque de choses à visiter, mais un manque de communication. Un guide pour mieux s'orienter ! Le Conseil Départemental du Tourisme vient de faire un nouveau site.
- Il y a beaucoup d'atouts sur le territoire, il s'agit de les mettre en avant, en réseau pour garder les gens plus longtemps sur le territoire. Il faut donc développer plus de lien avec les autres offices de tourisme alentours, mais aussi avec la chambre de commerce et d'industrie, la chambre des métiers…
- Aujourd'hui la fragilité réside sur la restauration, l'hébergement. La moitié des chambres d'hôtels sont à Cazaubon ! C'est énorme !

→ Le jury retient que le territoire est doté d'objets et de capacités d'action, c'est une chance ! D'autant que le tourisme est un sujet intercommunal. Il y a un enjeu de valoriser et de mieux communiquer ce qui existe déjà pour faire rester les touristes plus longtemps. Cela peut être la nature, la qualité des paysages, le récit du territoire pour un tourisme plus en profondeur. La randonnée est à mettre en réseau, le VTT à développer, et l'agrotourisme à soutenir, pour mettre en valeur l'agriculture qui fabrique le territoire.

→ Le jury note la capacité de développement sur les hébergements, notamment dans le diffus. Mais retient l'alerte sur l'équilibre entre hébergements saisonniers et hébergements à l'année ! C'est du ressort des collectivités de règlementer et de maîtriser.

→ Le jury retient l'importance d'une offre en complémentarité des territoires limitrophes pour une mise en réseau. La communication commune permet plus d'efficacité.

ANNEXES : FICHES BOURG

Cologne
32430

Fiche Bourg

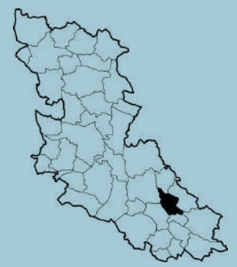
Identification Caractérisation

1

CCBL territoire SOlidaire Communauté de Communes BASTIDES DE LOMAGNE

- Nom : **Cologne**
- Superficie : **6,5 Km²**
- Population : **920 hab**
- Nb monuments : **≥ 1**
- Densité : **141 hab/ km²**

Cologne est l'une des grandes bastides de la Lomagne gersoise, fondée au XIIIe siècle selon un plan régulier encore parfaitement lisible. Organisée autour de sa place à couverts et de sa halle médiévale, elle conserve sa vocation historique de lieu d'échanges et de marché. Ses façades de brique et de pans de bois, ainsi que ses relations visuelles avec le paysage agricole environnant, font de Cologne un ensemble urbain remarquable où se lisent encore les principes fondateurs des bastides médiévales. Aujourd'hui, la commune cherche à valoriser cette identité patrimoniale tout en accompagnant les évolutions contemporaines du territoire.



- S.Tot CCBL : **424 km²**
- Pop. : **11 318 (2022)**
- Nb communes : **41**

❶ Type d'unité paysagère

L'unité paysagère de Cologne se distingue par de vastes paysages ouverts, faiblement accidentés, où les grandes cultures occupent une place prépondérante. Structuré par la vallée de la Gimone et une succession de petits vallons, ce territoire offre de larges horizons et d'importantes covisibilités entre les bourgs et le grand paysage. Les bastides de Cologne et de Solomiac constituent les principales polarités historiques de cette unité, dont l'identité repose sur l'équilibre entre l'ouverture agricole, la présence d'un habitat rural diffus et la permanence des formes urbaines médiévales. La brique, les pans de bois et les alignements arborés participent à la singularité de ce paysage de plaine, marqué par une relation étroite entre production agricole et implantation humaine.



fig.1

❷ Type de bourg / village

Cologne est une bastide de plaine dont l'identité repose sur une composition urbaine médiévale particulièrement lisible. Organisé selon une trame orthogonale régulière, le centre-bourg s'articule autour d'une vaste place centrale bordée de couverts et dominée par la halle du XIVe siècle, véritable cœur civique et marchand de la commune. Le tissu bâti, composé de maisons en brique et de constructions à pans de bois, forme un ensemble homogène où les alignements, les gabarits et les continuités de façades participent à la qualité de l'espace public. Ouvert sur les paysages agricoles de la plaine lomagnole, le bourg entretient un rapport étroit avec son environnement, faisant de Cologne une figure emblématique des bastides gasconnes fondées pour le commerce et les échanges.



fig.1

Pour en savoir plus :
►https://www.ccbl32.fr/ccbl/index.php

1. Éléments majeurs patrimonial
2. Éléments majeurs patrimonial

Cologne
32430

Identification Caractérisation

2

❸ Spécificités patrimoniales

Les spécificités patrimoniales de Cologne résident dans la qualité de sa bastide médiévale, dont la trame orthogonale et la place centrale demeurent parfaitement lisibles. La halle du XIVe siècle, de plan circulaire et portée par des piliers de pierre, constitue l'élément patrimonial majeur du bourg et affirme sa vocation historique de lieu de marché et d'échanges. Les couverts qui bordent la place, les façades de brique et de pans de bois, ainsi que les nombreuses maisons anciennes participent à la cohérence de l'ensemble urbain. Le patrimoine de Cologne se caractérise également par les relations de covisibilité qu'entretient la bastide avec le paysage agricole environnant, faisant du village un repère dans la plaine lomagnole et un témoignage remarquable de l'urbanisme des bastides gasconnes.



fig.1

❹ Particularités du paysage

Les particularités paysagères de Cologne tiennent à son inscription dans une vaste plaine agricole, où les reliefs doux et les horizons ouverts offrent de larges perspectives sur la campagne lomagnole. Le paysage est structuré par la vallée de la Gimone et par un réseau de petits vallons qui accompagnent les circulations et les implantations humaines. Les grandes parcelles cultivées alternent avec quelques boisements, alignements arborés et ripisylves, formant une trame végétale discrète mais structurante. Depuis les abords de la bastide, les covisibilités avec les villages voisins et le grand paysage agricole participent fortement à l'identité du lieu, où la relation entre la ville et la campagne demeure particulièrement lisible.



fig.2

❺ Récits et usages vécus

structure dominante : ribère / boubée / serre
Aque vitio et porae porunt ommossinia si dolendeleni autam nus. Alibus et quia cus, odiandus asim as aliquaeverum simillabo. Ritas eumque vent fuga. Est quo exercipsa cusam, omnia dis adis secum aut occus, quia sime debitemos ressendant, omnientorro odiatum eariatu sapelit paruptat omnisimpore, sumqui quid que duntorro volenihiVelestiandant harum harchil icidel id eumque lautem apit, optae estin elia con es quamenda nonestrunt, quas aut et landel idi te abori rehendit et vent min rature dolupta tiantis es endem

« ae nos minvele ndiassunt harchillitia nim ea dolorror sunt, culla aut et eosam sit



fig.3

1. La Halle aujourd'hui (2026).
2. La halle dans les années 1960, base Mérimée.
3. Maison sur couvert : pan de bois et brique.

Cologne 32430 Enjeux

3

⑥ Fragilités identifiées

Les principales fragilités de Cologne résident dans les transformations récentes de ses franges urbaines et dans la dilution progressive de la lecture de la bastide historique. Le développement pavillonnaire et les zones d'activités en périphérie tendent à brouiller les relations entre le bourg ancien et le paysage agricole qui l'entoure. Le mitage et l'étalement urbain participent également à la banalisation des entrées de ville et à la perte de lisibilité des silhouettes villageoises. À ces évolutions s'ajoutent la vacance de certains bâtiments anciens, les difficultés de réhabilitation du patrimoine et l'appauvrissement progressif de la trame arborée, qui fragilisent l'identité paysagère et patrimoniale de cette bastide de plaine.

⑦ Potentiels

Cologne dispose d'un fort potentiel fondé sur la qualité de sa bastide et son ouverture sur le grand paysage agricole. La lisibilité de la trame médiévale, la cohérence du patrimoine bâti et les covisibilités avec la campagne constituent des leviers pour renforcer l'attractivité du bourg. La requalification des franges urbaines et la réhabilitation du patrimoine ancien offrent également des opportunités pour conforter la centralité historique et l'identité de la commune.


fig.1


fig.2

1. Photographie aériennne 1950 - 1965
2. Photographie aujourd'hui (2023)

⑧ Dynamiques à l'oeuvre

Les dynamiques à l'œuvre à Cologne traduisent l'influence croissante de l'aire toulousaine et l'évolution des modes d'habiter ruraux. Le développement résidentiel en périphérie et la transformation des espaces agricoles modifient progressivement les relations entre la bastide et son environnement. Parallèlement, la valorisation du patrimoine et des espaces publics témoigne d'une volonté de renforcer l'attractivité de la commune tout en préservant son identité paysagère et historique.

⑨ Vue aérienne



Cologne 32430 Potentialités

4

« ae nos minvele ndiassunt harchilli tia dolorror sunt, culla aut et eosam sit


fig.1


fig.1


fig.1


fig.2


fig.3


fig.4


fig.5


fig.6

⑩ Pistes

Les potentiels stratégiques de Cologne reposent sur le renforcement de son rôle de centralité historique à l'échelle de la Bastides de Lomagne. La reconquête des logements vacants, la réhabilitation du patrimoine bâti et la requalification des espaces publics constituent des leviers pour conforter l'attractivité résidentielle du centre-bourg. La préservation des relations visuelles entre la bastide et les paysages agricoles, l'amélioration des entrées de ville et le développement de continuités paysagères offrent également des opportunités pour accompagner les transitions écologiques tout en valorisant l'identité patrimoniale de la commune.



1. La Halle aujourd'hui (2026).
2. La halle dans les années 1960, base Mérimée.
3. Maison sur couvert : pan de bois et brique.
4. Légende
5. Légende
6. Légende

⑪ Potentiels

■ Patrimoine

Valoriser la qualité de la bastide et favoriser la réhabilitation du bâti ancien afin de renforcer l'attractivité du centre-bourg.

■ Paysage

Préserver les covisibilités entre la bastide et les paysages agricoles tout en requalifiant les franges urbaines et les entrées de ville.

■ Usage

Conforter les fonctions de centralité en renforçant les commerces, les services, les équipements et les lieux de convivialité du cœur de bourg.

■ Mobilités

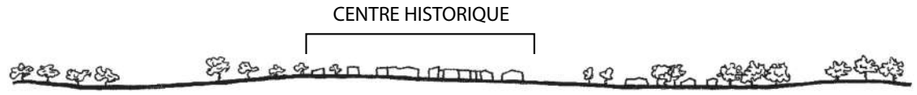
Développer un réseau de cheminements piétons et cyclables reliant les quartiers, les équipements et les espaces publics, tout en améliorant le partage de la voirie.

■ Petit patrimoine

Mettre en valeur les lavoirs, fontaines, croix, murs et autres éléments vernaculaires comme supports d'un parcours patrimonial et paysager.

Cologne
32430

Carte des sensibilités patrimoniales, paysagères et urbaines du centre-bourg

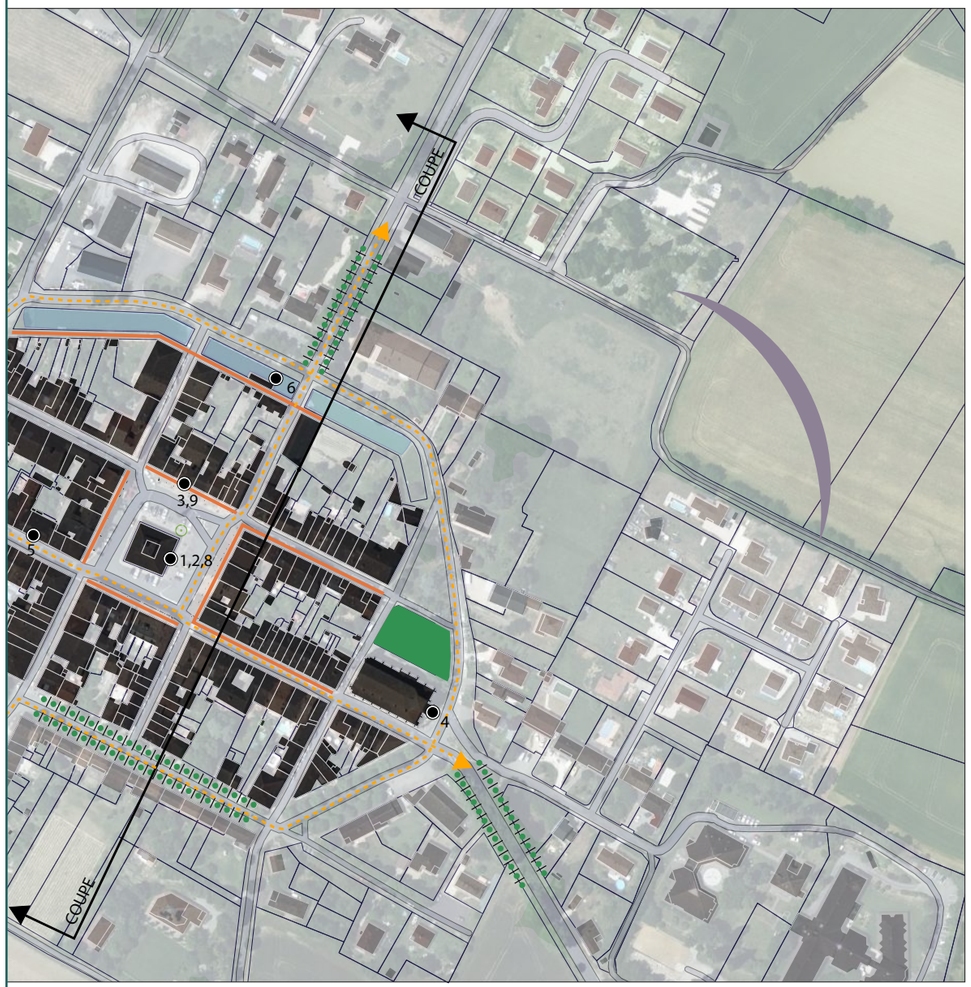


Coupe territoriale



Légende

- Point de vue sur le grand paysage
- Édifice remarquables (halles, couverts, église MH)
- Petit patrimoine (lavoir, croix, pigeonniers)
- Patrimoine dégradé
- Promenade remarquable
- Silhouette villageoise (coupe territoire)
- Façade urbaine remarquable
- Structure d'alignement végétale remarquable
- Entrée de bourg à enjeux
- Interface village-campagne (lisière, zone de tampon..)
- Espaces paysagers structurants (parcs, espaces plantés aménagemés dans les zones urbanisés)
- Secteurs en cours de projet ou de mutation (quartiers en construction, friches...)
- Bâti historique
- Bâti contemporain



Sainte Anne 32357

Fiche Bourg

Identification Caractérisation

1

CCBL Territoire SOlidaire Communauté de Communes BASTIDES DE LOMAGNE

Sainte-Anne est un petit village rural de la Lomagne gersoise, implanté sur un plateau ouvert sur les paysages agricoles environnants. Son bourg, de taille modeste, conserve une organisation traditionnelle et un bâti ancien composé de maisons en pierre calcaire et de constructions vernaculaires caractéristiques du territoire. La commune entretient un rapport privilégié avec le grand paysage, offrant de larges vues sur les coteaux et, par temps clair, sur la chaîne des Pyrénées. Aujourd'hui, Sainte-Anne préserve une identité discrète mais authentique, représentative des villages de plateau de la Lomagne.

- Nom : **Sainte-Anne**
- Superficie : **6,74 Km²**
- Population : **125 hab**
- Nb monuments : **≥ 0**
- Densité : **19 hab/ km²**



- S.Tot CCBL : **424 km²**
- Pop. : **11 318 (2022)**
- Nb communes : **41**

❶ Type d'unité paysagère

Sainte-Anne s'inscrit dans l'unité paysagère de Cologne, au sein des paysages ouverts de la Lomagne gersoise. Implantée sur un plateau faiblement ondulé, la commune entretient un rapport étroit avec le grand paysage agricole, composé de grandes cultures, de haies ponctuelles et de petits vallons qui entaillent le relief. Cette position de légère hauteur offre des vues lointaines sur les coteaux environnants et, par temps clair, sur la chaîne des Pyrénées. À l'écart des grandes vallées, Sainte-Anne se caractérise par un paysage rural paisible, où la faible densité bâtie et l'omniprésence des espaces cultivés participent à la qualité des horizons et à la lisibilité du territoire lomagnol.



fig.1

❷ Type de bourg / village

Sainte-Anne présente la typologie d'un petit village-rue de plateau, organisé autour d'un noyau bâti compact et d'une église qui constitue le principal repère de la silhouette villageoise. Le bourg se développe de manière linéaire le long de la voie principale, sans véritable place centrale, selon une organisation simple héritée de son origine rurale. Le bâti ancien, composé de maisons en pierre calcaire et de quelques dépendances agricoles, forme un ensemble homogène à l'échelle modeste, étroitement lié aux exploitations environnantes. Cette implantation discrète, ouverte sur les terres cultivées, confère à Sainte-Anne le caractère d'un village agricole de la Lomagne, où les relations entre habitat, paysage et activités rurales demeurent particulièrement lisibles.

Pour en savoir plus :
►https://www.ccbl32.fr/ccbl/index.php



fig.1

1. Sainte-Anne territoire rural
2. Sainte-Anne, petit patrimoine, scultpture de la vierge

Sainte Anne 32357

Identification Caractérisation

2

❸ Spécificités patrimoniales

Le patrimoine de Sainte-Anne se caractérise surtout par son ancrage rural et gascon, plus que par un grand nombre de monuments remarquables. La commune conserve l'identité d'un petit village du Gers, avec un paysage bâti traditionnel et un cadre historique discret, sans concentration connue de monuments historiques majeurs dans les sources consultées.

À l'échelle locale, son intérêt patrimonial tient donc davantage à l'ambiance du village, à son appartenance au territoire de la Lomagne gersoise et à la qualité de son environnement rural qu'à des édifices protégés de grande notoriété.

❹ Particularités du paysage

Les particularités paysagères de Cologne tiennent à son inscription dans une vaste plaine agricole, où les reliefs doux et les horizons ouverts offrent de larges perspectives sur la campagne lomagnole. Le paysage est structuré par la vallée de la Gimone et par un réseau de petits vallons qui accompagnent les circulations et les implantations humaines.
Les grandes parcelles cultivées alternent avec quelques boisements, alignements arborés et ripisylves, formant une trame végétale discrète mais structurante. Depuis les abords de la bastide, les covisibilités avec les villages voisins et le grand paysage agricole participent fortement à l'identité du lieu, où la relation entre la ville et la campagne

❺ Récits et usages vécus

Aque vitio et porae porunt ommossinia si dolendeleni autam nus. Alibus et quia cus, odiandus asim as aliquaeverum simillabo. Ritas eumque vent fuga.
Est quo exercipsa cusam, omnia dis adis secum aut occus, quia sime debitemos ressendant, omnientorro odiatum eariatu sapelit paruptat omnisimpore, sumqui quid que duntorro volenihiVelestiandant harum harchil icidel id eumque lautem apit, optae estin elia con es quamenda nonestrunt, quas aut et landel idi te abori rehendit et vent min rature dolupta tiantis es endem

« ae nos minvele ndiassunt harchillitia nim ea dolorror sunt, culla aut et eosam sit

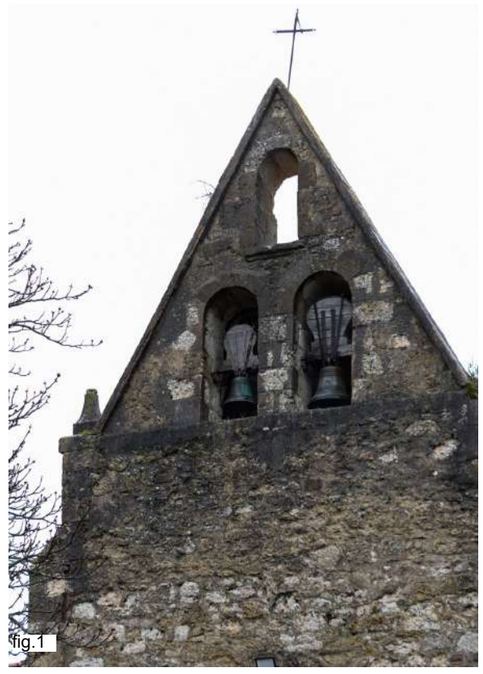


fig.1



fig.3

1. Mur Clocher, seule patrimoine de la commune (2026).
2. La halle dans les années 1960, base Mérimée.

Sainte Anne 32357

Enjeux

3

⑥ Fragilités identifiées

Les principales fragilités de Sainte-Anne résident dans la transformation progressive de son village-rue historique sous l'effet d'un développement pavillonnaire linéaire. Les constructions récentes tendent à étirer le bourg, à modifier son échelle et à affaiblir la lisibilité de son implantation originelle sur la ligne de crête. Cette évolution s'accompagne d'un risque de banalisation des vues sur le grand paysage et d'une perte de cohérence entre le bâti ancien, les espaces agricoles et la trame arborée qui structure le relief. À ces dynamiques s'ajoute la fragilité du patrimoine ancien, parfois peu entretenu, qui souligne l'enjeu de préserver l'identité paysagère et architecturale de ce petit village rural.

⑦ Potentiels

Sainte-Anne dispose d'un fort potentiel grâce à son implantation sur une ligne de crête, à ses vues lointaines et à son caractère rural préservé. La valorisation du bâti ancien, la maîtrise des extensions pavillonnaires et le renforcement de la trame arborée constituent des leviers pour préserver l'identité du village tout en accompagnant son évolution.


fig.1


fig.2

1. Photographie aérienne 1950 - 1965
2. Photographie aujourd'hui (2023)

⑧ Dynamiques à l'oeuvre

Les principales dynamiques à l'œuvre à Sainte-Anne sont marquées par une extension progressive de l'habitat pavillonnaire le long de la voie principale, en continuité du village ancien. Cette évolution transforme peu à peu la silhouette de ce village de crête et renforce sa vocation résidentielle. En parallèle, le maintien des paysages agricoles et de la trame arborée demeure un facteur déterminant pour préserver la qualité paysagère et l'identité du site.

⑨ Vue aérienne



Sainte Anne 32357

Potentialités

4

« ae nos minvele ndiassunt harchilli tia dolorror sunt, culla aut et eosam sit

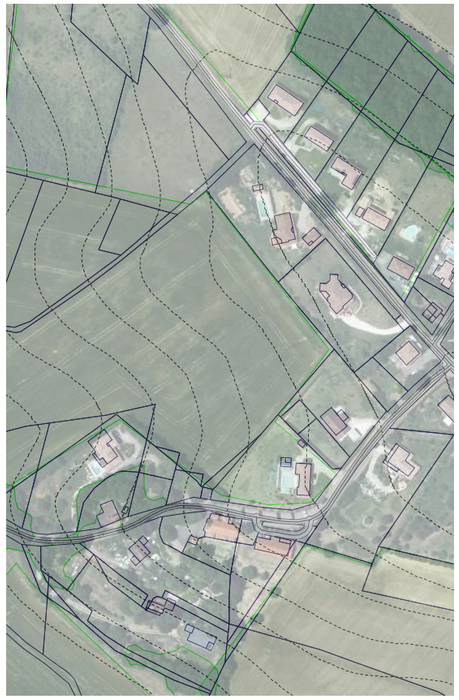

fig.1


fig.2


fig.3

⑩ Stratégie

Les potentialités de Sainte-Anne reposent sur la qualité de son implantation en ligne de crête, offrant des vues lointaines sur les paysages agricoles de la Lomagne. La préservation de cette silhouette villageoise, associée à la valorisation du bâti ancien et de la petite église, constitue un levier pour renforcer l'identité du hameau. La maîtrise des extensions résidentielles, le maintien de la trame arborée et la requalification des espaces publics offrent également l'opportunité de conforter le caractère rural de la commune tout en préservant les relations entre le village, le relief et les espaces agricoles qui l'entourent.



1. La Halle aujourd'hui (2026).
2. La halle dans les années 1960, base Mérimée.
3. Maison sur couvert : pan de bois et brique.
4. Légende
5. Légende
6. Légende

⑪ Orientations

■ Patrimoine
Valoriser le bâti ancien et préserver la silhouette historique du village afin de conforter son identité patrimoniale.

■ Paysage
Préserver les vues depuis la ligne de crête et renforcer la qualité des interfaces entre le village et les paysages agricoles.

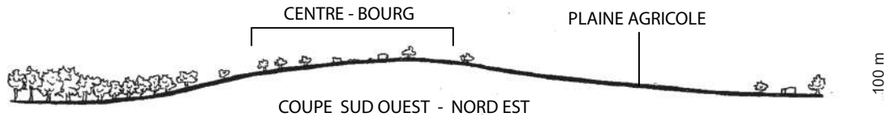
■ Usage
Accompagner l'accueil de nouveaux habitants tout en préservant le caractère rural et la qualité de vie du hameau.

■ Mobilités
Favoriser des cheminements apaisés reliant les différents secteurs du village et les espaces agricoles environnants.

■ Petit patrimoine
Restaurer et mettre en valeur les éléments du petit patrimoine, tels que l'église, le cimetière et les ouvrages vernaculaires, afin de renforcer la mémoire des lieux.

Sainte Anne 32357

Carte des sensibilités patrimoniales, paysagères et urbaines du centre-bourg



Coupe territoriale



Légende

- Point de vue sur le grand paysage
- Édifice remarquables (halles, couverts, église MH)
- Petit patrimoine (lavoir, croix, pigeonniers)
- Patrimoine dégradé
- Promenade remarquable
- Silhouette villageoise (coupe territoire)
- Façade urbaine remarquable
- Structure d'alignement végétale remarquable
- Entrée de bourg à enjeux
- Interface village-campagne (lisière, zone de tampon..)
- Espaces paysagers structurants (parcs, espaces plantés aménagemés dans les zones urbanisés)
- Secteurs en cours de projet ou de mutation (quartiers en construction, friches...)
- Bâti historique
- Bâti contemporain



ANNEXES : RESSOURCES

BIBLIOGRAPHIE ET PERSONNES RESSOURCES

PAYSAGES GRANDE ÉCHELLE

- Les paysages de Midi-Pyrénées, éléments pour un inventaire régional prospectif, URCAUE Midi-Pyrénées, 2000
- Paysages de Midi-Pyrénées, URCAUE Midi-Pyrénées, Edition Privat, Ocyobre 2000
- - Géographie physique de la France; Gérard MOTTET; P.U.F.
- Dictionnaire des pays et provinces de France; Bénédicte et Jean-Jacques FÉNIÉ; Ed. Sud-Ouest; 2000.
- Les paysages ruraux de l'Aquitaine du Sud-Est; Roger BRUNET; 1960.
- Le guide des pays de France Sud, Frédéric ZÉGIERMAN; Ed.FAYARD; 1999.
- La Gascogne, 100 photos pour un pays; Jean CASTARÈDE et Jean-Bernard LAFFITTE; Ed.Sud-Ouest; 2001.
- "Inventaire des paysages du gers" - Mars 2002
- CACG (Compagnie d'aménagement des Coteaux de Gascogne), CATER (Cellule d'Appui Technique pour l'Entretien des Rivières),
- Agence de l'eau Adour-Garonne, Chambre d'agriculture, DIREN (Direction Régionale de l'ENvironnement)
- ADASEA (Association de Développement et d'Aménagement des Structures et des Exploitations Agricoles)
- DDAF (Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt)
- ADASEA (Association pour le Développement et l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles) DIREN Midi-Pyrénées
- (DIrection Régionale de l'ENvironenment) ; Association Gers Nature Environnement ; Conservatoire des Espaces naturels
- Association botanique gersoise
- Fédération de Chasse du Gers
- Fédération de Pêche du Gers
- AREMIP
- Agenda 21
- Schéma Dal ENS
- Direction Départementale des Territoires
- Service des Routes du Conseil Départemental du Gers
- Comité Départemental de Randonnée Non Motorisée
- Qualité nocturne : association A Ciel Ouvert
- DRAAF Occitanie, Fiche territoriale synthétique RA 2020 « CC Bastides de Lomagne »
- Agence d'Urbanisme de l'Aire Toulousaine

PATRIMOINES

- Paysage du Gers,
- Collectif ; Arbre et Paysage (dir.), Rodez, Éditions du Rouergue, 2004, 266 p.
- Ouvrage de référence pour la lecture des entités paysagères, de la géographie et des dynamiques du Gers.
- Inventaire des paysages du Gers,
- CAUE du Gers ; Arbre et Paysage 32 ; DREAL Occitanie, 2004.
- Document cadre pour l'identification des unités et sous-unités paysagères.
- Guides et chartes architecturales locales (Saint-Clar, Cologne),
- Communes / CAUE du Gers, 2022–2024.
- Références opérationnelles pour la lecture du bâti ancien et les recommandations architecturales.
- Participation des retenues collinaires à l'amélioration de la qualité de l'eau : https://revue-set.fr/article/view/7792
- Occupation romaine : les traces de l'occupation gallo-romaine dans le gers, Colette Laborde, FeniXX réédition numérique (CDDP du Gers), 1981
- Replantation des haies : Arbres et Paysage 32
- Ripisylves : Livret rivière, Arbres et Paysage 32

- Rapport Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable N011865-01, Cellule d'expertise relative à la gestion quantitative de l'eau pour faire face aux épisodes de sécheresse, 2018
- Les retenues d'eau, une opportunité d'adaptation au changement climatique ? Centre de Ressources et d'Expertis Scientifique sur l'Eau de Bretagne, 2023
- Impact cumulé des retenues d'eau sur le milieu aquatique, Expertise scientifique collective pilotée par l'Irstea, mai 2016
- Foresterie en zones arides - Guide à l'intention des techniciens de terrain, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, 1992
- Guide pour préserver le bocage & intégrer la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme, Territoire du perche Pays vendomois, Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de Loir-et-Cher
- Observatoire des forêts françaises
- Le Cèdre dans quelques pays du pourtout méditerranéen et dans deux autres pays a grande importance forestière, Jean Toth, 1980
- La ville franchisée : Formes et structures de la ville contemporaine, David Mangin, Editions de la Villette, 2004
- Listes biogéographiques des plantes exot iques envahissantes et potent iellement envahissantes d'Occitanie, CBN, Louise TURPIN et Jérôme DAO, 2024.

GLOSSAIRE

Les définitions présentées ici peuvent être empruntées du CAUE, et notamment des 'mots du paysage gascon'

Agriculture conventionnelle : système de production agricole fondé sur le recours aux intrants de synthèse – engrais minéraux, pesticides, herbicides – et à la mécanisation intensive.

Agrivoltaïsme : production d'électricité photovoltaïque sur une exploitation agricole.

Alluvions : dépôts de sédiments généré par un cours d'eau.

Arriou : *riou,* ruisseau en gascon, affluent à la rivière.

Bocage : paysage constitué de parcelles entourées par des haies, interconnectées en un réseau fonctionnel aussi appelé « maillage » de haies, et composé d'une trame dense et riche d'habitats.

Borde : la métairie en Gascogne correspond au terme générique de ferme dans le sens de maison du paysan. "*Borde*" exprime à la fois la maison – relativement modeste – et l'ensemble de ses dépendances bâties (granges, étables etc.) en étroite relation avec ses terres affectées traditionnellement à la polyculture vivrière. La *borde* dépendait d'un domaine ou d'un château et était exploitée en métayage par le bordier.

Boubée : désigne le versant peu pentu aux terres généralement légères (*boulbènes)*, situé à l'est des vallées gasconnes.

Boulbènes : terme gascon et répandu dans le Sud-Ouest. Terres siliceuses et limoneuses, donnant des sols non calcaires acides et relativement légers. Par extension : ce qui n'est pas terrefort, c'est-à-dire selon les contrées, des types de sols très diversifiés. "*Boulbène*" est peut-être à rapprocher de "boue", du fait de son caractère boueux, collant, glaiseux, lorsqu'elle est mouillée.

Canteros : *bosquets* sur *peyrusquets*, ou chantelles de chênes noirs.

Colluvions : dépôts de sédiments en pente, sur des versants.

Coteau : versant de colline ou en rebord de plateau.

Covisibilité : relation visuelle réciproque entre deux points d'un paysage.

EEE : Espèces Exotiques Envahissantes. Espèce introduite par l'homme volontairement ou involontairement sur un territoire hors de son aire de répartition naturelle, et qui menace les écosystèmes, les habitats naturels ou les espèces locales

Etiage : baisse périodique des eaux (d'un cours d'eau).
Eventail gascon : vaste amas sédimentaire découpé par une série de cours d'eau, sur les sous-plateaux pyrénéens

Lisière : zone de transition entre un espace boisé et un espace ouvert. Milieu à part entière, souvent d'une grande richesse écologique.

Milieux aquatiques : Les milieux aquatiques sont des espaces intimement liés à l'eau, principalement douce (exemples : cours d'eau, lacs, etc.) mais qui peuvent être salés ou saumâtres lorsqu'ils se situent à proximité du littoral.

Mosaïque des sols : juxtaposition de différents types de sols et de couverts végétaux au sein d'un même paysage, formant un ensemble diversifié favorable à la biodiversité, aux continuités écologiques et à la résilience du territoire.

PAC : Politique Agricole Commune. La PAC est conçue comme une politique commune, dont l'objectif est de fournir aux citoyens de l'UE des denrées alimentaires à un prix abordable et d'assurer un niveau de vie équitable aux agriculteurs.

Paguère : versant des collines exposé au nord, à l'ombrée.

Peyrusquets : sol superficiel, calcaire. *Peyrusquet* désigne à la fois le type de sol et, par extension, le replat ou le plateau calcaire sur lequel il repose.

Rendails : terre « qui ne donne rien », bandes boisées des bordures et abrupts calcaires

Retenue agricole : Réservoir artificiel stockant les eaux de pluie et de ruissellement en période hivernale pour les restituer, principalement à des fins d'irrigation agricole, durant les périodes sèches.

Ribère : la rivière et par extension, l'espace qu'elle a aplani ; la plaine alluviale, le lit majeur dans lequel elle peut épandre ses crues.

Sénescence des arbres : phase naturelle du vieillissement de l'arbre, programmée de manière génétique, et dernière étape du cycle de vie.

Serre : mot français issu de l'occitan. Hauteur, colline allongée, au relief marqué qui, en Gascogne, correspond au coteau d'interfluve. Désigne le versant abrupt du coteau (rive droite des cours d'eau) et sa partie sommitale. Étymologie : serare qui signifie "fermer", "barrer", "protéger" : la *serre* effectivement barre, ferme l'horizon des paysages de vallée comme elle la protège des flux climatiques dominants.

Solitudes forestières : bosquets ou éléments végétaux de grande tige épars et isolés.

Soulan : versant exposé au sud, au soleil.

Terreforts : "terre forte", ferme et lourde, calcaire ou non, généralement fertile mais difficile à travailler.

Vallée : large dépression au fond de laquelle coule un cours d'eau.

Vallon : petite dépression entre deux coteaux.

LES PROCHAINS RENDEZ-VOUS ??

décembre 2025 → janvier 2026 → février 2026 → mai 2026 → juin 2026 → juillet 2026 → septembre 2026 → octobre 2026 → novembre 2026

Phase 1 - caractérisation des paysages et du patrimoine

Analyse des données & arpentage du territoire

Itinérance 1
14 et 15 janvier

- ÉLUS — Ateliers élus par unité paysagère
- GRAND PUBLIC — Présence au marché de Saint-Clar

Itinérance 2
6 au 8 février

- GRAND PUBLIC — Balades thématiques, à pieds et à vélo

ÉCHELLE D'ANALYSE : DU GRAND TERRITOIRE À LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

- ÉLUS + GRAND PUBLIC — **Le guide commun** Livret 01 : identifier & caractériser les paysages et patrimoine pour comprendre
- ÉLUS + GRAND PUBLIC — **Le recueil des fiches bourgs** Trame d'analyse des bourgs
- GRAND PUBLIC — **L'exposition dans l'espace public #01** La grande échelle : la cartographie du territoire

Phase 2 - formulation et synthèse des enjeux

Caractérisation des enjeux et formulation d'hypothèses

Itinérance 3
début juin 2026

- GROUPE PROJET HABITANT — Balades pour formuler les controverses
- ÉLUS — Tribunal des controverses

ÉCHELLE D'ANALYSE : DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AUX SITUATIONS

- ÉLUS + GRAND PUBLIC — **Le guide commun** Livret 02 : synthétiser les enjeux pour les mettre en débat
- ÉLUS + GRAND PUBLIC — **Le recueil des fiches bourgs** Production d'une partie des fiches bourgs
- GRAND PUBLIC — **L'exposition dans l'espace public #02** L'échelle de la situation géographique : les blocs diagrammes

PAR ICI LA SUITE !

MISE EN PLACE EXPOSITION N° 01

DÉBUT PHASE 3 août 2026

Phase 3 - stratégie et recommandations

Définitions des recommandations et prescriptions

Itinérance 4
octobre 2026

- GROUPE PROJET HABITANT — Visite spatio-temporelle des recommandations

Restitution
novembre 2026

- GRAND PUBLIC — Réunion publique de conclusion

ÉCHELLE D'ANALYSE : DES SITUATIONS AUX BOURGS

- ÉLUS + GRAND PUBLIC — **Le guide commun** Livret 03 : partager les recommandations et évolutions stratégiques pour passer à l'action
- ÉLUS + GRAND PUBLIC — **Le recueil des fiches bourgs** Production des 41 fiches bourgs
- GRAND PUBLIC — **L'exposition dans l'espace public #03** L'échelle du lieu : la bande dessinée

ETUDE PAYSAGERE ET PATRIMONIALE
SUR LES PAYSAGES ET LE PATRIMOINE
EN BASTIDES DE LOMAGNE

Ce projet bénéficie du soutien du programme européen Leader du Pays Portes de Gascogne

pollen paysage
tout terrain
atelier geminé